

# Le Monde

Le Monde  
Radio-Télévision  
Tous les programmes

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15615 - 7 F

DIMANCHE 9 - LUNDI 10 AVRIL 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAURICE COLOMBANI

## Les Pays-Bas préfèrent un hélicoptère américain au Tigre européen

TOURNANT LE DOS à une offre franco-allemande, les Pays-Bas ont choisi, vendredi 7 avril, de commander aux États-Unis trente hélicoptères de combat Apache. Pour justifier son refus du Tigre européen, le premier ministre néerlandais a invoqué les délais de livraison plus rapides de l'hélicoptère américain et ses performances militaires. Le chancelier allemand et le premier ministre français ont conjugué leurs efforts pour permettre à Eurocopter, le constructeur du Tigre, de gagner le marché. Bill Clinton, de son côté, est intervenu spécialement auprès du chef du gouvernement néerlandais en lui rappelant l'appartenance de son pays à l'OTAN. Dans les milieux industriels de part et d'autre du Rhin, on considère que le refus de La Haye de privilégier la « préférence européenne » devrait entraîner une réaction des États concernés.

Lire pages 13 et 22

## Un physicien pour la diplomatie turque

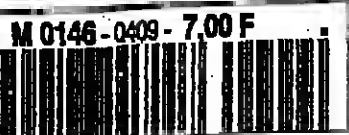


ERDAL İNÖNÜ

FILS D'ISMET PASCHA, dit İnönü, qui fonda la Turquie moderne aux côtés d'Atatürk, Erdal İnönü vient de quitter son laboratoire de physique des particules afin de diriger la diplomatie au sein du gouvernement de Tansu Çiller, dans lequel il avait déjà été vice-premier ministre jusqu'à l'automne 1993. Ce social-démocrate de soixante-neuf ans a la tâche ingrate d'expliquer les raisons de l'intervention militaire de son pays dans le nord de l'Irak, contre les séparatistes kurdes du PKK. Après Bonn et Washington, il a été reçu, vendredi 7 avril, à Paris. Dans un entretien à *Le Monde*, il insiste sur la durée « limitée » de l'opération anti-PKK et souligne la volonté de son gouvernement de faire progresser les réformes démocratiques. La France, pour sa part, n'a pas l'intention de suspendre la livraison prochaine d'hélicoptères de transport de troupes que la Turquie a commandés à Eurocopter pour plus d'un milliard de francs.

Lire page 2

Allemagne, 3 DM; Angleterre, 9 F; Autriche, 25 S; Belgique, 40 F; Canada, 25 \$ CAN; Danemark, 200 F; Espagne, 166 Ptas; France, 100 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 100 Ir; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Luxembourg, 40 F; Maroc, 20 Dirhams; Pays-Bas, 100 Gld; Portugal, 200 Escudos; Royaume-Uni, 9 F; Suède, 100 Kronor; Suisse, 200 Sfr; Turquie, 100 Liras; USA, 1 \$; USA (inter), 200 \$.

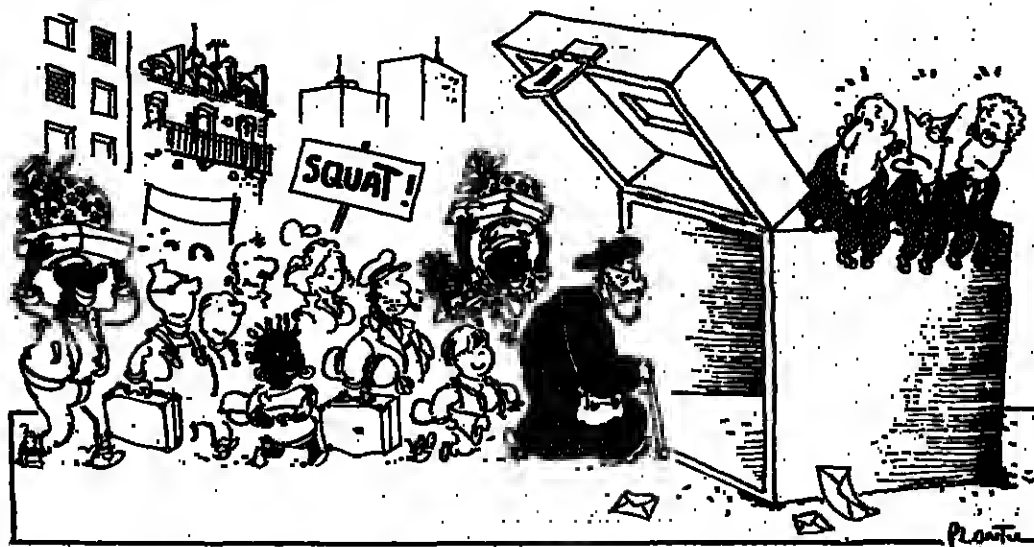


## Une centaine d'associations veulent placer l'exclusion au cœur du débat présidentiel

Les manifestations du 8 avril condamnent les atteintes aux droits sociaux.

PLUSIEURS MILLIERS de personnes devaient manifester, samedi après-midi 8 avril, à Paris et dans une quarantaine de villes de province, contre toutes les formes d'exclusion. Dans la capitale, les organisateurs attendaient au moins trente mille participants, le cortège devant se rendre de la place de la Bastille à la place Saint-Augustin. Cette journée de mobilisation est une première, ne serait-ce qu'en raison de la diversité de ses organisateurs. L'idée en a été lancée il y a deux mois par les associations Droit au logement et Droits devant, qui occupent depuis décembre 1994 un immeuble de la rue du Dragon à Paris.

Plus d'une centaine d'associations, de mouvements et de syndicats ont répondu à l'appel et se rangeront derrière une banderole commune : « Pour les droits et l'égalité, contre les exclusions et la précarité ». Outre les associations de mal-logés ou de sans-abri, des mouvements de chômeurs (Agir ensemble contre le chômage [« AC »]), des syndicats enseignants, le MRAP, SOS-Racisme, la CGT, la CFTD et le mouvement Aides appellent à défiler. « De plus en plus nombreux sont ceux et celles, Français et étrangers, qui, dans notre pays, voient leurs



droits humains et leurs acquis sociaux menacés, ou qui en sont d'ores et déjà privés », annonce l'appel commun à la manifestation.

A deux semaines du premier tour de l'élection présidentielle, ce mouvement du 8 avril devait constituer un test. Ses organisateurs entendent faire pression sur les candidats à la présidence de la République, esti-

mant que la lutte contre les exclusions n'est pas suffisamment au cœur du débat électoral. Gratifiés des transports pour les chômeurs, application de la « loi de réquisition » de logements vides, extension du RMI aux jeunes de moins de vingt-cinq ans devaient être les principaux thèmes repris par les manifestants, soutenus par l'abbé Pierre.

Lire page 8

## Les détours du tour extérieur

SCANDALE dans la haute fonction publique ! Alors que tant d'appelés rêvent d'accéder au Conseil d'Etat, voici qu'un heureux élu du tour extérieur s'offre le luxe de démissionner de son poste de maître des requêtes. Inversement, la nomination d'une collaboratrice de François Mitterrand au prestigieux grade de conseiller d'Etat vient d'être imposée contre la volonté du corps tout entier. Jean-Dominique Giuliani, directeur de cabinet de René Monory, souhaitait ne prendre ses nouvelles fonctions de maître des requêtes qu'après le renouvellement du mandat du président du Sénat, le 2 octobre prochain. Marc-Aurèle Long, vice-président du Conseil d'Etat, n'a pas autorisé cette dérogation. Devant ce refus, M. Giuliani, fait sans précédent dans l'histoire du Conseil, a démissionné, suscitant le courroux de ceux qui guignaient une place que le premier ministre avait accordée au collaborateur de M. Monory, à un moment où il espérait que celui-ci soutiendrait le candidat Balladur.

Une telle mésaventure ne risque pas d'arriver avec la nomination de Paule Dayan. Fille

de Georges Dayan, un ami intime de François Mitterrand, décédé en 1981, elle travaille à l'Elysée depuis mai 1981. Elle a, le 29 mars, bénéficié de la cohabitation courtoise qui veut que le président de la République et le premier ministre se partagent équitablement les nominations au tour extérieur dans les grands corps. Mais, bien qu'elle soit avocate de formation, le Conseil n'a pas souhaité l'accueillir. Consultés de façon informelle, les présidents de section ont tous fait savoir qu'ils étaient opposés à son arrivée. Le décret officialisant sa nomination, paru samedi 8 avril au *Journal officiel*, fait même état de l'avis défavorable du vice-président du Conseil d'Etat. Là encore, il s'agit d'une première. Depuis une loi du 28 juin 1994, les nominations au tour extérieur dans les grands corps doivent être soumises pour avis au chef de ces corps. Mais un avis ne s'impose pas. M. Mitterrand et Balladur ont donc pu maintenir la nomination de M<sup>me</sup> Dayan. Il ne faudrait pas croire, pour autant, que le Conseil d'Etat a une révision particulière devant l'arrivée de collaborateurs de l'Elysée : il n'avait rien trouvé à redire,

il y a quelques semaines, à la nomination, comme maître des requêtes, de Jean-François Mary, chef du service de presse de la présidence de la République.

A-t-il fait preuve, devant la nomination de l'ancienne avocate, de vigilance professionnelle ou de corporatisme ? La question est aussi vieille que la procédure du tour extérieur, qui permet au gouvernement de nommer une personnalité de son choix chaque fois que quatre maîtres des requêtes ou trois conseillers d'Etat sont promus à l'ancienneté. Ceux qui intègrent le Conseil d'Etat par la voie du très sélectif concours de sortie de l'ENA ont tendance à critiquer le caractère « politique » de ce type de recrutement. A leurs yeux, les magistrats du tour extérieur devraient leur promotion au zèle mis à servir le pouvoir en place plutôt qu'à leur intelligence du droit administratif. Pourtant, le tour extérieur a parfois le mérite d'introduire du sang neuf dans les grands corps, dont il diversifie les horizons professionnels ainsi que les origines sociales.

Rafaële Rivais

## La force du dollar faible

LE DOLLAR est au plus bas, la Bourse de New York est au plus haut. Depuis plus de deux mois maintenant, la devise américaine glisse constamment vis-à-vis du yen, du deutschemark et du franc. Wall Street dans le même temps saute de record en record. A Washington, les dirigeants de la Maison Blanche comme ceux de la Réserve fédérale se déclarent rituellement favorables à un « dollar fort » mais se révèlent incapables d'en arrêter la chute. A New York, les boursicoteurs se réjouissent de l'excellente santé des entreprises et de la poursuite d'une croissance forte sans inflation. Que de paradoxes ! Mais s'agit-il vraiment de paradoxes ? Et si le « dollar faible » était en réalité l'arme principale utilisée aujourd'hui par les Américains dans la guerre économique ?

Le dollar est faible : il y a là d'abord un abus de langage. Une de Tokyo et de Francfort, la devise américaine est certes très affaiblie. Après une forte chute - de plus 15 % depuis le début de l'année -, le billet vert a atteint cette semaine son plus bas niveau historique vis-à-vis du yen - un dollar à moins de 84 yens. A la suite d'un recul de 11,4 %, il a aussi approché, sans le toucher, son minimum par

rapport au mark. Mais, observé de Montréal, Mexico ou Memphis (Tennessee), le dollar est fort. La monnaie américaine s'est en effet appréciée par rapport au dollar canadien et au peso mexicain, les devises de ses deux principaux partenaires commerciaux. Interrogé sur la valeur du dollar, un habitant de la cité d'Elvis aurait certainement une seule réponse : « Un dollar vaut un dollar ». C'est que la valeur extérieure du dollar laisse totalement indifférents les Américains. Globalement d'ailleurs, c'est-à-dire comparé à un panier de devises représentatif du commerce extérieur américain, le billet vert n'a finalement que peu varié au cours des derniers mois. En 1994, alors qu'il perdait 18 % par rapport au mark et 15 % vis-à-vis du yen, le dollar s'était même légèrement apprécié (de 4 %).

Nuance essentielle donc : le dollar n'est en réalité faible que par rapport aux monnaies des principaux concurrents industriels des États-Unis - le Japon et l'Europe. L'Amérique de Clinton a découvert que l'exportation est aujourd'hui une source essentielle de croissance et de création d'emplois. Depuis son arrivée à la Maison Blanche, le président démocrate a mobilisé toutes ses

administrations au service de l'exportation - le secrétariat au commerce comme le département d'Etat. Minus nuire jusqu'à présent - les exportations ne représentent que 15 % du PNB des États-Unis, contre plus de 25 % en France par exemple -, l'économie américaine est entrée dans une phase de profonde mutation. Un dollar faible aide ses entreprises - dans l'aéronautique, la défense ou les télécommunications notamment - à damer le pion à leurs concurrents nippons ou européens.

Arme commerciale, le dollar faible doit aussi favoriser le réarmement industriel des États-Unis. Au cours des années 80 déjà, la baisse du dollar vis-à-vis du yen avait provoqué un afflux massif d'investissements japonais sur le territoire américain. Cette arrivée des Nippons avait stimulé alors l'industrie américaine elle-même. Une nouvelle phase est engagée aujourd'hui. Pour se rapprocher des marchés et ne plus souffrir de coûts alourdis par une monnaie surévaluée, les constructeurs automobiles allemands vont fabriquer leurs modèles aux États-Unis. Les Français y réfléchissent aussi. Grâce aux délocalisations des années 80, les groupes automobiles

japonais sont d'ailleurs aujourd'hui moins sensibles au nouvel envol du yen.

Conséquence enfin des déficits budgétaires et extérieurs américains, le dollar faible est aussi un moyen pour les financer plus facilement. Depuis plus de quinze ans, l'Amérique vit à crédit. Les débats actuels au Congrès autour du programme républicain de réduction massive des impôts indiquent qu'elle n'a guère l'intention de renoncer à cette facilité. Emetteur de la monnaie mondiale, elle a ici un avantage décisif dont elle cherche à tirer le profit maximum. Elle émet et émettra toujours des dollars dont elle a besoin. Trouveront-elle toujours preneur ? Y aura-t-il toujours des prêteurs ? Il y a certes aujourd'hui une certaine défiance des grands épargnants mondiaux à l'égard de ce pays devenu en moins d'une décennie le principal débiteur du monde. Mais les États-Unis se sont trouvés de nouveaux financiers : les pays d'Asie du Sud-Est notamment - comme Taïwan -, des nations qui travaillent en dollars ou en « quasi-dollars ». Ces nouveaux prêteurs ne sont guère affectés par la prétendue chute du billet vert.

Les États-Unis savent aussi qu'ils disposent encore d'un potentiel de

confiance considérable dans le monde. A Moscou comme à Madrid, on s'échange toujours des petits billets verts - plutôt que des yens ou des marks. Sur les grands marchés mondiaux - ceux du pétrole comme ceux de la pâte à papier -, la devise américaine reste la monnaie de référence. Dans les caisses des banques centrales de tous les pays du monde, les réserves en dollars restent dominantes. C'est que le marché du dollar reste le plus grand marché du monde, le marché le plus liquide et le plus sûr aussi. C'est enfin et surtout que le dollar est la monnaie d'une économie qui reste puissante et dominante. Le dollar faible aide à la renforcer encore.

Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, expliquait, vendredi 7 avril sur Europe 1, que, selon lui, ni l'administration américaine ni la Réserve fédérale n'avaient « l'intention, la volonté ou le désir de jouer un dollar faible ». A voir donc. Le secrétaire américain au Trésor de Nixon, Maxine Connally, avait l'habitude de dire, s'adressant aux japonais et aux Européens : « Le dollar, c'est notre monnaie, et c'est votre problème ». Cela reste vrai.

Erik Izraelwicz

## Consensus à Berlin contre l'effet de serre

Les quelque 120 pays représentés à la conférence de Berlin sur les changements climatiques se sont mis d'accord, vendredi 7 avril, sur un texte de consensus visant à limiter, à terme, les émissions de gaz à effet de serre. Celui-ci prévoit de nouvelles négociations destinées à anéantir, d'ici la conférence de Kyoto, en 1997, des objectifs drastiques de réduction de la pollution atmosphérique après l'an 2000. p. 2

## Paris-Roubaix, « reine des classiques »

Dimanche 9 avril, 186 coureurs devaient participer à la 93<sup>e</sup> édition de la course cycliste Paris-Roubaix. « Reine des classiques », cette épreuve est organisée par la Société du Tour de France, qui exporte son savoir-faire à l'étranger. p. 10

## De Prince à « Love Symbol »

En conflit avec sa maison de disques, Warner Bros, dont il est le vice-président, Prince a changé d'identité en adoptant un sigle imprononçable, baptisé « Love Symbol ». Il sort un nouvel album, inédit, et organise une tournée de concerts. p. 18

## Les invités du « Grand Jury RTL-Le Monde »

Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national, et Robert Hue, candidat du Parti communiste, seront les invités du « Grand Jury RTL-Le Monde », respectivement dimanche 9 et lundi 10 avril, à partir de 18 h 30. L'émission est aussi diffusée sur la chaîne câblée RTL-9.

## Les éditoriaux du « Monde »

Cavaler seul néerlandais ; La France et Schengen p. 13

هكنا من النحل



**POLLUTION** inscrite dans le droit fil du sommet de Rio, en 1992, la conférence de Berlin sur les changements climatiques s'est achevée le 7 avril sur l'adoption, par consensus,

d'un texte de compromis se contentant de proroger les négociations visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre. Considérant que les engagements pris à Rio afin de stabiliser

les émissions de CO<sub>2</sub> d'ici à l'an 2000 étaient « inadéquats », les quelque 120 pays représentés à Berlin ont décidé d'entamer une nouvelle série de discussions pour obtenir la réduction,

d'ici la prochaine conférence sur le climat, prévue en 1997 à Kyoto au Japon, d'un « protocole » sur les émissions de gaz carbonique au-delà de l'an 2000. ● **DIPLOMATIE.** La tenue

à Berlin de cette réunion organisée par l'ONU a conforté la position de l'Allemagne, candidate à un siège de membre permanent au Conseil de sécurité.

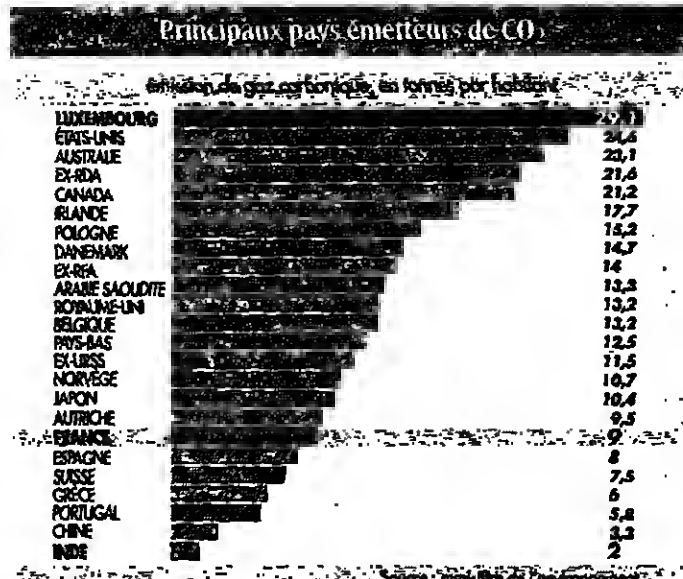
## La conférence de Berlin adopte un compromis sur l'effet de serre

Les 120 pays participants ont décidé de poursuivre les négociations sur la réduction, après l'an 2000, des émissions de gaz carbonique dans l'atmosphère. Un accord devra être trouvé avant la prochaine réunion sur les changements climatiques, prévue à Kyoto au Japon, en 1997

### BERLIN

de notre envoyé spécial  
Comme on pouvait le prévoir, un accord a été finalement trouvé à Berlin pour appliquer la convention sur le changement climatique après l'an 2000. Jusqu'à la dernière minute, une atmosphère de crise a été entretenue dans les couloirs de la conférence, laissant entendre que les Etats-Unis ou certains Etats pétroliers allaient bloquer le processus visant à obtenir un consensus. Il n'en a rien été. Et, vendredi 7 avril à midi, la présidente de la conférence, Angela Merkel, ministre allemand de l'environnement, a abattu son marteau pour déclarer le texte adopté. Quelques militants écologistes ont alors tenté de perturber la séance, mais en vain. Le Koweït et l'Arabie saoudite n'ont pas eu le temps d'intervenir et n'ont pu qu'exprimer leur « réserve » après l'adoption du texte. Quant à la délégation américaine, elle a préféré amener une conférence de presse que devait tenir son chef, le sous-secrétaire d'Etat Timothy Wirth.

Qu'ont donc décidé les excellences réunies à Berlin ? Tout d'abord, elles ont reconnu que les engagements pris en 1992 à Rio étaient « inadéquats » pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Surtout, il a été resenti



Aux Etats-Unis et en Allemagne, l'industrie est encore très polluante.

comme urgent que de nouvelles mesures soient prises pour après l'an 2000, étant donné que le réchauffement climatique est un processus très long (la durée de vie d'une molécule de gaz carbonique est d'environ un siècle). Il a donc

été décidé de lancer immédiatement des négociations pour que la prochaine conférence des parties, prévue à Kyoto en 1997, produise un « protocole » définissant la politique de réduction du CO<sub>2</sub> après l'an 2000.

Les pays représentés à Berlin se donnent encore deux ans pour préciser les mesures à prendre, notamment les réductions à atteindre à échéances 2005, 2010 et 2020. Plusieurs pays de l'OCDE ne voulaient pas de quantification des réductions de gaz à effet de serre, notamment les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ils ont cédé. Les Etats-Unis ont même eu la désagréable surprise de ne pas retrouver leur fameuse « mise en œuvre conjointe » - on s'exonère de sa pollution en aidant les pauvres à réduire leurs émissions de gaz. La seule concession qui leur a été faite est de tenir compte d'éventuelles opérations de « piégeage » du gaz carbonique obtenu, notamment par le reboisement en plantant beaucoup d'arbres qui absorbent le carbone par photosynthèse. Les pays en développement, pour leur part, n'ont rien cédé. Ils ont même obtenu que le protocole de 1997 « n'introduise aucun nouvel engagement » pour eux. Leur seule obligation est de « respecter les engagements déjà pris » et « continuer à faire progresser l'application de ces engagements ». Ce qui n'a pas manqué de déclencher l'ire des lobbies américains du charbon et du pétrole, très présents à Berlin. « L'accord donne toute liberté de polluer d

la Chine, à l'Inde et au Mexique », a commenté John Shires, le porte-parole de ce lobby. Certains représentants français du ministère de l'Industrie et des professionnels du pétrole n'en pensaient pas moins. La conférence de Berlin n'a cependant pas tout retenu des propositions avancées par les pays en développement. L'accord ne mentionne pas le texte proposé d'emblée comme document de travail par un sous-groupe des 77. Quant au protocole soumis par l'Association des petits Etats insulaires (AOSIS), très préoccupés par la montée du niveau de la mer et la recrudescence des cyclones, il sera examiné « au cours des négociations à venir ». Le ministre français de l'Environnement, Michel Barnier, a commenté le texte au nom de

l'Union européenne - devant une salle vide par l'usage du français. Il s'est félicité de « ce texte clair, équilibré et volontariste ». Et y a vu l'amorce d'un « second souffle à l'esprit de Rio ». Les ONG, en revanche, ont dénoncé de dérisoires tentatives. « Pour éviter l'effondrement complet du processus », un peu grisées par leur succès auprès des délégués du tiers-monde, elles ont même cru un moment la partie gagnée après avoir entendu le chancelier Kohl prendre des engagements fermes et audacieux. Elles reviennent aujourd'hui sur terre et découvrent que le consensus cher à l'ONU ne peut déboucher que sur de fragiles compromis.

R. C.

### COMMENTAIRE UN SUCCÈS POUR L'ALLEMAGNE

La conférence de Berlin est historique pour au moins une raison : pour la première fois, l'Allemagne recevait sur son sol une conférence plénière des Nations unies. Le fait peut paraître anodin puisqu'il fallait attendre la réunification de l'ex-RDA et de l'ancienne RFA avant que puisse intervenir cet événement, mais, pour les Allemands et pour le chancelier Kohl en particulier, organiser une telle conférence au nom de l'ONU avait un objectif stratégique : préparer l'obtention d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies à New York. Il fallait donc à tout prix réussir la première conférence du genre. De plus, le choix de la convention climat était habile puisque, en matière de protection de l'environnement, les Allemands se sentent très forts. Il est vrai que, notamment sous la houlette de Klaus Töpper, le ministre de l'environnement a pris des mesures radicales qui ont quelque peu bousculé les industriels. Et l'on peut compter

sur Angela Merkel pour prendre dignement la succession. Avec son marteau et sa parfaite maîtrise de l'anglais, la Berlinoise a fait autorité tout au long de la conférence. La récompense, dès aujourd'hui, est le choix de Bonn comme siège du secrétariat de la convention climat. Seule fausse note à cette euphorie allemande, l'opération de Greenpeace, consistant à monter sur la plate-forme d'une cheminée de la plus grosse centrale électrique fonctionnant au lignite. Non pas dans un Land de l'Est, où tout est excusable, mais près de Cologne, au cœur de la « bonne Allemagne ». En Rhénanie, la chaîne ARD a même continué en effet à brûler le charbon du pauvre - le plus polluant. En outre, il faut pour cela défigurer le paysage avec des mines à ciel ouvert creusées par des excavatrices géantes jusqu'à 300 mètres de fond. Mais la compagnie d'électricité (RWE) et la police ont finalement laissé faire, ce qui a permis à Greenpeace de tenir chaque jour une conférence de presse télévisée en direct. Encore un bon point donc pour l'Allemagne démocratique.

Roger Cans

## Les « affaires » ont empoisonné la dernière séance du Parlement belge

### BRUXELLES

de notre correspondant  
La Chambre des représentants belge a raté sa sortie, vendredi 7 avril, pour sa dernière séance avant les élections du 21 mai, étape décisive dans la marche de la Belgique vers un fédéralisme intégral. Dans la Chambre élue en novembre 1991, il y avait 125 députés néerlandophones et 87 francophones. Désormais, il n'y en aura plus que 150, au total, et, ne pouvant plus cumuler les mandats, les candidats devront choisir entre le Parlement fédéral et des assemblées régionales dotées d'une large autonomie. Le Sénat, dont c'était aussi la dernière séance, fonctionnera également sur des bases nouvelles.

Charles-Ferdinand Nothomb, le social-chrétien francophone qui présidait la Chambre depuis de nombreuses années, avait ignoré son discours d'adieu. Mais celui qui incarne les « Belges », attachés à l'unité du royaume, a

été privé de l'émouvante tombée de rideau qu'il espérait dans l'hémicycle historique frappé de la devise « L'union fait la force ».

Les « affaires » ont empoisonné le climat. Un vote à bulletin secret a approuvé la recommandation d'une commission spéciale de donner suite à une requête de la Justice visant les anciens ministres Willy Claes, Guy Coëme et Louis Tobback, mis en cause dans des affaires de pots-de-vin (Le Monde du 8 avril). A une très large majorité, les députés ont accepté « les actes d'instruction d'enquête et de décharge » concernant les trois hommes. Ceux-ci pourront être entendus très prochainement par les juges, des perquisitions seront possibles chez eux. La première a d'ailleurs eu lieu, dès jeudi soir, au domicile de M. Tobback, ancien ministre de l'Intérieur.

Dans les couloirs, Philippe Busquin, président du PS francophone, nous expliquait que le Parlement tenait à montrer au peuple que personne

n'est au-dessus de la loi, mais que sa décision n'était pas une manifestation de défiance à l'égard des trois collègues. Néanmoins, le porte-parole de l'opposition libérale francophone, Armand De Decker, a immédiatement demandé au gouvernement quelle conséquence il comptait tirer de ce vote en ce qui concerne M. Claes : « Il est plus que probable que la pression internationale va s'intensifier contre lui. Quelles seront les instructions données à l'ambassadeur de Belgique pour préserver la fonction de secrétaire général de l'OTAN ? » Cette question pertinente eut le don de susciter des protestations véhémentes : « salaud », « ordure » ! Dans un boucan de tous les diables, il fallut suspendre la séance sous l'œil des caméras venues filmer les dernières heures de ce que La Libre Belgique appelait nostalgiquement « le Parlement de papa ».

Jean de la Guérivière

Erdal İnönü, ministre turc des affaires étrangères

## « L'opération militaire en Irak, limitée dans ses objectifs devrait être terminée en quelques semaines »

Après Bonn et Washington, le ministre turc des affaires étrangères, Erdal İnönü, était, vendredi 7 avril, à Paris, où il a rencontré le

ministre de la défense François Léotard, avant de s'entretenir, samedi, avec son collègue Alain Juppé, en marge du Forum eu-

ro-méditerranéen de Sainte-Maxime. Malgré l'intervention de l'armée turque dans le nord de l'Irak, la France va, prochaine-

ment, livrer à Ankara des hélicoptères de transport de troupes, tout en souhaitant une fin rapide de l'opération. Dans un en-

tretien au Monde, M. İnönü a exposé la position de son pays et tenté de répondre aux critiques des Occidentaux.

- Vos arguments ont-ils convaincu vos interlocuteurs occidentaux ?

- L'essentiel est de faire comprendre que l'opération en Irak a une durée, des objectifs et une envergure limités. Elle est dirigée contre les camps et les bases installés par le PKK dans la région, au cours des derniers mois, pour attaquer les villages situés du côté turc de la frontière. C'est une frontière très montagneuse, difficile à contrôler ; c'est pourquoi nous avons engagé quelque 35 000 hommes. Une partie des gens du PKK s'est enfuie, mais il s'agit d'abord, pour nous, d'éliminer les bases. L'idée était de terminer l'opération en quelques semaines et je pense que, prochainement, on en verra la fin.

- Quand ?  
- Je ne veux pas donner de date précise. Les caches d'armes étant nombreuses, on ne peut pas dire quand ce sera terminé ; c'est pour cela que je parle de quelques semaines. Les effectifs engagés ont donné l'impression que nous voulions nous installer en Irak du Nord, mais c'est inexact.

- Le président Demirel a parlé d'un an...

- C'était au début ; il n'a pas voulu donner l'impression aux terroristes qu'on se retirerait rapidement.

- Comment ferez-vous pour surveiller la frontière, après la fin de l'opération militaire ?

- C'est un problème difficile parce qu'il y a là-bas un vide d'autorité provoqué par la guerre du Golfe, par la fuite des Kurdes à la suite de la répression menée par Saddam Hussein, qui a ensuite retiré ses troupes. Pendant quelque temps, les Kurdes installés dans cette région ont pu établir un contrôle ; nous les avons aidés d'ailleurs, et nous continuons.

- Militairement ?

- Nous leur fournissons une aide matérielle ; les ONG dépendent de la Turquie pour le passage de l'aide humanitaire et elles continuent à travailler. L'opération à la frontière ne les a pas perturbées. On s'efforce de ne pas porter préjudice aux populations sur place. On a dit qu'il y a eu des morts dans des villages, mais c'étaient des victimes du PKK. Le

PKK a pu s'installer aussi à cause du conflit entre les deux partis kurdes d'Irak : celui de Massoud Barzani et celui de Jalal Talabani. Mais j'espère que, après la fin de l'opération, ils comprendront qu'il est de leur intérêt de s'entendre pour contrôler cette région ; et nous les y aiderons, pour éviter une hégémonie du PKK.

- Le PKK a-t-il des bases en Syrie ?

- Il est bien connu que le leader du PKK réside en Syrie. Au début, les gens du PKK étaient entraînés dans les camps de la Bekaa, au Liban. Nous avons fait des démarches, auprès du gouvernement syrien, qui ont porté des fruits. Quand nous parlons du leader du PKK, nos interlocuteurs à Damas disent qu'il ne réside pas en Syrie et qu'ils ne soutiennent pas le terrorisme.

- Mais il ne faut pas donner trop d'importance à ce problème. Notre objectif est aussi le perfectionnement de la démocratie en Turquie. Nous avons beaucoup de projets de réforme déposés devant le Parlement. Il est vrai que les députés ont du mal à les ac-

cepter dans cette atmosphère de réaction à la terreur. C'est un dilemme que nous ne pouvons pas résoudre facilement. L'essentiel, c'est la volonté du peuple turc d'arriver à une démocratie plus parfaite ; on a donc besoin de ces réformes. L'alliance des deux partis sociaux-démocrates dans le nouveau gouvernement a donné une impulsion à cette démocratisation. J'ai espoir que, avant l'été, le Parlement accepte quelques réformes importantes, notamment un ensemble de vingt et un articles qui amendent la Constitution.

- Envisagez-vous des mesures spécifiques en faveur de la population kurde ?

- Dans la déclaration du premier ministre et du président du nouveau parti de gauche, un paragraphe indique que le gouvernement fera tout son possible pour écartier les obstacles à l'expression de l'identité culturelle des différents secteurs de la population. C'est une manière de dire qu'il existe une identité culturelle de nos citoyens kurdes, par exemple. - Ce discours est tenu depuis

longtemps. Mais les mesures concrètes ne suivent pas...

- C'est vrai qu'on a l'impression qu'on n'a pas bougé. Mais l'empoisonnement de l'atmosphère par la terreur ne permet pas d'apercevoir ces ouvertures. Les réformes démocratiques ont besoin d'un soutien populaire ; or la terreur encourage les conservateurs. Ce n'est pas une raison pour ne pas continuer ; les réformes prendront peut-être beaucoup de temps, mais on y arrivera.

- Le gouvernement envisage-t-il de lever l'état de siège dans les provinces de l'Est ?

- Un projet de loi a été déposé devant le Parlement, qui, s'il est voté, permettra de lever l'état de siège. D'autre part, le ministre de la justice et le ministre d'Etat compétent sont d'accord pour supprimer l'article 8 de la loi antiterroriste. Cet article, hérité de l'ancien régime (militaire), est rédigé de telle sorte que n'importe quelle allusion à l'existence de différentes ethnies en Turquie peut être assimilée à de la propagande séparatiste. Je pense que cet article sera supprimé avant l'été.

- Croyez-vous que le Parlement européen se contentera de ces réformes ?

- J'ai l'espoir d'expliquer aux parlementaires européens qu'ils doivent avoir une vue juste des choses avant de prendre une décision ; qu'ils doivent avoir une attitude équilibrée par rapport à la Turquie.

- L'attitude des Européens a-t-elle une influence sur le Parlement turc ?

- Tout ce que vous critiquez comme violations des droits de l'homme nous touche nous-mêmes, avant de concerner le Parlement européen. C'est d'abord pour nous qu'il faut procéder à des réformes. C'est à nous de changer la situation, et nous ne le faisons pas parce que d'autres nous le demandent. Nous espérons qu'il y aura assez de réformes importantes avant que la question de notre participation à l'Union douanière se pose devant le Parlement européen.

Propos recueillis  
par Claire Tréan  
et Daniel Vernet

سكن / من الأصل

## Les ministres des finances des Quinze préparent la monnaie unique

Les déficits publics examinés à Versailles

LES QUINZE PAYS de l'Union européenne sont déterminés à progresser vers l'Union économique et monétaire (UEM). Tel est le message que leurs ministres des finances, réunis samedi 8 avril à Versailles, devaient s'efforcer d'adresser, tant aux marchés financiers qu'à l'opinion publique.

La crédibilité du message n'est pas assurée alors que la dégringolade non maîtrisée du dollar perturbe le système monétaire européen (SME), mettant en péril la reprise économique au sein de l'Union et rendant plus aléatoire la capacité des États membres à remplir les « critères de convergence » exigés par le traité de Maastricht pour le passage à la troisième étape du programme d'UEM, celle de la monnaie unique. La rumeur propagée vendredi 7 avril par une agence japonaise, d'une réunion d'urgence à Londres des pays du G7 pour stabiliser le dollar n'a pas été confirmée.

La crédibilité du message de Versailles est d'autant plus difficile à asseoir que, dans son récent rapport, l'Institut monétaire européen (IME), l'institution chargée de préparer la mise en place de la Banque centrale européenne et de la monnaie unique, a dénoncé l'insuffisance des efforts consentis pour assainir les finances publiques. (Le Monde du 5 avril). Alexandre Lamfalussy, le président de l'IME, ainsi que les gouverneurs des banques centrales seront présents à Versailles et auront donc l'occasion de préciser leurs préoccupations. La Commission européenne, qui prépare, dans

la perspective du conseil européen de Cannes, en juin, un « Livre vert », décrivant les divers scénarios possibles de passage à la monnaie unique, mettra l'accent, à Versailles, sur la mobilisation en train de s'opérer pour assurer la préparation technique de l'opération. L'introduction de l'écu, la monnaie unique définie par le traité, est désormais programmée de façon opérationnelle.

L'effort d'organisation consenti, de nature à frapper les esprits dans les milieux professionnels et l'opinion publique, ne convaincra pas si, dans le même temps, les politiques économiques menées par les gouvernements ne permettent pas d'assurer la convergence nécessaire au passage à la troisième étape. Prendre la décision d'imprimer les écus, fixer la durée des phases de transition précédant leur mise en circulation ne fera pas illusion, sauf si les ministres, conscients du problème, réaffirment leur volonté de réduire sans faiblesse les « déficits excessifs ».

Ce serait là, de surcroît, le meilleur moyen de calmer les marchés, acteurs indésirables mais incontournables du processus conduisant l'Europe à l'Union monétaire. En l'absence d'une volonté de coordination des politiques économiques au niveau occidental, la seule chance pour les pays de l'Union de traverser la tempête sans que sombre leur projet de monnaie unique réside probablement dans une action conjoncturelle irréprochable.

Philippe Lemaître

## La BERD tient à Londres son assemblée annuelle

M. de Larosière a amélioré l'image de la banque

LONDRES

L'Assemblée annuelle de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) qui doit se tenir à Londres lundi 10 et mardi 11 avril se présente mieux qu'en 1994. Jacques de Larosière, qui n'occupait la présidence de la banque que depuis peu de temps, pouvait être gêné par le mauvais souvenir laissé par son prédécesseur, Jacques Attali. Cette année, l'ancien gouverneur de la Banque de France peut présenter le bilan de dix-huit mois d'activité et mettre en avant des réussites dans plusieurs domaines.

La banque est aujourd'hui présente dans l'ensemble des pays anciennement communistes, à l'exception du Tadjikistan. Dans l'enveloppe de ses crédits, M. de Larosière insiste sur la réduction du poids des pays « à succès » de la transition, c'est-à-dire la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovaquie.

Jusqu'à ces derniers jours, on ne parlait plus guère de la BERD, ce dont M. de Larosière a dû se réjouir. Londres et la City semblent avoir été anesthésiés, sinon convaincus, par la stratégie du nouveau président, qui a usé de toute son expérience pour apaiser les controverses et calmer le jeu. Cela par une politique de réduction drastique des coûts. La réussite a été telle que seul *The Independent* a jugé bon de relancer la classique campagne anti-Berd à quelques jours de la réunion annuelle de cette institution.

Le quotidien londonien a, en particulier, vivement dénoncé le projet de modernisation de la centrale nucléaire slovaque de Mochovce, repreneant à son compte les arguments hostiles de l'Austrie et de Greenpeace, très active à Londres. Citant des sources anonymes, *The Independent* en profite pour s'en prendre globalement à une sorte de mafia française qui, regroupée autour de M. de Larosière et d'EDF, tenterait d'imposer une solution nucléaire après avoir

soudoyé les Allemands pour obtenir leur soutien.

L'Assemblée annuelle devrait donner l'occasion d'autres débats : l'augmentation du capital de la banque, et les droits de l'homme. Jusqu'à présent, la Banque a engagé 5,7 milliards d'écus (37 milliards de francs), sur un capital de 10 milliards. Seule une majoration de son capital pourrait lui permettre de poursuivre ses activités à un rythme soutenu en 1996. Certains pays actionnaires, dont le premier d'entre eux, les États-Unis, risquent de se montrer très réticents.

Deuxième sujet de discussions : les droits de l'homme, dont le respect est clairement une condition nécessaire dans les statuts de la banque, et auxquels la Russie, par exemple, a fait de graves entorses en Tchétchénie.

### COUPES CLAIRES

En attendant, M. de Larosière a su désamorcer les critiques en se livrant à des coupes claires dans le budget de fonctionnement de la banque, après avoir reconnu le coût excessif du conseil d'administration dont les frais d'activité représentent 12 % du budget contre un peu plus de 3 % à la Banque mondiale. D'ores et déjà, les frais de fonctionnement de la BERD ont été réduits de 9 % en 1994, en particulier par la location d'un étage de l'immeuble, alors même que la banque développait son programme de prêts.

Un récent memorandum cité par le *Financial Times* a confirmé que la BERD envisageait de quitter son somptueux immeuble de la City, dont le loyer est de 14,7 millions de livres par an (120 millions de francs), pour un immeuble moins cher à la location. Il n'est toutefois pas question pour le moment que la banque se transporte en Allemagne comme le souhaitent certains. Ses statuts prévoyant que son siège se trouve à Londres, il faudra d'abord les modifier avant un éventuel déménagement.

P. de B. et F. L.

## Les élections locales japonaises ont lieu dans un climat de désillusion

La plupart des partis se sont livrés à une valse des alliances

Les élections locales qui ont lieu dimanche 9 avril dans l'archipel nippon - un deuxième tour se déroulera le 23 - sont les premières depuis

puis les grands changements politiques de 1994 : l'arrivée d'un socialiste à la tête du gouvernement, et la création d'une formation uni-

fiée de l'opposition non communiste. Les électeurs japonais n'ont pas semblé manifester qu'un intérêt limité pour cette consultation.

### TOKYO

de notre correspondant

Le climat d'insécurité qui plane sur Tokyo, après l'attentat au gaz qui a eu lieu, le 20 mars, dans le métro, puis l'agression dont a été victime le chef de la police nationale, contribue à un certain désintérêt de l'opinion pour la campagne en vue des élections locales des 9 et 23 avril, à l'occasion desquelles seront désignés les gouverneurs des plus grandes villes (Tokyo et Osaka), ainsi que de 13 préfectures, et 2 000 maires et conseillers généraux et municipaux.

Ce sont pourtant les premières élections depuis la formation, en juin, du cabinet présidé par le socialiste Murayama, et après le réalignement des forces politiques qui a donné naissance, en décembre, à une grande formation d'opposition, le Nouveau Parti du progrès (Shinshinto, NPP). Mais la consultation a lieu dans un climat de profonde désillusion de l'opinion après les espoirs de changement des deux dernières années. Désenchantement que la « cuisine » à laquelle se sont livrés les partis n'a fait qu'accentuer.

A l'exception des communistes, les huit formations parlementaires ont procédé, dans leurs alliances pour le choix des candidats, à un mélange des plus opportunistes, où l'électeur est bien en peine de retrouver les clivages supposés exister entre majorité et opposition sur le plan national.

Ainsi, à Tokyo, les partis de la coalition au pouvoir s'allient au Komeito (parti bouddhiste qui s'est dissous pour se fondre dans le NPP

mais qui conserve localement sa machine politique) pour soutenir un ancien secrétaire général adjoint du gouvernement, tandis que le NPP, principale formation d'opposition, déshérite par ses luttes internes, a renoncé à présenter un candidat.

En Hokkaido, en revanche, la coalition gouvernementale est divisée : le Parti libéral-démocrate et le Parti

ministériel : selon toute probabilité, à l'issue des élections d'avril, 30 des 47 gouverneurs seront d'ex-bureaucrates. Or, selon un sondage du *Tokyo Shimbun*, 73,6 % des personnes interrogées critiquent l'opportunisme des partis qui s'allient localement avec leurs adversaires au Parlement ; et 68,4 % sont hostiles à la multiplication des can-

slasme chez les électeurs. Les grandes forces se sont groupées autour d'un ancien bureaucrate, Naoto Ishihara (68 ans), que Shinichi Suzuki a imposé comme son dauphin. En face de cette personnalité un peu grise sont notamment en lice deux indépendants plus « flamboyants », dont Kenichi Ohmura (52 ans), ancien directeur du bureau de conseil Mackinsey à Tokyo, connu à l'étranger, et « visonnaire » à l'an- ce, depuis 1992, un mouvement réformiste (la Réforme de Hetsai) qui pousse à la décentralisation et à la réduction du pouvoir.

L'autre personnalité médiatique est Tetsuo Inakuni (58 ans), ancien maire d'Izumi, petite ville située à 650 kilomètres au sud-ouest de Tokyo, sur la mer du Japon. Comme Ohmura, c'est une personnalité internationale, ancien vice-président de la maison de titres Merrill Lynch à New York. En tant que maire d'Izumi depuis 1989, il a procédé à des réformes qui ont retenu l'attention. Aujourd'hui, cet homme ambitieux vise la capitale.

Pour médiatiques qu'elles soient, ces deux personnalités n'ont cependant aucune expérience de gestion d'une mégapole comme Tokyo dont le produit brut est pratiquement le double de celui de l'Australie. Le score des candidats indépendants, face à M. Ishihara soutenu par les machines politiques traditionnelles, sera une indication de l'indépendance et de la volonté de changement de l'électorat de la capitale.

Philippe Pons

### L'enjeu de Tokyo

Le grand Tokyo forme une nébuleuse qui s'étend sur 60 kilomètres, le long de la baie de Chiba, et rassemble plus de 30 millions d'habitants, dont 11,5 millions vivent dans les 23 arrondissements de Tokyo administratif. La ville constitue une prodigieuse concentration de puissance et d'énergie : 790 000 entreprises, 160 000 magasins, 80 000 restaurants, 45 000 bars et cabarets, 2 800 hôtels.

Le produit brut de Tokyo s'élève à 565 milliards de dollars, soit l'équivalent du PNB du Canada. Le revenu annuel par habitant s'élève à 56 725 dollars, soit deux fois le revenu d'un japonais moyen. Le budget de la ville - 76 milliards de dollars - dépasse ceux de la Malaisie et de Singapour réunis. Quant à la mairie, c'est une formidable fourmilière de 13 000 bureaucrates.

pionnier soutiennent une candidate, ex-députée socialiste, reniée par ce parti qui s'est, quant à lui, allié au NPP pour soutenir un autre candidat...

### PROJETS SOMPTUAIRES

Dans cette valse des apparences, se profilent deux tendances : un déclin des socialistes qui, bien qu'au gouvernement pour la première fois en près de cinquante ans, présentent moitié moins de candidats que lors des élections précédentes ; et une augmentation importante de candidats issus de l'ad-

didatures d'anciens hauts fonctionnaires. Par le passé, l'élection du gouverneur de Tokyo était un test politique national. Aujourd'hui, les observateurs soulignent la dépolitisation de la capitale. Bien que le gouverneur sortant, Shinichi Suzuki (84 ans), qui a régné sur la ville pendant seize ans, soit contesté par une partie de la population pour des projets somptueux (la coûteuse et monumentale mairie et une pharaonique World City Expo) à quoi s'est ajouté récemment un scandale touchant deux établissements de crédit, la relève ne suscite guère d'enthousiasme.

## Pékin est déterminé à renforcer ses positions en mer de Chine

de notre correspondant

Incidents - mineurs mais révélateurs - et contestations se multiplient dans les eaux bordant la Chine. Certains semblent relever d'une technique de grignotage articulée autour d'une revendication chinoise de souveraineté sur la plus grande partie de la mer de Chine méridionale, d'autres d'un simple sans-gêne militaire-policier, comme cela vient de se reproduire à Hongkong. La plupart illustrent la fragilité du calme qui règne dans la région.

Après le regain de tension de ces dernières semaines entre la Chine et les Philippines à propos de l'archipel des Spratleys, c'est au tour de Taïwan de rappeler sa propre revendication de souveraineté, identique à celle du continent encore que moins bruyamment affirmée.

L'affaire a donné lieu, le 25 mars, à un bref incident avec le Vietnam, ainsi que l'a confirmé la marine taïwanaise : un bateau « étranger, de taille moyenne » s'est introduit dans les eaux entourant l'îlot de Taiping, le plus grand de l'archipel, où est installée une garnison taïwanaise, qui a procédé à quatre tirs d'avertissement, qualifiés par Hanoi d'« acte d'agression ».

On constate toutefois, de la part de protagonistes, le souci de ne pas envenimer une

situation quelque peu préoccupante en raison de la détermination de la Chine à défendre ce qu'elle affirme être son bien. Taïwan a récemment renoncé à envoyer une unité de sa police de la mer patrouiller dans les Spratleys. De même, les Philippines, dont la marine avait détruit certaines structures et bornes-frontière installées par Pékin sur des rochers de l'archipel, ont dit ne pas avoir l'intention, pour le moment, d'en démolir de nouvelles.

### CONTREBANDIER

Pour sa part, la Chine a rappelé sa position par la voix du chef de sa diplomatie, le vice-premier ministre Qian Qichen : Pékin souligne que l'on « abandonne la polémique » et accepte l'idée que les riverains de la mer de Chine méridionale « vivent ensemble » les îles contestées, mais rejette toute idée de convoquer une conférence régionale à ce sujet, préférant traiter ces différends sur une base bilatérale. Quant au fond de sa revendication, Pékin n'a toujours pas produit les documents qui en attesteraient le bien-fondé, se contentant de souligner que les Spratleys lui appartiennent depuis « les temps anciens ».

A Hongkong, l'incident du 18 mars est d'une nature quelque peu différente : des hommes de la police maritime continentale semblent avoir braqué leurs armes sur des

policiers locaux, qui, selon le gouvernement de la colonie, s'efforçaient d'interpeller deux contrebandiers à bord d'une embarcation, dans les eaux territoriales de Hongkong. Les deux hommes ont été, selon Hongkong, « kidnappés » et emmenés vers le continent. Pékin a d'abord tenu un discours ambigu, puis a catégoriquement nié : « Le fait est que la partie chinoise a arrosé deux embarcations de contrebandiers dans les eaux chinoises et non dans les eaux relevant de l'actuelle juridiction de Hongkong », a affirmé le porte-parole du ministère des affaires étrangères, contredisant ainsi le gouverneur Chris Patten. Celui-ci a ordonné que soient révisées les procédures policières, destinées à empêcher la pénétration d'intrus dans les eaux de la colonie.

Ce type d'incident, qui a tendance à se répéter à l'approche de la rétrocession de Hongkong à la Chine, a lieu alors que Pékin et la partie britannique s'efforcent de reprendre leurs travaux sur la transition du pouvoir. Le secrétaire au Foreign Office Douglas Hurd et M. Qian se sont mis d'accord pour se rencontrer, pour la première fois depuis plus d'un an, le 18 avril, à New York. Mais les conversations techniques qui ont repris, le 4 avril, à Hongkong semblent plâtrer.

Francis Deron

## En Malaisie, les élections législatives seront anticipées

de notre correspondant

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES auront lieu en Malaisie les 24 et 25 avril. La dissolution anticipée du Parlement était attendue depuis plusieurs semaines (*Le Monde* du 23 février). Pour le chef de l'opposition, Lim Kit Siang, cette consultation sera « la moins libre et la moins propre » de l'histoire du pays.

Le premier ministre, Mahatir Mohamad, qui dirige la fédération depuis 1981, espère être réélu haut la main. Ce n'est pas la manifestation d'optimisme forcé : plus des trois quarts des 180 députés élus en 1990 étaient membres du Front national, une alliance multithématique de 14 partis, créée, il y a trois décennies, autour du parti dont l'actuel homme fort de Kuala Lumpur est l'indéboulonnable président : l'Union nationale malaise (UMNO). Au plus, peut-on imaginer une réduction de sa majorité, et la perte d'un ou deux États sur 13. A ce jour, l'opposition dirige le Kelantan, au nord-est de la péninsule.

M. Mahatir a poussé le bou-

chon plus loin, ces derniers jours, en déclarant qu'il entendait demeurer au pouvoir nettement au-delà de l'an 2000, terme normal du prochain mandat, qui serait son quatrième : « Jusqu'en 2020 », date qu'il a lui-même fixée comme devant marquer l'accession de son pays au rang enviable de « cinquième dragon d'Asie », talonnant ainsi Taïwan, Singapour, la Corée du Sud et Hongkong. Performance que les opérateurs étrangers présents en Malaisie jugent plausible, vu le boom que connaît ce pays de près de 20 millions d'habitants, notamment depuis 1987, année à partir de laquelle la croissance n'est jamais passée sous la barre des 3 %.

### PRAGMATISME

Ce qui pourrait n'être qu'une boutade, ou une provocation, de la part du premier ministre, sera sans doute compris d'une autre manière par ses adversaires, tant dans la forte minorité chinoise qui se reconnaît dans le Parti d'action démocratique (DAP)

que parmi les Malais qui ont choisi de s'opposer à leur coreligionnaire Mahatir, soit en suivant la voie de l'islamisme au sein du parti PAS, soit en s'alliant derrière son principal rival, le prince Razaleigh et son Samangar 46 (Esprit de la lutte anticoloniale de 1946, dissident de l'UMNO et allié du PAS). Ceux-ci estimeront probablement que le chef du gouvernement a laissé poindre une inclination autoritaire dont il a déjà fait montre à plusieurs reprises envers la presse, la magistrature, l'Etat fédéré, ou même l'adversaire politique.

Car il est de fait que les aspects de la démocratie les plus proches de ce « style Westminster », qu'a légué l'ancien colonisateur britannique lors de l'indépendance en 1957, ont été peu à peu gommés, au nom d'une opposition désormais agressivement proclamée à l'encontre d'un certain « esprit de soumission à l'Occident », qui aurait été, laisse parfois entendre M. Mahatir à voix haute, la marque de deux au

moins de ses trois prédécesseurs au poste de premier ministre.

La très particulière rhétorique de M. Mahatir à la véhémence inspiration « tiers-mondiste », panachée d'un zeste de discours islamique (mais anti-islamiste !) s'accompagne d'un pragmatisme très prononcé en matière économique - domaine dans lequel il se comporte en champion déclaré du libéralisme, de la déréglementation, du marché, de l'ouverture commerciale et de l'appel aux capitaux étrangers.

Le chef du gouvernement est très fier que son pays soit le seul Etat de la planète à majorité musulmane « qui marche bien ». Nombre de firmes internationales ne s'y sont pas trompées, depuis plus de deux décennies, plébiscitant la Malaisie comme un des principaux destinataires de leurs investissements, dans le cadre de ce que cette Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), qui est, depuis vingt ans, l'objet de leurs faveurs.

Jean-Pierre Clerc



## Élections législatives sur mesure au Zimbabwe pour un parti et un président tout-puissants

Malgré les difficultés économiques, l'opposition ne peut inquiéter Robert Mugabe

Les Zimbabweans devaient élire, samedi 8 et dimanche 9 avril, le nouveau Parlement. Ces élections ne devaient pas remettre en cause la

suprématie de l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF), le parti du président Robert Mugabe, malgré les diffi-

cultés économiques et l'hégémonie exercée par le pouvoir. L'opposition ne présente pas des candidats dans toutes les circonscriptions.

### HARARE

de notre envoyé spécial

Il ne faut attendre aucune surprise des élections générales, tant le parti au pouvoir, l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF), est assuré de remporter la totalité ou presque des cent cinquante sièges du Parlement. En vertu d'une loi électorale taillée sur mesure, trente sièges seront directement ou indirectement pourvus par le président Mugabe qui, depuis l'indépendance arrachée en 1980, tient fermement en main les rênes de l'Etat et celles du quasi-parti unique que constitue le ZANU-PF. Dans cinquante-cinq autres circonscriptions, l'opposition a été incapable de présenter un candidat. M. Mugabe, avant même que les bureaux de vote aient ouvert leurs portes, dispose ainsi de quatre-vingt-cinq députés, soit neuf de plus que la majorité absolue. Selon toute vraisemblance, la nouvelle Assemblée ressemblera à la précédente, qui ne comptait que trois députés de l'opposition. Elle ne s'était opposée qu'une fois à la volonté du gouvernement, en refusant de ratifier un texte limitant le droit de chasse.

Entré en campagne à la fin du mois de mars, le président Mugabe n'a en réalité qu'une crainte : que

le taux de participation soit si faible qu'il entache la légitimité du scrutin. Au cours de la vingtaine de rassemblements qu'il a présidés pendant la campagne électorale, le chef de l'Etat n'a cessé d'appeler à se rendre en masse aux urnes.

C'est que les quelque 4,8 millions d'électeurs, souvent inscrits sur les listes pour ne pas s'attirer d'ennuis, n'ont guère de raisons de s'enthousiasmer. Aujourd'hui comme hier, le parti dirigeant quadrille le pays, et son président continue de se comporter comme un homme qui ne rend de comptes à personne. Son parti jouit, sans contrôle, des moyens de l'Etat - il est le seul à bénéficier d'un financement électoral officiel - tandis que l'opposition, tolérée plutôt qu'acceptée, n'a pas encore réussi à s'unir ni à présenter une alternative crédible.

Les occasions, pourtant, ne manquaient pas : le Zimbabwe traverse de nouveau une difficile période de sécheresse, en même temps qu'il affronte les conséquences sociales d'un plan d'ajustement structurel particulièrement rigoureux. Un instant contenue, l'inflation est repartie alors que, selon les économistes, 45 % de la main-d'œuvre potentielle est au chômage. Cinq cent mille sans-abri

- sur une population de onze millions d'habitants - vivaient dans les rues des grandes villes.

### MANÈUVRES D'APPAREIL

Aucun des cinq partis d'opposition, qui présentent, dans tout le pays, une soixantaine de candidats, n'a pourtant été capable de capter ce mécontentement diffus. Cette faiblesse n'a pas empêché le président Mugabe de s'en prendre à ses opposants, « mélange hétéroclite d'opportunistes et de rangats poussés par leurs ambitions personnelles ».

Absent de l'arène publique, le débat politique s'est en réalité amorcé à l'intérieur du ZANU-PF, à l'occasion des primaires qui ont désigné ses candidats. Une cinquantaine de députés sortants n'ont pas été reconfirmés par les instances du parti. Ces élections internes ont donné lieu à des affrontements d'une rare féroce, où les manœuvres d'appareil l'ont disputé à l'achat de voix de millions. Selon le ministre de la santé, Timothy Stamps, lui-même exclu de la présélection, les primaires ont été « apaisées et désastreuses ».

Parmi ceux qui sont restés sur le carreau, une dizaine ont décidé de se présenter en candidats indépendants, dénonçant les fraudes qui

auraient permis leur élimination. Tel est le cas de Margaret Dongo, députée du ZANU-PF dans la précédente législature, privée d'investiture pour avoir dénoncé la gérontocratie qui préside aux destinées du pays. Agée de trente-cinq ans, cette militante qui a rejoint la lutte de libération à quinze ans se dit sûre de gagner si les résultats ne sont pas truqués. Exclue, le président Mugabe s'est personnellement engagé à faire mordre la poussière à cette dissidente, pourtant bien implantée dans sa circonscription populaire d'Harare.

De mémoire de Zimbabwe, c'est la première fois que de tels craquements se font entendre au sein du parti dominant. Crispé sur son pouvoir, le président Mugabe, autrefois chef de file de la « ligne de front » face à l'Afrique du Sud, fait aujourd'hui pâle figure à côté d'un Nelson Mandela qui conduit avec succès une transition démocratique qui s'annonçait autrement difficile. Mais, coéquipier qu'il est le seul à pouvoir sauver le pays, il sera très probablement, l'an prochain, à soixante et onze ans, le candidat du ZANU-PF à l'élection présidentielle.

Georges Marion

## Les corps de six mille victimes du génocide rwandais ont été inhumés

Une émouvante cérémonie a marqué la commémoration du début des massacres

### KIGALI

de notre envoyé spécial

Il faut avoir vu avec quelle ardeur des Rwandais peuvent se jeter dans des fosses communes remplies de centaines de cadavres, à la recherche d'indices permettant de retrouver les restes d'un parent disparu, pour comprendre l'importance de la cérémonie organisée, vendredi 7 avril, date qui entre dans l'histoire rwandaise comme « la journée de la commémoration du génocide et des massacres d'avril-juillet 1994 ». Trop de familles démunies ne pourront jamais observer le deuil faute d'avoir pu identifier les dépouilles mortelles des leurs.

Quelque vingt mille personnes ont lentement gravi la pente de la colline Rebero, qui domine Kigali, pour assister à la nouvelle inhumation des corps torturés d'Agathe Uwilingiyimana, une Hutue membre de l'opposition, premier ministre du président Juvenal Habyarimana, sauvagement assassiné, le 7 avril 1994, et de plusieurs ministres. Ces corps ont été retrouvés à l'hôpital central de Kigali, où d'incroyables massacres ont été commis par des militaires et des miliciens hutus. Six mille autres cadavres, non identifiés, ont été découverts dans l'enceinte de l'hôpital. Tous ont été officiellement portés en terre au sommet de cette colline où, bientôt, s'élèvera un monument dédié aux victimes du

génocide. La cérémonie fut longue et empreinte d'une émouvante dignité.

Les corps des ministres étaient placés chacun dans des cercueils. Les autres étaient rassemblés dans deux cents volumineuses caisses de bois blanc. Ils avaient été acheminés, jeudi, au stade de Nyamirambo, pour une veillée funèbre. Vendredi, tous les dignitaires du nouveau régime, les invités du gouvernement, le corps diplomatique et plusieurs milliers d'anonymes se sont retrouvés sur la pelouse du stade, avant de partir en convoi pour Rebero, à une douzaine de kilomètres.

### CHÂTIER LES COUPABLES

Les cercueils ont été chargés sur des camions-bernes, de gros semi-remorques prêtés par la Mission des Nations unies au Rwanda (Minur), et des camionnettes. Le cortège a traversé une partie de Kigali avant d'emprunter la piste conduisant au sommet de la colline où se trouvent les ruines d'un luxueux hôtel ayant appartenu à feu Juvenal Habyarimana. Une vaste tribune rudimentaire, couverte de bâches en plastique frappées du sigle d'agences de l'ONU, fait face à plusieurs rangées de caveaux bétonnés. Au fur et à mesure que les camions déchargent leur macabre cargaison, l'odeur lourde des corps décomposés emplit l'atmosphère.

Les cercueils alignés près des fosses sont aussitôt recouverts de draps violets et de drapeaux rwandais, alors qu'une chorale entonne des chants de deuil. Un prêtre catholique, un pasteur protestant, un révérend adventiste et un imam musulman bénissent les disparus au cours d'une brève cérémonie eucarystique.

Le président Pasteur Bizimungu et le vice-président Paul Kagame s'approchent pour se recueillir et assister à la descente des corps d'Agathe Uwilingiyimana et d'un

inconnu représentant l'ensemble des victimes du génocide. Une minute de silence précède les discours du ministre du travail et des affaires sociales, des invités d'honneur, du vice-président et du chef de l'Etat. La communauté internationale est de nouveau mise en cause et tous appellent la justice à châtier les coupables, tout en prêchant la nécessaire réconciliation nationale sans laquelle le Rwanda ne connaîtra jamais la paix.

Frédéric Fritscher

## Désarroi et partialité des africanistes occidentaux

SI, DÉBUT 1994, les spécialistes du Rwanda et du Burundi s'attendaient à des massacres, personne n'avait prévu le génocide. « Pas même Paul Kagame », l'actuel homme fort du Rwanda, indique Gérard Prunier, chercheur au CNRS. « Depuis un an et demi, circulait l'hypothèse du camp. Mais, hanté par le passé, je n'y croyais pas. Cela semblait trop fou. » Selon lui, la brutalité et la rapidité d'exécution des massacres ont entraîné un effet de stupeur qui a paralysé les réactions.

Après le 6 avril, l'information sur la situation du pays et le contexte politique du conflit a mis du temps à dépasser les cercles spécialisés. « Les déclarations de spécialistes, c'est très lourd et maladroite : on se lance dans des considérations compliquées sur les ethnies, explique Gérard Prunier. Quant aux intellectuels généralistes, ils étaient assommés. » Parmi eux, certains reconnaissent qu'ils se sont sentis empêchés par une information perçue comme incomplète ou « instrumentalisée ». Pour Alain Finkielkraut, les intervenants, politiques ou chercheurs, se refusaient à « inscrire le génocide dans l'histoire des violences entre les deux communautés, comme s'il fallait nier le cycle de vengeance pour que la dénazification soit plus forte ».

Mais les africanistes, une demi-douzaine de spécialistes occidentaux du Rwanda et du Burundi, sont loin d'être impartiaux. Jean-Pierre Chrétien, autre chercheur au CNRS, fait autorité en France sur la lecture du conflit et a influencé la position d'organisations humanitaires et d'historiens des génocides. En Belgique, an-

cienne puissance coloniale, il est contesté par le professeur Filip Reyntjens. Un débat d'experts qui a débouché, depuis un an, sur une polémique tout à fait contemporaine. Favorable à une certaine forme de réconciliation entre les exilés et le gouvernement rwandais, M. Reyntjens s'est attiré l'hostilité de la diaspora tutsie.

L'impossible neutralité serait une particularité du Rwanda et du Burundi, qui ne comptent que deux ethnies. « Depuis trente-cinq ans, la plupart des chercheurs sur pro-Hutus ou pro-Tutsis, déplore Gérard Prunier. Il semble qu'il faille toujours être pour quelqu'un contre quelqu'un d'autre. » Spécialiste de l'Ouganda, Gérard Prunier estime échapper au manichéisme. « En Ouganda, les luttes politico-ethniques ne sont pas binaires. Il y a une demi-douzaine d'acteurs, les alliances changent. »

Aujourd'hui, la crise grossit au Burundi. Les interlocuteurs de Gérard Prunier au ministère de la défense s'étonnent qu'il se préoccupe de la situation des Hutus qui, dans ce pays, sont plutôt dans la position de victimes : « On croyait que tu étais pro-Tutsis. » Le chercheur pense que le système démocratique est le produit d'une évolution socio-économique particulière, difficilement applicable sur des terrains d'équilibre ethnique délicat. Au Burundi, il y a eu des élections, en juin 1993, financées par l'Union européenne. « Des élections parfaites. Et tout a explosé. » D'après lui, on peut imaginer un Rwanda démocratique « en 2380, c'est possible ». D'ici là, « on ne peut que trouver des cotés mal taillés ».

Corinne Lesmes

## Regain de violence sur tous les fronts en Bosnie

LES FORCES SERBES DE BOSNIE ont lancé, jeudi 6 avril, une contre-attaque au nord-est du pays, dans les collines de Majevica, pour arrêter l'armée gouvernementale qui cherche à s'emparer de la station-relais de Stolice, à environ 100 km de Sarajevo. D'autres affrontements ont été signalés, au nord-ouest, dans la poche de Bihac, où l'armée gouvernementale tente de repousser une offensive des Serbes. Près de Sarajevo, une personne a été tuée et plusieurs autres blessées, vendredi, par une roquette. À Hrasnica, une banlieue sous contrôle gouvernemental, entre l'aéroport de Sarajevo et la zone-ville, un face-à-face tendu oppose des « casques bleus » français et des soldats serbes au point de contrôle tenu depuis trois ans par ces derniers. Vendredi 7 avril, les Français y ont déployé quatre blindés et une trentaine de soldats pour « empêcher les menaces, les vols, les agressions et les débarquements forcés de passagers » de véhicules, ont indiqué des porte-parole de la Forproun. Les Serbes ont réagi en installant une douzaine de mines autour des positions des « casques bleus ».

## La construction du ferry « Estonia » était défectueuse

LA COMMISSION D'ENQUÊTE sur le naufrage du ferry *Estonia*, qui a fait 852 morts en septembre 1994, en mer Baltique, a mis en cause la construction de l'avant du navire, dans un rapport préliminaire publié vendredi 7 avril. Les experts suédois, estoniens et finlandais ne mettent toutefois pas directement en cause les chantiers navals allemands Meyer, d'où est sorti le ferry en 1979, estimant qu'ils ne disposaient pas à l'époque de certaines connaissances techniques et que les règles de sécurité étaient moins « exigeantes » qu'aujourd'hui. Selon le rapport, les dégâts occasionnés à la porte-visière ont provoqué l'enfoncement de la porte située derrière celle-ci (la rampe d'accès avant) « à cause d'une interférence mécanique » entre elles, inhérente au plan du bateau. De son côté, une commission allemande a estimé que le bâtiment naviguait à trop vive allure. (AFP, Reuters)

### EUROPE

■ RUSSIE : la durée du service militaire a été portée à deux ans par la chambre basse du Parlement russe, lors d'une session à huis-clos, vendredi 7 avril. Le service militaire avait été ramené de deux ans à un an et demi en 1993. La loi adoptée par la Douma prévoit aussi la suppression des sursis accordés aux étudiants. Le pourcentage de conscrits ne répondant pas à l'appel est évalué à 50 %. L'armée russe compte aujourd'hui 1,7 million d'hommes et devrait être ramenée à 1,5 million. (AFP)

■ POLOGNE : une procédure judiciaire a été engagée contre le général Januszki et onze autres anciens dirigeants communistes, vendredi 7 avril. Ils sont accusés de l'assassinat de 44 ouvriers lors de manifestations qui s'étaient déroulées en 1970. (AFP)

■ AUTRICHE : l'archevêque de Vienne qualifie de « diffamations » les accusations de pédophilie portées contre lui. Plusieurs de ses anciens élèves affirment avoir été contraints par lui à des relations sexuelles il y a une vingtaine d'années. Il s'était démis, jeudi 6 avril, de la présidence de la conférence épiscopale, pour laquelle il venait d'être réélu. (AFP)

### AMÉRIQUE

■ MEXIQUE : la guérilla zapatiste a accepté, vendredi 7 avril, une rencontre « directe » avec le gouvernement mexicain dimanche 9 avril, dans la communauté indigène de San Miguel (Chiapas), indique un communiqué des zapatistes. Ces derniers avaient déjà accepté le principe d'une telle rencontre mais à Mexico (Le Monde du 31 mars). (AFP)

### MAGHREB

■ MAROC : Bensalem Aoudi, 33 ans, l'un des deux étudiants grévistes de la faim détenus à la prison centrale de Fes, est dans le coma à la suite de la détérioration de son état de santé, a annoncé, vendredi 7 avril, l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH). Les deux détenus politiques sont en grève de la faim depuis plus d'un mois. (Reuters)

### AFRIQUE

■ ANGOLA : Jonas Savimbi est disposé à renouer avec le président Dos Santos. Le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA, opposition armée) a déclaré, vendredi 7 avril, à Bailundo, au centre de l'Angola, qu'il était maintenant prêt à appliquer les accords de paix de Lusaka et à reconstruire le président Dos Santos. (AFP)

■ BURUNDI : un journaliste sud-africain et deux Burundais ont été tués dans une embuscade tendue sans doute par des extrémistes hutus, jeudi 6 avril. Vincent Francis, chef du bureau de Johannesburg de World Television News (WTN), son chauffeur et son interprète ont été criblés de balles alors qu'ils revenaient à Bujumbura d'un reportage. Leur cameraman, laissé pour mort, a réussi à donner l'alerte. (AFP)

### ASIE

■ TADJIKISTAN : treize garde-frontières russes ont été tués et une trentaine d'autres blessés, vendredi 7 avril, le long de la frontière tadjik-afghane, lors d'une attaque lancée à partir du territoire de l'Afghanistan. Les Russes ont annoncé vendredi avoir tué dix opposants islamistes qui tentaient d'entrer au Tadjikistan. Moscou maintient dans ce pays 15 000 hommes pour soutenir le régime néo-communiste en place. (AFP)

■ PHILIPPINES : 24 personnes ont été tuées, vendredi 7 avril, au sud du pays, lors de combats entre un demi-millier de gouvernementaux et un groupe d'irréguiliers. Ceux-ci appartenaient, selon Manila, au mouvement extrémiste musulman Abu Sayyaf qui, trois jours plus tôt, a investi Ipi, une ville en majorité chrétienne de l'île de Mindanao, y faisant 50 morts. Parmi les nouvelles victimes figurent cinq civils que les rebelles avaient pris en otages. (AFP, Reuters)

### ÉCONOMIE

■ ALLEMAGNE : les prix de détail ont augmenté de 0,1 % dans la partie ouest du pays, selon les chiffres définitifs publiés par l'Office fédéral des statistiques. En un an, la hausse est de 2,3 %.

■ GRANDE-BRETAGNE : la production manufacturière a augmenté de 0,5 % en février par rapport à janvier et de 3,3 % par rapport à février 1994. L'ensemble de la production industrielle (énergie comprise) augmente de 0,3 % en un mois et de 3,8 % en un an. (AFP)

## Le nombre de chômeurs a augmenté aux États-Unis

LE TAUX DE CHÔMAGE s'est établi à 5,5 % de la population active en mars, contre 5,4 % en février. Les créations nettes d'emplois se sont élevées à 203 000 contre 345 000 le mois précédent (chiffre révisé), a annoncé, vendredi 7 avril, le département du Travail. Les secteurs les plus créateurs d'emplois ont été les services et la construction, avec respectivement des gains de 149 000 et de 58 000. En revanche, le secteur manufacturier a détruit 4 000 emplois en mars. Il s'agit de la première baisse nette dans ce secteur depuis décembre 1993. La distribution a également vu ses effectifs diminuer, en mars, de 9 000 emplois. Les services publics ont, en revanche, créé 10 000 emplois nets. Au total, les États-Unis comptaient, en mars, 7,24 millions de demandeurs d'emplois, soit une augmentation de 15 000 par rapport à février pour une population active de 125,3 millions de personnes (-149 000 par rapport à février). Le nombre de salariés employés à temps partiel et recherchant un emploi à temps plein atteignait 1,30 million en mars contre 1,74 million en février. La durée moyenne de la semaine de travail est restée inchangée, à 34,5 heures en mars, a précisé le département du Travail. (AFP)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### COMMUNIQUÉ DE L'AMBASSADE D'ALGÈRE À PARIS

Dans le cadre des préparatifs des élections présidentielles, l'ambassade d'Algérie à Paris porte à la connaissance des ressortissants algériens résidant sur le territoire français, immatriculés ou non encore immatriculés et remplissant les conditions légales d'exercice de leurs droits électoraux, qu'un dispositif particulier destiné à leur faciliter les différentes démarches administratives liées à ce scrutin a été mis en place.

Les électeurs remplissant les conditions légales et non encore immatriculés doivent : adresser aux consulats généraux (au consulat) d'Algérie de leur circonscription pour s'immatriculer en vue d'être inscrits sur les registres ouverts à cet effet.

Les électeurs déjà immatriculés ont la possibilité, en se présentant au consulat d'immatriculation, de consulter la liste électorale en vue de :  
- vérifier la transcription exacte des informations les concernant (nom, prénom, date et lieu de naissance, filiation et adresse),  
- signaler à l'autorité consulaire toute anomalie contraire aux dispositions de la loi électorale en vigueur (cas de décès non radiés, changement de résidence, multiples inscriptions).

Il est fait appel au sens du devoir de chaque citoyen pour exercer ses droits électoraux.

Pour faciliter vos démarches ou vous informer, adressez-vous au consulat général ou au consulat du lieu de votre résidence, ou sa permanence, tous les jours de 9 heures à 17 heures.

مكتبة الأصول



# FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 9 - LUNDI 10 AVRIL 1995

**RESSERREMENT** A deux semaines du premier tour de l'élection présidentielle, les sondages continuent à faire état d'un resserrement de l'écart entre Jacques Chirac et

Edouard Balladur, même s'ils donnent des résultats contradictoires pour la place de second entre le premier ministre et Lionel Jospin. Alors que la campagne officielle va

commencer, lundi 10 avril, les chiraquiens tentent de contrecarrer la remontée de M. Balladur. **● RÉFORME.** Devant un auditoire enthousiaste, Jacques Chirac a plaidé, vendredi

7 avril à Lille, pour l'urgence de la réforme, en s'en prenant de nouveau aux tenants de la « pensée unique ». **● FEMMES.** Les principaux candidats à la présidentielle courtisent les

femmes, qui représentent 53 % de l'électorat. Devant le Conseil national des femmes, le 7 avril, ils ont fait assaut de propositions pour renforcer leur place dans la vie publique.

## M. Chirac tente de contrecarrer l'effritement régulier de ses positions

Alors que les deux camps de la majorité retiennent leur souffle, les politologues et les observateurs évitent de s'avancer sur l'ordre du tiércé qui sortira des urnes au premier tour de la présidentielle

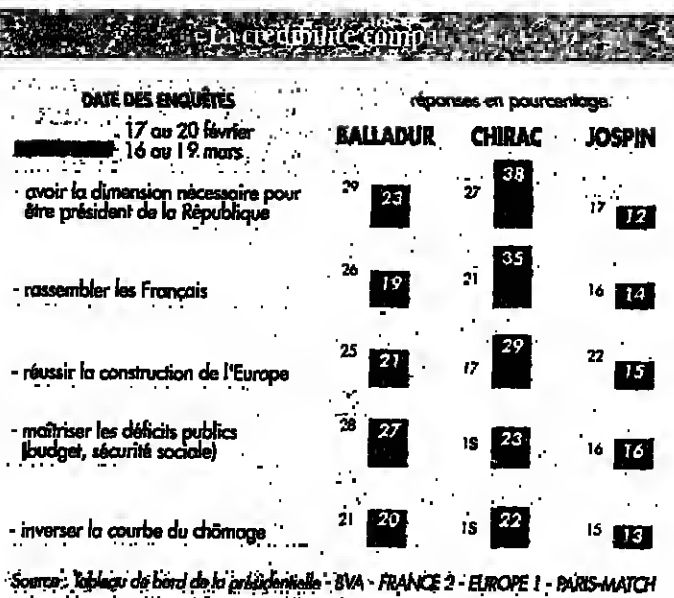
LES POLITOLOGUES et les observateurs sont peu nombreux, aujourd'hui, à parler plus d'un trognon de pomme sur le tiércé qui sortira des urnes au soir du 23 avril. Au moment où les sondages révèlent un resserrement de l'écart entre Jacques Chirac et Edouard Balladur, au premier tour de l'élection présidentielle, les deux camps de la majorité retiennent leur souffle, tandis que Lionel Jospin force l'allure, dans l'espoir de s'intercaler entre les deux candidats. Depuis 47 jours, maintenant, le maire de Paris tient la corde et le premier ministre-candidat mène une course-poursuite qui lui a évité la même mésaventure qu'à Raymond Barre en 1988 et qui lui offre mieux : le redressement. Depuis un mois et demi, M. Chirac a bousculé M. Balladur, en effectuant un percée, foudroyante à laquelle nombre de ses partisans ne croyaient plus. En huit jours, il a réussi à passer devant le chef du gouvernement alors que depuis deux ans, il s'agitait loin derrière lui.

« Je m'en souviens très bien, c'était le 21 février, le jour d'un voyage en Haute-Normandie », le premier secrétaire général adjoint du RPR, Jean-Louis Debré, n'est pas près de Poulbier, ce 21 février. Les chiraquiens pouvaient se dire que l'espoir allait, enfin, changer de camp. Pour la première fois, un sondage leur donnait un motif de satisfaction : M. Chirac se hissait au niveau de M. Balladur. Un mois auparavant, le 25 février, devant

des cadres néogaullistes réunis à Vincennes, Alain Juppé avait joué la pythie. « Depuis quelques semaines, l'élan grandit dans le pays. Allons ensemble vers la victoire », avait lancé le ministre et président par intérim du mouvement. Les sondages, pourtant, sont d'une effroyable stabilité pour M. Chirac.

**INCROYABLE CONJONCTION** M. Juppé s'arrangeait donc un peu avec la réalité. Car l'élan n'est apparu qu'à la fin de la première quinzaine de février. Choisisant de présenter son programme présidentiel le 17 du mois, M. Chirac a bénéficié d'une incroyable conjonction d'éléments défavorables à M. Balladur. Le 13, le premier ministre rate la présentation de son propre projet. Le 16, il subit l'ultime journée d'action des étudiants contre la circulaire des IUT et le 19, il réalise une prestation laborieuse sur France 2 alors que la veille, Le Point a révélé que M. Balladur avait autorisé des écoutes téléphoniques dans l'affaire Schuller-Maréchal. Pour couronner le tout, le conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) fait remarquer au premier ministre qu'on le voit trop sur les écrans. Exit M. Balladur, bienvenu M. Chirac. Entre-temps, celui-ci a parfaitement « vendu » son projet devant une foule de 15 000 militants, à la porte de Versailles.

Le basculement s'est opéré si vite que certains hebdomadaires ont été pris à contre-pied. Leur couverture de la semaine du 16, au



A la mi-mars, Jacques Chirac bénéficie d'une confiance supérieure à celle d'Edouard Balladur.

22 février en témoigne. L'Express publie une photo de M. Chirac, en se demandant : « Peut-il encore gagner ? ». L'Evénement du jeudi pose la question à l'envers : « Balladur peut-il perdre ? ». A l'intérieur, les articles sont plus dubitatifs : « Le vent tourne... Edouard le magicien n'a plus le mot... Pasqua dans la ligne de mire... ». Le ministre de l'Intérieur, justement, est mis au ban d'essai par deux autres hebdomadaires. Le

Nouvel Observateur le présente, en couverture, comme « L'homme qui peut faire perdre Balladur » tandis que Le Point (18 février) voit dans l'imbroglio Schuller-Maréchal « L'affaire qui fait peur à la majorité ». Les chiraquiens, M. Chirac en tête, qui, secrètement, espéraient voir M. Pasqua rallier leur camp, se félicitent doublement de son choix. Non seulement ils laissent entendre que le ministre de l'Intérieur

porte la poisse à son candidat (écoutes, espions), mais encore ils enregistrent, avec satisfaction, que son engagement aux côtés de M. Balladur, qui dôt une série de ralliements, ne fait pas plonger M. Chirac dans les sondages. Bien au contraire, après un mois de janvier très noir, les partisans du maire de Paris voient arriver des éclaircies à la fin de la première quinzaine de février.

Certains indicateurs, comme l'avenir ou la crédibilité de Jacques Chirac, étaient en hausse et nous désespérions un peu car on n'en voyait pas la traduction dans les sondages publiés sur les intentions de vote », confie Jean-Louis Debré. Le porte-parole du RPR ajoute d'autres signes comme la mobilisation montante dans les réunions publiques ou l'amorcellement accru du courrier au « QG » parisien de l'avenue d'Iéna. Jusqu'à cette divine surprise du 21 février. C'est le point de départ d'une nouvelle phase. Pendant de nombreux mois, MM. Chirac et Balladur s'étaient partagé équitablement l'électorat du RPR. Et voilà que le premier des deux tente une OPA, en la réussissant largement.

**« LE RETOUR DE L'ÉLASTIQUE »** « Après avoir semé, semé, semé, on se disoit bien que le grain allait prendre », assure un proche du maire de Paris, qui se souvient d'avoir vu, à ce moment-là, un « homme très heureux » poussant « un grand ouf de soulagement » quand une première enquête

d'opinion l'a placé à égalité avec M. Balladur. Dans son édition du 25 février, Le Point voit, en couverture, « Balladur sous pression » et dans les pages intérieures sur « la mauvaise pente », pendant huit jours, certains chiraquiens embarquent sur le petit nuage de l'euphorie. Les moins discrets font ostensiblement sentir que maintenant rien ne sera plus comme avant. Les autres avec leur chef de file font en sorte de cacher une certaine inquiétude et optimisme excessif. « Chirac o immédiatement fait une réunion pour éviter qu'on paraisse, rappelle un dirigeant du mouvement, il a reconnu que ça allait mieux mais que rien n'était définitif. Ils nous ont demandé de redoubler d'efforts et de multiplier les déplacements en province. »

Stratégie payante ? Après cette inversion de tendances, M. Chirac n'a cessé de grimper dans les sondages pendant quinze nouveaux jours. Il a atteint son apogée après la présentation de son projet sur la politique étrangère et la défense. Position durable ? Les deux dernières semaines révèlent un effritement régulier des positions du maire de Paris. « C'est le retour de l'élastique », explique un sondeur, sans se livrer au moindre pronostic. Le rêve des balladuriens, il est vrai, est de vivre, avant le 23 avril, les huit jours de folie qu'ont connus les chiraquiens. Ceux-ci n'ont aucune envie de subir ce cauchemar.

Olivier Biffaud

## Le maire de Paris insiste sur l'urgence de la réforme

LILLE de notre envoyé spécial

Cinq mois après y avoir annoncé sa candidature, Jacques Chirac est revenu à Lille, vendredi 7 avril. Devant un auditoire beaucoup plus enthousiaste que d'ordinaire, l'ancien président du RPR est revenu sur la fiscalité (Le Monde du 8 avril). « Nous sommes les champions du monde de la réforme fiscale différée », a-t-il lancé en préambule. Sans apporter de précision sur les moyens à mettre en œuvre, M. Chirac a fixé les objectifs suivants : réduire les prélèvements obligatoires « en rendant notre fiscalité plus favorable à l'argent qui s'investit » ; diminuer l'impôt sur le revenu ; réformer la fiscalité sur les transmissions d'entreprises ; modifier l'assiette de la taxe professionnelle.

Cette réunion régionale a été l'occasion pour M. Chirac de fustiger à plusieurs reprises « les tenants de cette pensée unique, de cette routine intellectuelle qui prétend tout régenter ».

« On s'est moqué du monde il y a quelques mois, a ajouté

M. Chirac, quand certains ont dit, par l'intermédiaire d'une énigmatique commission du Plan, que la France allait mieux mais qu'elle ne le savait pas. Quelle ignorance de la réalité ! Quelle méconnaissance des Français ! » Pour le candidat, « il y a urgence à réformer ». Il a ainsi résumé son projet : « Bâtir une société de liberté, d'égalité et de fraternité, avec pour principe l'égalité des chances, pour méthode la réforme, pour exigence la solidarité ».

Pour la première fois depuis longtemps, il s'en est pris aux socialistes et « aux idéologues de gauche », pour provoquer les sifflets du public, mais sans omettre de relever les conséquences de la politique suivie « depuis deux ans », que ce soit la progression du nombre des chômeurs de longue durée ou l'augmentation de l'endettement. Auparavant, un député UDF du Nord, Françoise Hostaller, avait elle-même suscité une véritable bronca en citant à deux reprises le nom du premier ministre.

Jean-Louis Saux

## Les candidats courtisent de plus en plus l'électorat féminin

LES FEMMES sont de plus en plus courtisées par les candidats. C'est à qui déplorera le plus leur sous-représentation parmi le personnel politique, leur rémunération de 25 % en moyenne inférieure à celle des hommes et leurs difficultés à concilier vie professionnelle et vie familiale.

La journée du 7 avril a confirmé combien les 53 % d'électorat étaient cajoillés. A l'initiative du Conseil national des femmes françaises qui rassemble 120 associations d'obédiences diverses - présidé par Paulette Laubie, chef d'entreprise, il compte parmi ses membres Françoise Gaspard, ancien député européen PS, et Marie-Thérèse Hermange, adjointe RPR au maire de Paris et députée européenne -, les trois principaux candidats se sont succédé devant plus de quatre cents femmes.

Edouard Balladur, appelé par Simone Veil, caution morale en la matière, a ouvert le feu. Le premier ministre a rappelé son souhait de « forcer la nature » en instaurant des quotas de 1/3 de candidates d'un autre sexe lors des scrutins de liste. Pour ce faire, il envisage de modifier la Constitution par voie référendaire. M. Balladur s'est engagé à appliquer im-

médiatement cette règle en cas de victoire : son futur gouvernement compterait alors au moins dix femmes sur une trentaine de ministres. Jacques Chirac était très attendu sur ce terrain, car il avait jusqu'à-là manifesté les plus grandes réticences à exposer sa position. Il a refusé de suivre M. Balladur quant au nombre de femmes ministres, arguant qu'il lui paraissait « difficile de trouver assez de femmes compétentes et expérimentées » pour constituer la moitié d'un gouvernement. « C'est un métier, n'importe qui ne peut s'improviser n'importe quoi », a-t-il conclu.

**CONTRAINTES FINANCIÈRES**

M. Chirac a rappelé sa divergence de vue avec son rival sur les quotas. Hostile par principe à ce système, il a fait part des risques que comporterait pour lui une réforme constitutionnelle. « Si elle échoue, cela risquerait de figer la situation pour longtemps », a déclaré le candidat du RPR.

Désireux de prouver sa bonne volonté, il a cependant demandé à tous ceux qui constituent des listes pour des élections municipales d'accorder autant de place aux femmes qu'aux hommes. Enfin, il

a suggéré la création d'un observatoire de la parité auprès du premier ministre et la mise en place d'une commission sur ce sujet semblable à celle présidée par Marceau Long sur le code de la nationalité.

La surprise est venue d'une convergence inattendue entre Jacques Chirac et Lionel Jospin. Le candidat du RPR et celui du Parti socialiste ont avancé la même proposition : que le financement public des partis politiques soit modulé en fonction de la place que ces derniers accordent aux femmes. « Je connais bien les partis et cela sera une incitation forte », a déclaré M. Chirac.

« L'instauration de quotas ne changera pas la faible représentation politique des femmes en France tant que le mode de scrutin le plus utilisé sera uninominal, a renchérit plus tard M. Jospin. La contrainte financière sera plus efficace. »

Ce rapprochement entre les deux candidats fut le seul. Et M. Jospin a aussi réaffirmé sa volonté de mettre un terme au cumul des mandats qui empêche, selon lui, les femmes d'obtenir une représentation dans la vie publique.

Michèle Aulagnon

## L'Art de reconnaître.



Qui est qui? Reconnaissez ces 13 peintres prestigieux et gagnez 10 week-ends à Madrid.

Renvoyez fidèlement en lettres capitales, dans l'ordre de numérotation, le nom des 13 peintres présents dans l'image ci-dessus (ou recopiez dans l'ordre de numérotation sur papier libre avec vos coordonnées) et renvoyez-le à : Grand Jeu « A la découverte de l'Art et de l'Espagne » - BP 2015 - 92515 Boulogne Cedex.

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8
- 9
- 10
- 11
- 12
- 13

Non, prénom :  
Adresse :  
Date :

Les amoureux de l'Espagne et les amateurs de peintres prestigieux ont l'occasion aujourd'hui de réaliser leur rêve : gagner un fabuleux week-end pour 2 personnes à Madrid et découvrir - ou redécouvrir - le Prado et ses vieux Maîtres, le Reina Sofia qui abrite le Guernica de Picasso, le Thyssen Bornemisza et son extraordinaire collection privée. Faites vite, reportez-vous au bulletin ci-contre, et rejoignez les Découvreurs d'Art.

(L'essai de reconnaissance) Les gagnants seront désignés par tirage au sort le 31 mai 1995. L'essai de reconnaissance sera envoyé au gagnant par la poste. Les gagnants devront être âgés de plus de 18 ans au moment du tirage. Les gagnants devront être résidents en France. Les gagnants devront être déclarés gagnants par la poste. Les gagnants devront être déclarés gagnants par la poste.



L'ESPAGNE  
une passion  
la vie!

## Sondages contradictoires pour M. Balladur et M. Jospin

DEUX SONDAGES donnent des résultats contradictoires sur les chances de Lionel Jospin d'être présent au second tour de l'élection présidentielle. Selon l'enquête Sofres réalisée les 4 et 5 avril - auprès de 1 000 personnes, méthode des quotas - pour TF 1-RTL, Jacques Chirac demeure en tête des intentions de vote avec 24 % devant M. Jospin (22 %), Philippe de Villiers (5,5 %), Arlette Laguiller (4,5 %), Dominique Voynet (3,5 %) et Jacques Cheminade (0,5 %). En revanche, le sondage CSA réalisé les 5 et 6 avril - auprès de 1 004 personnes, méthode des quotas - pour France 3-France Inter-Le Parisien donne M. Balladur en deuxième position (22,5 %) derrière M. Chirac (26 %), et devant M. Jospin (18,5 %), les autres candidats à l'exception de Robert Hue (9 %) obtenant à peu de chose près les scores publiés par la Sofres. Le pourcentage des indécis s'élève à 28 % selon la Sofres et 33 % selon le CSA. Dans tous les cas, M. Chirac l'emporterait au deuxième tour. La marge d'erreur pour des échantillons de mille personnes est de deux ou trois points.

■ **TRANSPARENCE** : Pierre Moscovici, trésorier de la campagne de Lionel Jospin, a émis des « doutes » vendredi 7 avril sur les comptes de campagne présentés par Edouard Balladur et Jacques Chirac. Il estime notamment que les deux candidats ont dépassé les budgets de dépenses autorisés. A propos des recettes, il juge les montants « incroyablement » au regard des chiffres publiés lors des précédentes élections. « Je mets au défi les trésoriers d'Edouard Balladur et de Jacques Chirac de présenter la liste des dons des personnes physiques », a-t-il ajouté. Alain Juppé pour M. Chirac et René Galy-Dejean pour M. Balladur ont rejeté ces accusations.

■ **REGRETS** : Charles Pasqua a estimé vendredi 7 avril à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) que si l'UDF et le RPR « avaient eu un seul candidat dès le premier tour, nous aurions remporté très facilement dès le premier tour ». Le ministre de l'Intérieur a ajouté qu'il ne se trompait pas d'adversaire : « Je soutiens Edouard Balladur, a-t-il dit, mais je ne combats pas mon propre camp, je ne combats pas Jacques Chirac ». M. Pasqua s'est cependant dit « choqué » d'entendre dans cette campagne ses « propres amis politiques critiquer le gouvernement qu'ils ont soutenu de tous leurs votes pendant deux ans ».

■ **PASSÉ** : Jean-Marie Le Pen a pris violemment à partie vendredi 7 avril à Metz (Moselle) Jacques Chirac, le rendant responsable de tous les maux dont souffre la France. « M. Chirac a joué tous les rôles », a déclaré le président du Front national, affirmant que le maire de Paris a été tour à tour « furieusement travailliste », « réaganien », « pour l'Algérie française avant d'être pour l'Algérie algérienne », « Clinton français un peu moins jeune » et enfin « socialiste ». Et il a ajouté : « Dès que De Gaulle s'est esquivé sur la pointe des pieds, Jacques Chirac s'est rué dans le socialisme comme d'autres se ruent dans la servitude ».

■ **DÉCEPTION** : Robert Hue a estimé vendredi 7 avril à Amiens (Somme) que M. Jospin faisait « une campagne décevante qui n'était pas mobilisatrice ». Et il a poursuivi : « Le Parti socialiste et son candidat Lionel Jospin ont choisi de se situer dans la continuité et le prolongement de la politique du gouvernement socialiste passé qui a conduit à l'austerité, à l'échec, et au retour de la droite au pouvoir ».

■ **GAUCHE** : Dominique Voynet a déclaré vendredi 7 avril à Lille : « Pour nous, il n'y a pas d'outre gauche que l'écologie ». Selon elle, Lionel Jospin est « porteur d'un projet insuffisamment ambitieux ». Quant à Robert Hue, il est « bien sympa et donne une image souriante du Parti communiste. Mais il se laisse aller à quelques facilités ».



## QUATRE QUESTIONS

aux candidats à la

Présidence de la République

### LA CONSTITUTION

La Constitution fait du Président de la République le « garant de l'intégrité du territoire ». Cette fonction ne saurait se limiter à conserver le tracé des frontières. Elle doit aussi préserver la qualité même du territoire national et l'ensemble des êtres vivants qui le peuplent. Adhérez-vous à cette interprétation, et comment manifesterez-vous cette adhésion ?

### L'ÉTHIQUE

Estimez-vous que les intérêts sociaux, économiques et scientifiques de la nation doivent être confrontés à l'éthique, laquelle implique de respecter l'animal dans toutes les circonstances ?

### L'ÉDUCATION

Etes-vous favorable au développement d'une éducation civique au respect de l'animal et de la nature, à tous les niveaux de l'enseignement ?

### LE DROIT

Etes-vous favorable à l'adoption d'un statut juridique distinguant l'animal de la chose ?

Questions posées par la  
**Ligue française des droits de l'animal**  
et les personnalités suivantes

Albert BRUNOIS, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, Révérend Père Ambroise-Marie CARRE, de l'Académie française, Pierre GEORGE, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, Robert MALLE, Chancelier honoraire des Universités, Théodore MONOD, membre de l'Académie des Sciences, Jean-Claude PECKER, membre de l'Académie des Sciences, Claude SIMON, Prix Nobel de littérature, Etienne WOLFF, de l'Académie Française, membre de l'Académie des Sciences.

39, rue Claude-Bernard, 75005 Paris  
Téléphone : 47-07-98-99



## Valéry Giscard d'Estaing évite la réunion d'Edouard Balladur à Clermont-Ferrand

Le premier ministre s'en est pris à ceux qui « tiennent successivement, et parfois en même temps, deux ou trois langages » sur l'Europe

CLERMONT-FERRAND

de notre envoyé spécial

Faute de mots, il faut se contenter de signes. L'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, avait indiqué qu'il ne se prononcerait pas officiellement, avant le premier tour, en faveur de l'un ou l'autre des candidats de la droite. La visite d'Edouard Balladur dans la région Auvergne, que préside M. Giscard d'Estaing, était pour lui l'occasion de donner un de ces nouveaux petits signes destinés à nourrir les commentaires. Comme il s'y était engagé en recevant le 16 mars Jacques Chirac, il a accueilli officiellement M. Balladur au siège du conseil régional à Chamalières. L'entretien, privé, n'a duré que vingt-cinq minutes, contre les soixante-cinq accordées au maire de Paris. Seule information, ce dernier l'avait qualifié de « très » chaleureux. M. Balladur en est sorti « tout à fait » satisfait.

Le deuxième signe attendu était la présence ou non de M. Giscard d'Estaing au dîner républicain organisé dans la soirée par le candidat Balladur. Alors qu'il avait honoré, certes tardivement, la réunion électorale de Jacques Chirac, l'ancien chef de l'Etat n'est pas venu

partager la potée auvergnate avec l'actuel premier ministre.

Au petit jeu des signes, Edouard Balladur s'est amusé, lui aussi. L'occasion était trop belle pour réaffirmer son attachement à l'« union économique monétaire la plus tôt possible et nous ne devons pas ménager notre peine pour y parvenir », a déclaré M. Balladur, avant de critiquer ceux qui « tiennent un, deux ou trois langages successivement et parfois en même temps ». « Avoir de la suite dans les idées est indispensable pour obtenir un contrat d'adhésion avec les Français mais aussi sur le plan international », a affirmé le premier ministre. Pour la campagne officielle, il a déclaré qu'il n'avait retenu que « des thèmes constructifs, en ignorant la polémique ». « Elle n'est ni dans mon goût ni dans ma nature. Les Français le savent. Ils m'ont vu à l'œuvre », a-t-il dit.

L'AUTRE PRÉSIDENT AUVERGNAT

Quelques heures auparavant, lors d'une rencontre avec ses amis de soutien, M. Balladur avait observé qu'« il n'y aura sans doute pas de débat télévisé avant le premier tour. J'en prends mon parti ».

Contrairement à son candidat, Nicolas Sarkozy, ministre de la communication, a fait preuve de refus de le défilé de ce débat en lançant : « Si les autres candidats ont de l'appétit, qu'ils viennent débattre sérieusement chacun d'eux. S'ils ont l'estomac un peu noué par l'enjeu, qu'ils viennent tous ensemble. » Il a ensuite appelé les électeurs à « choisir entre ceux qui promettent tout et celui qui pourra tenir ses promesses ».

A aucun moment le nom de M. Giscard d'Estaing n'a été cité au dîner. Faute de parrainage de l'ancien chef de l'Etat, M. Balladur a revendiqué longuement celui de son prédécesseur, originaire lui aussi d'Auvergne, Georges Pompidou.

Lors de ce déplacement en Auvergne, M. Balladur a rendu également visite à Pharmaciens sans frontières (PSF), saisissant cette occasion pour évoquer la situation des cinq membres français de cette organisation retenus en otages depuis le 4 mars dans la région de Sarajevo. « Nous sommes extrêmement attentifs et nous faisons tout ce que nous pouvons pour régler ce problème », a affirmé le premier ministre devant le président de PSF.

Pascale Robert-Diard

## Quand Jacques Chirac torture Jean-Pierre Elkabbach

ELLE n'a pas voulu s'asseoir dans la loge du directeur général, au premier étage. Elle n'a pas voulu non plus s'asseoir sur le plateau, avec les invités. Elle veut être là, tout près, mais « pas visible de la caméra », explique un technicien. On lui a trouvé une chaise discrète, loin des projecteurs. On lui a donné un moniteur, pour qu'elle puisse suivre, mot à mot, les paroles de son père. Pour sa dernière émission avant la campagne officielle, Jacques Chirac est venu seul, c'est-à-dire avec sa fille Claude. Il est le dernier invité, « et non des moindres », comme dit Bruno Masere, de « La France en direct », sur France 2.

HORS CHAMP

Sur France 2.

Les soutiens sont là. Patrick Stefanini, fidèle directeur de campagne, Christian Cabrol, le professeur Alain Terzian, le producteur des Visites, Jacques Chirac serre chaleureusement la main de tout son petit monde. Après, seulement, le maire de Paris salue Jean-Pierre Elkabbach, en oubliant Jean-Luc Mano, directeur de l'information Arlette Chabot, sa directrice adjointe, suit l'émission à l'écran. Le 9 janvier, au journal de 20 heures, la journaliste s'est attiré les foudres du maire de Paris en lui demandant s'il comptait aller jusqu'au bout de sa campagne.

Tous les techniciens le savent. Toutes les maquilleteuses le racontent. A chaque rencontre, avant chaque émission, Jacques Chirac évite désormais soigneusement le président de France-Télévision. Mieux : il le torture. Les deux hommes ont déjeuné ensemble, un jeudi

23 mars. « Jean-Pierre Elkabbach, c'est ce monsieur qui a écrit un livre avec Edouard Balladur et qui filme François Mitterrand à l'Élysée », a plaisanté M. Chirac, selon l'un de ses proches, avant le rendez-vous. Dans l'entourage du maire de Paris, on raconte que la rencontre s'est « vraiment mal passée ». Depuis, M. Chirac ne cache plus sa mauvaise humeur : à la « Marche du siècle », le 29 mars, alors qu'il converse avec les producteurs de l'émission dans la loge de maquillage, il en interdit l'entrée au PDG de France-Télévision.

La brochette est perceptible à l'antenne. Sur France 2, le 6 avril, Jacques Chirac donne du « cher maître » et du « docteur » à ses interlocuteurs de la société civile, avant de s'étonner, quand vient le tour des journalistes, qu'une « grande télévision » n'ait rien de plus intelligent à dire. Huit jours plus tôt, sur France 3, il adresse, à l'inverse, quelques compliments à Jean-Marie Cavada : vous êtes vraiment, lui dit-il, « un grand professionnel ». « Eh bien ! Ça, je vais le répéter partout, répond le patron de La Cinquième. Selon le sort que vous aurez, ça me fera du bien ou du mal ». M. Chirac est en verve : « Prenez des risques ! J'ai failli vous dire : osez ! Le candidat malheureux à la présidence de France-Télévision s'enhardit : « Ce mot est déposé. Et puis, on verra les résultats qu'il donnera. » Dans la salle de maquillage, Jean-Pierre Elkabbach se raidit. Il sait que c'est là, entre les tubes de rouge à lèvres, les câbles électriques et les couloirs des studios, que s'écrit, à l'avance, l'histoire de la télévision.

Ariane Chemin

## « Il faut que ça pète ! »

« Y AURAIT BESOIN que ça pète ». Chaque matin, dans les trois pièces d'un immeuble voué à la démolition, Gaëlle, vingt-cinq ans, RMiste et mère de deux enfants, fait sa gymnastique chinoise en regardant la Loire couler sous sa fenêtre.



CARTE POSTALE

Gaëlle ne décolère pas contre les « gens aux petits postes et à petites responsabilités. Ils passent leur temps à te surveiller, simplement parce que tu as vingt-cinq ans, deux enfants, famille monoparentale. Et tu touches le RMI, en plus ! C'est tout juste si la directrice de la crèche qui va faire ses courses au supermarché, le cul coincé dans sa Visa, te soupçonne pas de te défoncer ». Eux, « les intégrés », « petits chefs » et travailleurs sociaux ne « se sentent finalement responsables de rien ». « Il faudrait des gens réels, plus de sincérité ».

Un jour Gaëlle sera menacée d'expulsion. Son immeuble a été mis à la disposition d'artistes et de RMistes par la municipalité pour un loyer modéré le temps que cet ancien quartier populaire de « la Madeleine » devienne un îlot de modernité autour de la gare TGV et du Palais des congrès. « Et vous croyez qu'on va dire oui ? Vous croyez qu'on va accepter qu'ils nous traitent de parasites alors qu'ils passent leur temps à faire des fausses factures, à détour-

ner de l'argent ? Dans la région, il y a eu un scandale. Des chanteurs d'opéra ont touché des millions pour quelques minutes de prestations et nous on devrait la fermer ? »

Gaëlle pense que les politiques ne pourront même pas s'en sortir « avec une diplomatie foireuse avec les gens - d'ailleurs, quand ils se mettent en tête de faire de la diplomatie, on voit le résultat en Yougoslavie ». Les Intellos piégés dans « le charity business », le RMI, la télé, les somnifères. Gaëlle peste contre cette génération « Chomsky » : « Les gens se sentent déçus, la violence a du mal à éclater. C'est l'époque où on te dit : je te donne 2 000 F de RMI. Estime-toi heureux ».

C'est aussi « une génération virtuelle ». « Les gens de mon âge n'ont souvent rien vécu, ils sont dans une bulle, ils sont creux, sont superficiels ». Parfois, elle a l'impression de se retrouver à New York « où ceux qui ont en dessous de vingt ans et au-dessus de cinquante n'existent pas ». « Les actifs sont contents d'eux, ils font des conneries, ce sont eux les responsables de la crise et ils sont devenus obsédés par le matérialisme ».

Gaëlle a l'impression de vivre sous une dictature sans dictateur, « c'est diffus, éclaté et c'est plus dur pour se révolter ». Mais entre une séance de yoga et des étirements chinois, elle en est certaine : « Il faut que ça pète ! », dit-elle en regardant la Loire couler.

Dominique Le Guilledoux

A SUivre

## Passe-temps



On s'était habitué à eux. Ils tenaient les grands rôles. On n'imaginait pas une campagne électorale sans eux. Et puis soudain, plus rien ou si peu, assis en touche sur le banc de leurs rancœurs et de leur tristesse pour cette rencontre du premier tour qui leur a échappé, ce match entre équipes B où tous les coups semblent permis. Deux à droite, deux à gauche, mais quatre hommes en quête de hauteur, forcés de conjuguer leur avenir au passé.

Disparu depuis un mois Raymond Barre, qui, pendant tout ce septennat, avait rêvé d'une revanche sur lui-même et sur les chiraquiens. Le 7 mars, il vint à la télévision se faire hara-kiri pour « ne pas ajouter à une situation politique confuse ». Disparu depuis un mois Valéry Giscard d'Estaing, qui, depuis trop longtemps, avait rêvé d'une revanche sur lui-même et sur les chiraquiens. Le 7 mars, lui aussi vint à la télévision se faire hara-kiri. « Pourquoi traîs-je ajouter à la confusion ? », s'était-il demandé, sans attendre la réponse.

Tous deux se sont revus, mardi, à l'Assemblée nationale pour la rentrée de la commission des affaires étrangères. On toute la confusion qui noie cette campagne, ils ont bien sûr fait des gorges chaudes. M. Barre se pince quand il entend le candidat Chirac faire des gammes sur son refrain de « l'Etat impartial ». M. Giscard d'Estaing attend encore qu'on veuille bien le satisfaire sur l'Europe, les charges sociales, le quinquennat. Mais il ne voit toujours rien venir, si ce n'est, comme chez M. Barre, qu'émissions courbes en deux pour recueillir promesse de l'indispensable soutien du second tour. Pour s'occuper, ils se contenteront de quelques civilités.

En recevant M. Chirac et M. Balladur en son hôtel de région, M. Giscard d'Estaing vient de terminer les siennes, même s'il a assisté au meeting du premier et s'est abstenu de paraître au « dîner républicain » du second. M. Barre est prêt à se faire violence, en accueillant Alain Juppé à Lyon le 19 avril et M. Balladur quand bon lui semblera. Ils ne parlent pas, mais font dire que « cette campagne les attriste ». Entre les deux tours, on les pressera de se déclarer, et cette perspective ne les fait pas rire non plus. Faire voter pour Chirac, qui leur fait peur, pour Balladur, qui leur a détourné leur commerce, voire départer les deux, il va y avoir des chapeaux difficiles à avaler.

BONNE FIGURE

Avec Jacques Delors et Michel Rocard, la gauche a aussi ses deux vieux observateurs, mais de ce côté finalement on sait se tenir. Ils auraient pu faire la mauvaise tête. Ils préfèrent faire bonne figure. Pour la cause supérieure du socialisme, ils ont accepté de faire quelques « B.A. » pour le candidat Jospin. M. Delors a accepté de présider un comité de soutien et de délivrer quelques sages paroles dans la cacophonie ambiante. Jeudi, il s'est fendu de quelques conseils, pressant M. Jospin « de se faire mieux connaître des Français » et de continuer à bien vendre « ses propositions raisonnables, proportionnées et équilibrées ». Mercredi prochain, il participera à un grand banquet républicain à Toulouse, si cette sciatique infernale ne se réveille pas une nouvelle fois. Car elle s'est à nouveau signalée l'autre jour, lui ôtant tout regret sur son refus de décembre de monter en première ligne.

Michel Rocard lui se sent en pleine forme, et voilà bien son drame. « Je me sentais prêt dans la tête », confiait-il récemment entre deux petites phrases convenues. Ces dernières semaines furent pour lui mortifiantes, mais il eut la noblesse de n'en rien montrer. Combien de fois n'avait-il rêvé d'en découdre avec son copain de promo à l'ENA, Chirac, trop promu à ses yeux ? Mais les plans sont passés. Il vient de s'enlever pour vendre, pendant une grosse semaine, du Jospin en Polynésie et Nouvelle-Calédonie. A chacun sa façon de tuer le temps !

Daniel Carton

مركز من الأمل



Les élus engagés derrière le premier ministre craignent un « retour de bâton » si le maire de Paris l'emporte le 7 mai. Leurs rivaux qui ont fait le choix inverse pourraient tenter de profiter de l'« état de grâce » pour leur disputer leur siège

C'est particulièrement vrai en Ile-de-France, où les élus RPR qui ont pris position pour le premier ministre, parfois sous l'influence de Charles Pasqua, craignent le « retour du bâton » que leur choix pourrait leur valoir, aux

élections municipales, de la part de rivaux restés fidèles au maire de Paris. Cette crainte est vive dans les Hauts-de-Seine, département dont M. Pasqua préside le conseil général. Dans les Yvelines, où

Franck Borotra (RPR) préside le conseil général, seul un député du RPR a pris position pour M. Balladur. Alain Juppé, président du RPR par intérim, promet à tous qu'il n'y aura pas de « rétorsion ». Dans les grandes

villes comme dans les petites, les candidats attendent le résultat du combat présidentiel pour partir en campagne. Là où la concurrence est forte, on a préféré reporter le choix des militants à l'après-mai.

rancune à M. Pasqua de les avoir contraints à faire le « mauvais choix », alors que leur cœur vibrerait pour le maire de Paris ; les plus engagés dans la campagne du premier ministre-candidat s'exposent, comme Jacques Baumeï à Rueil-Malmaison, à une contestation ouverte dans leurs propres troupes, voire à la constitution d'une liste chiraquienne vengeresse.

Dans les autres départements d'Île-de-France acquis à la majorité, les interférences entre élection présidentielle et élections municipales sont quasi inexistantes, faute de « grosses pointures » gaullistes susceptibles de mettre le feu aux poudres. Dans le Val-d'Oise, seuls les maires de deux petites communes ont décliné, au second tour, le résultat de la présidentielle pour composer leur liste. En Seine-et-Marne, il semble que la plupart des maires sortants seront réinvestis, quel qu'ait été leur engagement derrière l'un ou l'autre des candidats de droite.

cédé à Paul Séramy, décédé, en 1997

tuations difficiles à droite (Limeil-Brévannes et Cachan) sont liées à des considérations locales et à des problèmes de personnes.

Dans l'Essonne, tout au plus attend-on le résultat du premier tour pour étalonner les forces à droite. Georges Tron, député (RPR) et proche collaborateur de M. Balladur à Matignon, sera alors fixé plus précisément sur ses chances de prendre la mairie de Draveil à Jean Tournier-Lasserre (divers droite), qui n'a pas encore fait savoir s'il se représentera.

Ces tendances font dire à M. Raoult que l'élection présidentielle sert de « bassin de retenu » aux municipales. Dans les grandes villes comme dans les plus petites, explique-t-il, les candidats attendent le résultat du combat suprême pour partir en campagne. Les investitures « électorales » n'ont pas été mises en question par la proximité, dans le temps, des deux scrutins. Mais, ajoute-t-il, la préférence est très forte, on a préféré reporter le vote des comités départementaux à l'après-présidentielle. Selon M. Raoult, la stratégie du président par intérim du RPR consiste à éviter le découpage des écrits. « J'ajupé ne veux pas de rétorsion et il se montre intransigeant sur ce point », insiste-t-il.

Enfin, dans les deux départements de la petite couronne encore dominés par la gauche et, plus particulièrement, par le Parti communiste, la nécessité de faire

**Pascale Sauvage,**  
avec les correspondants  
d'Ile-de-France

**Le candidat à la mairie tient sa grande réunion le 9 avril avec Jean-Marie Le Pen. Mais, passé les élections, le parti est aux abonnés absents**

**LYON**  
 ... de notre bureau régional  
 Entre deux élections, le Front national semble plutôt en léthargie, ne compte que sur les éclats de son « l'ider maximo », Jean-Marie Le Pen, ou, dans la région Rhône-Alpes, sur ceux de Bruno Göllnisch, vice-président du mouvement, député européen, président du groupe FN au conseil régional.

la logistique du mouvement est basée, en fait, au conseil régional, où le groupe (28 élus sur 157) dispose de quatre permanents et demi. Et les deux orateurs, Bruno Gollnisch et Hugues Petit, un universitaire grenoblois, profitent surtout des sessions pour tirer, devant la presse, quelques salves idéologiques, on provoque des incidents de procédure.

groupe R.N au Conseil régional.  
Dimanche 9 avril, au Palais des  
Sports de Lyon, Bruno Gollnisch,  
quarante-quatre ans, candidat à la  
mairie, intervient dans « vedette  
américaine », juste avant Jean-Ma-  
rie Le Pen. A force de fréquenter  
son président, ce professeur de ci-  
vilisation japonaise et de droit in-  
ternational à l'université Jean-  
Moulin-Lyon-II, a fini par en mi-  
mer certaines attitudes : bras levés  
et poings serrés face au public, dis-  
cours à tirs groupés de cita-  
tions érudites.

Cette réunion du 9 avril, organisée dans la cadre de l'élection présidentielle, se veut aussi le temps principal de la campagne pour les municipalités. Le FN, qui revendique 20 000 adhérents dans la région Rhône-Alpes, dont 8 000 sur le Rhône, « espère faire plein : 20 000 personnes, dont certaines venues en car, et qui paieront 40 francs d'entrée », disent les floppés de la fête, M. Gollnisch entreprendra plus « modestement des réunions d'appartenance », pour développer ces thèmes privilégiés : « le bien rodé », « l'argent facile », « la système mafieux à la italienne », « la masquée » et bien sûr le couple habituel : « immigration-insécurité ». Depuis la fin des années 80, le Front national se tient, à Lyon, sur la crête des 15 % des voix aux élections, parfois plus hauts dans les quartiers bourgeois.

Pourquoi, l'élection passée, et co-légitime, n'a-t-elle pu se tenir dans le cadre des cours de la République à Villeurbanne, le Front national est quasiment aux abonnés absents ?

« On ne voit guère leurs militants, explique un membre de l'équipe municipale (ex-PCF) de Vaulx-en-Velin, ils font un travail de l'ombre, une agitation de boîtes aux lettres, d'officines sur les murs ». Dans cette commune de la hanlieu lyonnaise, le parti d'extrême droite, qui compte trois conseillers municipaux depuis 1989, parvient depuis à totaliser près de 27 % des suffrages. Les troupes de militants ne sont pas légion. Dans les mois sans élections, les 17 locaux de Villeurbanne sont ouverts de 15 à 17 heures. Toute

**Bruno Coussé**

■ **PAYS DE LA LOIRE** : le député et maire PS de Nantes, Jean-Marc Ayraud, a présenté, vendredi 7 avril, la liste d'union qu'il conduira pour les élections municipales. Baptisée « Nantes avance », elle rassemble, outre les socialistes, des représentants du PC, du Mouvement des citoyens, de Radical, de l'UDF (Union démocratique Bretonne) et divers mouvements écologistes (Les Verts, Ecologie 44, Ecologie solidarité et Alternatives rouge et verte). Face à elle, malgré d'autres alliances, se sont déjà annoncées l'Union Front alternatif et l'Acrote de l'Union RPR-UDF, dirigée par Elisabeth Hubert, député RPR de Nantes. — (Corresp.)

Nantes (Rue). Le conseil municipal de Nantes a voté, vendredi 31 mars, une subvention de fonctionnement de 1 million de francs au Port Rhu, depuis le 28 décembre 1994 sous le coup d'une mesure de mise en règlement judiciaire jusqu'au 30 juin 1995. Cette somme éloigne momentanément le spectre de la liquidation judiciaire. Une provision de 3 millions de francs a été apportée par le ministère de la culture pour faire face, en cas de besoin, aux échéances financières. Port Rhu a été assuré de recevoir de la direction des Musées de France une aide de 12 million de francs par an pendant cinq ans pour l'entretien de ses collections de bateaux. — (Corresp.)

mais les gros prix ne sont pas invités.

Quand les couleurs gaies se marient on peut s'autoriser quelques fantaisies en pleine lumière. Ça ne vous entraînera pas trop loin dans la dépense. Alors laissez-vous tenter si d'aventure un bel interrupteur insistant demande votre main. Vous aurez au moins la certitude cette fois que ce n'est pas pour votre argent.

1. KUPOL lampe. Acier chromé. Abat-jour en verre. Hout. 47 cm. Max. 60 W. 265F.  
2. MANDOLA lampe halogène très basse tension. Réglable. Ampoule halogène 20W incluse. 175F.  
3. KERNIT lampe. Polypropylène, diam. 17 cm. Pied en acier et aluminium laqués gris. 165F.  
4. UKULELE lampe halogène. Bras et abat-jour orientables. Polycarbonate Aluminium anodisé. Noir Ampoule 20W incluse. 295F.



## Tout un état d'esprit

3615 IKEA\*

0001 PLAIN CO -  
 COM. DE TRANSPLANTES  
 TR - 10 38 77 71

HIGH PAINS NORTH 8 (C9)  
 AUTOGRAVE AL LAC FINE  
 TEL - 20 41 16 16

KEA JAMES EWEY (71)  
AUTOMOBILE 46 SOURCE EV  
TEL: 611 16 00

BY LESLIE M. HENRY

LITON 0691  
 DU CHAMP DU PONT STRENET  
 7 15 28 28

REA MARSEILLE (13)  
ENTRÉE C.C.M. VITTOLE  
TEL. 42 10 56 00

ESPACE  
IDEA BORDEN  
C.CIAL BORDEN  
TEL. 56 50 42 00

IDEA LITE (99)  
C. DE L'UNION  
TEL. 30 91 30 77

Restaurant et paradis d'enfants dans tous nos magasins

**PRÉCARITÉ** Pour la première fois, une centaine d'associations et de syndicats les plus divers se retrouvent derrière une banderole commune appelant à combattre

toutes les exclusions. Salariés, chômeurs, sans-abri, mal-logés, RMistes, militants antiracistes... Des milliers de personnes devaient manifester, samedi 8 avril, à Paris et dans plu-

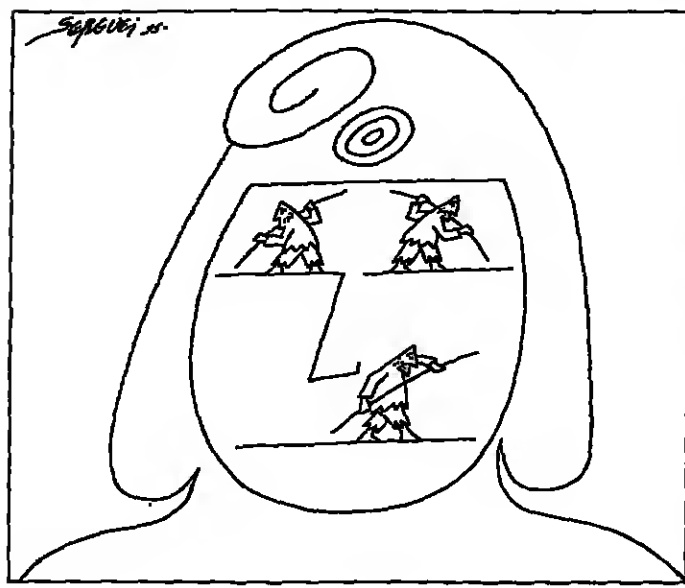
sieurs villes de province. ● **LES PHÉNOMÈNES** d'exclusion ne cessent de grandir mais leur mesure exacte n'est pas faite. Les différentes études de l'Insee, ou du Bi-

noffrent guère de garanties. Cinq millions de pauvres, quatre cent mille sans-abri ? Face à ces chiffres contestés, la plupart des associations demandent la création d'un observa-

toire statistique spécialisé. ● **EN PREMIÈRE** ligne de la lutte contre l'exclusion, les travailleurs sociaux s'interrogent sur l'efficacité de procédures et la multiplicité des acteurs.

## Plus de cent associations manifestent contre l'exclusion

A l'appel de mouvements de chômeurs, de mal-logés et de syndicats, des milliers de personnes devaient défilier, samedi 8 avril, à Paris et en province « pour les droits et l'égalité, contre les exclusions et la précarité »



UN DRAGON s'imposait, tant la rue du même nom, dans le sixième arrondissement de Paris, est devenue le lieu emblématique de la lutte contre toutes les formes d'exclusion, depuis l'Occupation, au n° 7, d'un immeuble de la Cogedim, le 18 décembre 1994, par les associations Droit au logement (DAL) et Droits devant. Un dragon s'est donc imposé, samedi après-midi 8 avril, en tête du cortège parisien, qui devait défilier de la place de la Bastille à la place Saint-Augustin sur les thèmes « Pour les droits et l'égalité, contre les exclusions et la précarité ».

L'animal fabuleux, en carton-pâte, multicolore comme la foule des manifestants, se voulait impressionnant, à l'instar d'une participation francilienne qui ne devait pas, selon les prévisions des organisateurs, être inférieure à

30 000 personnes. Impressionnant, mais pas terrifiant, à l'image de DAL et de Droits devant, dont les principaux responsables (les professeurs Jacquard et Schwarzenberg, M<sup>re</sup> Gallot, Jean-Baptiste Eyraud, Jean-Claude Amara et Jacques Higelin) prônent la non-violence.

### RÉPONSE POSITIVE DES SYNDICATS

Les deux associations avaient arrêté le principe de cette manifestation il y a deux mois et leur appel tous azimuts – sauf exception des partis politiques – a été entendu. C'est un collectif fort d'une centaine d'associations, de mouvements et de syndicats qui l'a organisée, avec des répliques dans une quarantaine de villes de province. A quinze jours du premier tour de l'élection présidentielle, l'initiative du 8 avril devait constituer un test d'importance.

Selon un récent sondage, 62 % des Français estiment que la lutte contre l'exclusion occupe une place insuffisante dans les débats. C'est bien pourquoi le mouvement du 8 avril, qui se définit aussi comme « un contre-pouvoir de la société civile », entend exercer une pression sur la classe politique et sur les candidats présidentiels.

Pour la première fois, sans-abri, exclus, chômeurs et salariés devaient marcher côte à côte. La réponse positive des syndicats à l'appel de DAL et de Droits devant – notamment la confédération CGT et les syndicats d'enseignants – a été évidemment déterminante. Ce qui devait aussi marquer le cortège parisien, c'était son apparence festive, avec de nombreuses animations artistiques et une « télé de rue ». Des revendications spécifiques n'étaient naturelle-

ment pas absentes, comme la gratuité des transports pour les chômeurs, la Sécurité sociale pour tous, l'application de « la loi de réquisition » en matière de logement et l'extension du RMI aux jeunes âgés de 18 à 24 ans.

### L'ABSENCE DE L'ABBÉ PIERRE

Dès jeudi, de sa retraite normande, l'abbé Pierre avait adressé aux participants un message audiovisuel, assurant notamment : « Allez de l'avant : courage ! Devant nous est la nécessaire et seule belle guerre (contre la misère) pour que soient servis premiers les plus faibles. » Le fondateur d'Emmaüs promettait : « Si ma santé me le permet, je serai là avec vous. » Trop fatigué, l'abbé Pierre devait renoncer, samedi en fin de matinée, à ce voyage.

M. C.

## Des travailleurs sociaux amers et réduits à « bricoler »

« **NOUS DISTRIBUONS** des secours d'urgence. Nous organisons la file d'attente aux douches ou à la laverie. Nous coisons les gens dans des dispositifs... Nous leur appliquons un traitement de masse tout en sachant que cela ne règle rien. Jusqu'à quand allons-nous continuer à nous faire du mal ? » Ces propos de Philippe Cany, éducateur spécialisé, responsable de l'antenne Cln d'Orléans, à Troyes (Aube) – qui intervenait à la tribune d'un colloque consacré à « l'action sociale et la prévention » – se raient sans doute repris par de nombreux travailleurs sociaux, confrontés au déferlement de l'exclusion. « Nous posons seulement des cotoplasmes pour que les gens n'exploient pas », ajoute Joëlle Desbordes, chargée de l'insertion des RMistes au conseil général des Hauts-de-Seine. Cette stratégie du « cotoplasme » atteint aujourd'hui ses limites avec, constate-t-elle, la multiplication des « actes de violence individuels ».

Au premier rang de la lutte contre l'exclusion, confrontés à toutes les détresses individuelles, les travailleurs sociaux ont dû vague à l'âme. « Nous avons l'impression d'avoir tiré jusqu'au bout tous ces dispositifs d'assistance passive, mis en place par référence à une société de plein emploi

qui se dérobe », résume Bernard Quaratta, directeur de la Société dijonnaise d'aide par le travail (SDAT). « Toutes nos réponses sociales sont présentées comme temporaires. Elles excluent de fait tous ceux dont l'avenir n'est incertain. Même donner de l'argent n'a qu'un effet curatif de courte efficacité », estime Daniel Descelliers, éducateur parisien affilié à la Coordination nationale des collectifs d'assistants des services sociaux (Concass).

### LE RMI, « STATUT À LONG TERME »

Bien sûr, tout le monde en convient : « Il faut soutenir coûte que coûte tous ces gens qui ont dû peiner la tête hors de l'eau. Pour qu'ils puissent un jour saisir la bouée qui passe à leur portée », dit Dominique Cuny. Et la directrice du centre social de la caisse d'allocation familiale de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) d'ajouter : « Le RMI ne soigne pas, mais cela peut encore éviter qu'une grand-mère se fasse piquer son sac ! »

L'insertion de plus en plus hypothétique des bénéficiaires du revenu minimum suscite une grande amertume chez de nombreux travailleurs sociaux. Ils s'étaient, en 1989, « passionnés » pour ce dispositif, le premier à considérer le bénéficiaire « d'ors

so globalité et non plus scindé par problèmes ». Aujourd'hui, le RMI a contribué à conférer un statut aux exclus, mais comme si c'était une profession, s'inquiète Dominique Cuny, qui observe que des jeunes « revendiquent le statut d'alloco-taire, comme projet à long terme ». De plus, les « avantages » dont bénéficient les RMistes semblent parfois presque insupportables en regard de la situation d'autres populations : jeunes, chômeurs de longue durée, familles surendettées. « Les RMistes sont devenus des nantis de l'exclusion », souligne avec inquiétude Joëlle Desbordes.

Pour tous ceux qui ne peuvent en bénéficier, les travailleurs sociaux se plaignent d'être réduits à « bricoler ». Le travail en réseau ? Le partenariat ? « C'est la tarte à la crème ! », s'insurge Anne-Marie, assistante sociale en Bourgogne-Franche-Comté. « En fait, chacun travaille avec sa logique, son public, ses crédits. Dans cette foire d'emploie, le but de chaque service est de vérifier qu'une autre institution ne se passe pas plus compétente pour pouvoir lui repasser le bébé ! », s'empare une autre.

Quand les services de l'Etat, des conseils généraux, des communes se mettent à faire de l'action sociale, quand les associa-

tions caritatives « se professionnalisent de plus en plus », la situation devient vite ingérable. « On ne sait plus qui est qui, qui fait quoi », résume Bernard Quaratta en déplorant que cette situation favorise « le modisme institutionnel » des exclus. « Comment rappeler les règles minimales de vie en société ? », ajoute Jean-François Villard, directeur de la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence de l'Aube. « On engueule un gamin qui a fait une connerie, il s'enfuit et va se plonger dans la mission locale d'été qui lui donne 150 francs. C'est la solution de facilité pour l'un et la peur l'autre ! »

### ENTRÉE EN RÉGULARITÉ

Pourtant, tous les travailleurs sociaux constatent que les exclus, de plus en plus isolés, ont besoin d'un « référent ». « Même quand ils savent qu'on ne pourra pas leur trouver de travail ou de logement, les gens viennent nous voir, ne serait-ce que pour se situer, savoir comment vivent les autres », se félicite Marie, assistante sociale à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). « Les services sociaux apparaissent comme les derniers endroits où ils sont encore considérés comme des citoyens... »

« Toute aide, même très sociale, devrait

impliquer l'échange », ajoute Philippe Cany. En ce sens, le contrat d'insertion du RMI montre la voie à suivre, à condition de « ne plus laisser les gens en leur promettant une insertion professionnelle improbable ». De nombreux travailleurs sociaux s'inquiètent d'un « dévoiement » de l'accompagnement social, selon Daniel Descelliers, tend à uniformiser les exclus. « Certains enquêteurs de la CAF en arrivent à demander aux familles comment elles mangent, pour savoir si elles ne sont pas en train d'abuser leur RMI ! » Dans l'ensemble, les travailleurs sociaux sont convaincus qu'ils ne pourront pas « tout faire ». « Nous sommes entrés en résistance », aime à rappeler Marie, d'Aubervilliers. Jusqu'à ce que les pouvoirs publics engagent une réflexion sur « une prévention digne de ce nom ».

Valérie Devillechabrolle

★ Colloque « L'action sociale et la prévention » – organisé du 22 au 24 mars à Saint-Claude (Jura) par l'Union des centres communaux d'action sociale du Grand Est de la France, en collaboration avec l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée.

## Les zones d'ombre d'une évaluation statistique

Sans-abri, pauvres, exclus... Le flou des définitions et des méthodes d'estimation empêche une mesure précise des situations de détresse

« **UN MÉNAGE** » un toit ». Ce concept, observé-t-on au Conseil national de l'information statistique (CNIS), a prévalu en France pour établir toutes sortes de données socio-économiques. Il a prédominé dans le recensement de 1990, effectué par l'Insee, alors que la montée de l'exclusion était perceptible et que s'enlaçaient la cohorte des sans-logis. Dans le premier numéro (janvier 1995) de *Fondations*, nouvelle revue de la Fondation abbé Pierre pour le logement des défavorisés, Jean-Marie Firdion, de l'INED (Institut national des études démographiques), note « la faible sensibilité des résultats du recensement, amenés à des approximations dont on mesure mal les marges d'erreur, ce qui leur enlève toute crédibilité ».

### UN ÉCART DE 1 À 3

Or, bon nombre d'enquêtes se sont appuyées sur ces résultats, qui plus est en les extrapolant. C'est ce qui explique que les chiffres les plus variables aient été lancés. Aujourd'hui, aucune instance n'est capable de dire, au plus près, combien de personnes sont à la rue en France. L'imprécision est telle que l'estimation de la population des sans-logis varie du simple au triple : de 202 000, d'après le BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques), à 627 000 selon la Feantsa (Fédéra-

tion européenne d'associations travaillant avec les sans-abri), estimation sur laquelle il faut émettre toute réserve.

Ce décompte du BIPE date aussi de 1990, et il est basé... sur le recensement de l'Insee. C'est celui qui continue de retenir des organismes comme le Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées (dans son rapport 1994). Sur les 302 000 « exclus du logement », le BIPE a distingué à l'époque 98 000 personnes sans domicile fixe, 45 000 vivant dans des « obis de fortune » et 59 000 accueillies dans des centres d'hébergement, des foyers d'urgence ou des cités de transit. A l'évidence, les situations d'exclusion se sont multipliées en un lustre. Mais le chiffre de 400 000 à 500 000 sans-abri « permanents », couramment avancé par l'abbé Pierre et la plupart des responsables du mouvement humanitaire, n'a pas de fondement scientifique. Certes, cette dernière évaluation découle d'un certain nombre d'enquêtes réalisées depuis 1990 par des organismes sérieux : le CERC (Centre d'études des revenus et des coûts), aujourd'hui dissous, le Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), la CNAF (Caisse nationale d'allocation familiale), la Fnars (Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale), le SESEI (Service enquêtes et statistiques informatiques du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville), les conseils

économiques et sociaux régionaux, les CCAS (Centres communaux d'action sociale) et diverses associations de solidarité.

Mais, pour n'être pas inintéressantes, ces études ont le défaut, soit de se référer, encore et tou-

jours, au recensement de 1990, soit d'être trop partielles. De surcroît, il n'existe aucune instance qui aurait pu recouper et coordonner les résultats enregistrés. C'est pourquoi le réseau associatif Alerte a réclamé la création d'un observatoire statistique national. Une idée qui ne s'était imposée ni aux gouvernements des années 1990 ni aux principaux candidats à l'élection présidentielle, mais que ces derniers ont aussitôt adoptée.

### Cinq millions de pauvres ?

En termes de niveau de ressources, les statistiques ne sont pas plus récentes que celles concernant le logement. Le chiffre rond et commode et couramment avancé de cinq millions de « pauvres » ou d'« exclus » – mots employés indifféremment – émane de l'enquête Budgets des familles, réalisée par l'Insee en 1989. A cette date, l'Institut a fait état de 2 169 744 ménages vivant « avec un revenu disponible inférieur à 2 480 francs par mois par unité de consommation », somme retenue comme « seuil de pauvreté ». S'agissant de ménages, leur nombre a été arbitrairement multiplié par environ 2,5 pour obtenir celui des personnes... Le rapport de Christian Chassériau, établi pour le compte du ministère des affaires sociales, a, en novembre 1993, évalué, en croisant notamment les divers dispositifs d'insertion, à 1 400 000 le flot des « personnes en situation de grande difficulté sociale ».

jours, au recensement de 1990, soit d'être trop partielles. De surcroît, il n'existe aucune instance qui aurait pu recouper et coordonner les résultats enregistrés. C'est pourquoi le réseau associatif Alerte a réclamé la création d'un observatoire statistique national. Une idée qui ne s'était imposée ni aux gouvernements des années 1990 ni aux principaux candidats à l'élection présidentielle, mais que ces derniers ont aussitôt adoptée.

Les autres données relatives à la pauvreté et à l'exclusion ne permettent pas davantage d'appré-

hender correctement le phénomène. Il faut de nouveau avoir recours au travail du BIPE, avec les réserves déjà énoncées, pour dénombrer les mal-logés. Il y a cinq ans, ils étaient 1 429 000 à occuper des « logements hors normes », 470 000

à être domiciliés dans des « logements de substitution » (meublés et chambres d'hôtel) et 147 000 à vivre dans des « habitations mobiles » (surtout des gens du voyage). Soit, avec les 202 000 « exclus du logement », un total de 2 248 000 personnes.

Comme il paraît invraisemblable que la misère ait pu régresser de 1989 à 1993, l'ambiguïté réside dans les définitions : pauvres, exclus, sans-abri, défavorisés, personnes en difficulté, à faibles (ou sans) ressources, personnes démunies, sans-domicile-fixe, etc. La

tâche est complexe, mais un observatoire statistique – s'il voit le jour – devra dire clairement de qui et de quoi l'on parle. Aujourd'hui, on avoue ne pas trop savoir d'où provient l'affirmation, reprise par Alerte, selon laquelle « 12 à 13 millions de personnes vivent à peine au-dessus du seuil de pauvreté ».

### UN « SCHEMA D'INVESTIGATION »

Même les chiffres très officiels du chômage et du RMI (revenu minimum d'insertion) ne fournissent que des indications sur l'étendue de la précarité en France : 1 247 965 personnes au chômage depuis un an, et plus à la fin février 1995 (+ 10,7 % par rapport à la fin février 1994) sur 3 296 000 demandeurs d'emploi et 940 000 bénéficiaires du RMI (dont 833 000 en métropole) à la fin décembre 1994. Beaucoup d'enquêtes ont, depuis 1990, pris pour base le nombre de RMistes, alors que les gens vivant actuellement dans la rue sont loin d'être tous titulaires de cette allocation.

D'autres indices sont plus éloquent. Il passe environ 500 000 personnes par an dans les quelque 700 CHRS (centres d'hébergement et de réadaptation sociale). La fédération française des banques alimentaires a distribué aux associations 2 500 tonnes de denrées supplémentaires de 1993 à 1994 et les Restaurants du cœur ont fourni 40 % de repas en plus de l'hiver 1993-1994 à l'hiver 1994-1995.

Le rapport sur « la grande pauvreté », que doit présenter Gene-

viève de Gaulle, présidente d'ATD-Quart monde, les 23 et 24 mai en séance plénière du Conseil économique et social, n'a pas été conçu pour apporter de nouveaux éléments chiffrés. Il se situe dans le prolongement du rapport de 1987 du Père Joseph Wróblewski, membre fondateur de cette association. Il conviendrait, pourtant, de remettre à plat l'instrument statistique.

Le CNIS s'y emploie pour partie. Cet organisme a constitué, en octobre 1994, un groupe de travail de 250 personnes (représentatives, en particulier, des administrations et des associations), dirigé par Pierre Calame, président de la fondation pour le progrès de l'homme. Le CNIS, qui est avant tout « producteur de méthodologie », doit élaborer un « schéma permanent d'investigation ». Les « premiers éléments » en seront présentés à son assemblée plénière de juin, et l'ensemble devrait être prêt « fin 1995, début 1996 ». A partir de ce schéma, une enquête exhaustive sur l'exclusion pourra alors être entreprise par les services publics, dont les résultats ne seront vraisemblablement pas connus avant 1997. Encore faut-il que la tâche soit menée à bien. Car, depuis 1990, il est difficile de dire que les gouvernements successifs ont eu la volonté politique de savoir exactement combien la société française avait secrété de laissés-pour-compte.

Michel Castaing

مركز الأمل



## Les syndicats de la FSU s'interrogent sur l'évolution du métier d'enseignant

Les congrès du SNES et du SNUIPP ont abordé la réforme du collège et les rythmes scolaires

Les deux principaux syndicats d'enseignants de la Fédération syndicale unitaire (FSU), le SNES (second degré) et le SNUIPP (instituteurs et pro-

fesseurs d'école) ont, chacun de son côté, tenu leur congrès du 3 au 7 avril. Le SNES a fortement critiqué la réforme du collège qu'il quali-

fie de « parodie », alors que le SNUIPP entend dissocier le temps de service des maîtres de l'horaire des élèves.

DEUX ANS après l'éclatement de la FSU, les deux syndicats leaders de la nouvelle Fédération syndicale unitaire (FSU), née de la scission de décembre 1992, affichent une assez belle santé. Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), qui regroupe les professeurs des lycées et collèges et revendique plus de 77 000 adhérents, n'a rien cédé à son concurrent de la FSU, le Syndicat des enseignants (SE), qui ne parvient pas à « mordre » sur l'enseignement secondaire ; le jeune SNUIPP, qui en annonce 47 000, serre désormais de près. L'avantage pris par la FSU aux dernières élections professionnelles, puis les récents mouvements de grève et manifestations assez massivement suivis par la profession enseignante, mais boudés par la FSU, ont nettement creusé la différence. Invité au congrès du SNES, Marcel Payvat, secrétaire général du syndicat des chefs d'établissement (SNPDEN), a porté un coup supplémentaire à la FSU en annonçant que son syndicat ne se présenterait pas sous cette étiquette aux prochaines élections

professionnelles. Reste que la tenue d'un congrès à quelques semaines d'une élection présidentielle est un exercice difficile. C'est sans doute ce qui a conduit les deux syndicats à donner un contenu très professionnel aux débats de leur congrès, après les mises en garde politiques de rigueur exprimées par les deux secrétaires généraux, Monique Vuillat, pour le SNES, et Daniel Le Bret, pour le SNUIPP. Le SNES, qui se réunissait à Reims, avait choisi comme thème d'étude « Vivre le métier aujourd'hui » et le SNUIPP avait organisé, en clôture de son congrès, un débat public sur « L'évolution du métier d'instituteur ».

PARODIE « Dans plus de force à nos propositions, qui sont incomplètes et fragiles si elles se situent seulement sur le terrain des structures, des moyens et des grands principes généraux sur la formation des maîtres », a lancé Monique Vuillat, à Reims, pour justifier le choix du thème central du congrès du SNES. Chez les pro-

fesseurs, outre le souci exprimé par certains de réfléchir davantage aux contenus de l'enseignement, le débat s'est largement polarisé sur la réforme du collège, expérimentée cette année en classe de sixième dans 368 établissements. A la quasi-unanimité de ses 502 délégués, le SNES a adopté un texte qualifiant de « parodie » la consultation sur les nouveaux programmes de sixième qui vient d'être lancée par le ministère. Le syndicat fustige les « délais trop courts », l'absence « d'un cadre clair définissant les cycles et les horaires » et « une réglementation sans précédent des horaires ». Les études dirigées prévues dans la réforme des classes de sixième, précise encore le texte adopté par le congrès, « ne doivent être encadrées par des enseignants volontaires dans le respect de leur qualification ».

Le SNES, qui a toujours manifesté une totale hostilité à l'idée des contrats d'association à l'école de François Bayrou censés permettre de confier certaines tâches dans les établissements scolaires à des chômeurs diplômés, prend ainsi date,

du même coup, avec Jacques Chirac, qui a, lui aussi, évoqué cette possibilité dans son programme électoral. Monique Vuillat a d'ailleurs, à propos de Jacques Chirac, violemment critiqué son idée « de magogique et dangereuse » d'un référendum sur l'éducation.

Le SNUIPP pour sa part, a rappelé, à Vaulx-en-Velin, sa volonté de dissocier le temps de service des maîtres de l'horaire des élèves. Au lieu des vingt-six heures actuelles, le syndicat réclame un abaissement à vingt-quatre heures d'enseignement (dont trois heures de concertation) et il souhaite remettre en cause « le tabou de la polyvalence des maîtres ». Cette évolution radicale du métier d'instituteur est, pour le syndicat, « une condition pour inventer d'autres rythmes pour les élèves ». L'argument n'a pas pleinement convaincu l'auditoire de chercheurs et de personnalités appelés à la rescousse, en premier lieu Bernard Borecki, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE).

Christine Garin

## Rejet d'une requête des avocats d'Alain Carignon

LA CHAMBRE d'accusation de la cour d'appel de Lyon a rejeté, vendredi 7 avril, une requête des avocats d'Alain Carignon visant à annuler l'instruction ouverte contre le maire RPR de Grenoble et ancien ministre écroué pour corruption. La défense faisait valoir que M. Carignon avait été ministre de 1986 à 1988, puis de 1993 à 1994, son cas relevait de la Cour de justice de la République et non pas d'une juridiction de droit commun. La chambre a estimé que les faits reprochés au maire de Grenoble « n'étaient pas en relation avec ses activités de ministre » et que le juge Philippe Courroye était compétent pour instruire ce dossier. La justice reproche à Alain Carignon, qui est en prison depuis le 13 octobre 1994, d'avoir reçu environ 20 millions de francs en échange de l'attribution du marché de l'eau de la ville de Grenoble au groupe lyonnais Merlin et à la Lyonnaise des eaux.

### DÉPÊCHES

■ **AFFAIRES** : le maire RPR de Falpe-d'Huez (Isère), Jean-Guy Cuyllard, reste en prison. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble a rejeté, vendredi 7 avril, une demande de mise en liberté de M. Cuyllard, qui a été trésorier du RPR de l'Isère de 1970 à 1990 et est soupçonné d'avoir touché des pots-de-vin de sociétés du BTP. Il a été mis en examen, le 8 février, pour « corruption passive et complicité et recel d'abus de biens sociaux » et écroué à la prison d'Alton (Savoie). Selon M. Jean-Louis Abad, l'un de ses avocats, M. Cuyllard est soupçonné d'avoir perçu des fonds qui ont servi au financement du RPR et du PR de l'Isère. « Il y a absence de corruption et d'enrichissement personnel », a-t-il assuré.

■ **SUBORNATION** : Jean-Jacques Weber, député UDF-CDS et président du conseil général du Haut-Rhin, a été mis en examen pour subornation de témoin par le tribunal de grande instance de Colmar, à Indiqué, vendredi 7 avril, son avocat, Thierry Moser. M. Weber, est accusé de malversations dans plusieurs affaires : voyage organisé à l'étranger, étude de câblage du département. Selon la justice, il aurait exercé des pressions morales sur un employé du conseil général. Pour M. Moser, « ces accusations ne tiennent pas la route ».

■ **ASSISES** : impliqué dans le meurtre du curé de Castillon-la-Bataille, Georges Guellard, vingt-quatre ans, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité vendredi 7 avril par la cour d'assises de Bordeaux. Le jeune homme était considéré comme l'auteur des coups mortels portés à l'abbé Jean-Pierre Sarl. Stéphane Diamante, son complice, qui a toujours nié avoir frappé le prêtre en février 1992, lors d'un cambriolage, devra purger une peine de douze ans de réclusion criminelle.

## Religio, le premier Salon international de la foi

### CHARTRES

Puissamment, une volée de doches rappelle à l'ordre le visiteur des Pentecôtes. Ici, on ne pénètre pas dans un Salon professionnel comme les autres. Les hôtes d'accueil en tailleur, le rituel des badges, les défilés des pions que l'on accumule dans des sacs plastiques, tout cela ne doit pas faire illusion. Il y a quelque chose de plus profond, d'« immatériel », que sont chargées d'évoquer une persistante odeur d'encens, la musique d'orgue, la moquette violette et les télévisions en boucle « Le Jour du Seigneur ». Aux croisements des allées de Religio - le premier « Salon professionnel des objets de culte et des fournisseurs des églises et du monde chrétien », qui se tient à Chartres du jeudi 6 au samedi 8 avril - point de bousculades. Des moines pieds nus dans leurs sandalettes de cuir croisent des religieuses en groupe, floppées de cols Claudine-jupes plissées autour de la cinquantaine marchant lentement, l'air préoccupé.

« Il y a deux Salons, en Italie près de Venise et en Suède, à Göteborg, mais ils sont destinés aux marchés locaux. En revanche, nous avons une vocation internationale et nous réunissons catholiques, protestants et orthodoxes », précise l'organisatrice de Religio, Nicole Peyromnet-Le Martin. « Deux ou trois grosses entreprises sont en situation de monopole » sur le marché français de l'objet de culte, évalué à 2 milliards de francs par an. « Les petits artisans ne sont jamais en contact direct avec leur clientèle. Le Salon va amener un peu de transparence, permettre de comparer et de rééquilibrer les prix », explique-t-elle.

### UN VRAI BESOIN

Religieux, mais aussi gestionnaires de maisons de repos ou de retraite et d'écoles catholiques : 6 000 professionnels sont attendus par 208 exposants de onze nationalités. Un « comité d'éthique », constitué de représentants des différentes confessions chrétiennes, a eu pour mission de veiller à la « rectitude religieuse » des exposants. « Afin d'éviter les viages aux yeux clignotants, les Saint-Antoine qui lèvent le bras quand on leur glisse une pièce, et surtout l'entrisme des sectes, dont nous avons repoussé deux représentants, un orfèvre et un fabricant de textiles », explique M. Peyromnet-Le Martin, qui a également tenu à ce que Tréca-Damopillo, qui expose des lits, se limite aux couchages une place. « Ils nous ont avoué que certains avaient un système d'accroche, pour être doublés éventuellement, mais ont promis que ce serait exposé très

discrètement ». Dans son blason d'aviateur, le jeune Père Christian-Marie estime que ce Salon « répond à un vrai besoin ». « D'habitude, nous nous repassons discrètement des noms de magasins. Ici, c'est un peu le Lecteur de la religion, mais ce n'est pas gênant. Cela montre que nous existons, que nous faisons partie du monde moderne. » Sœur Jean-Baptiste, chargée de l'équipement matériel du monastère bénédictin du Bec-Hellouin (Eure), est ravie elle aussi. « Cela va me simplifier la tâche parce qu'au Salon Equip'hôtel, à la porte de Versailles, on ne trouve pas tout. » Elle a profité de sa visite pour faire le tour des fabricants de cierges. Une véritable initiation à l'espionnage industriel. « Nous en produisons nous aussi, et cela peut nous donner des idées... »

Car les tendances les plus récentes de la mode culturelle apparaissent ici, de l'angelot à ailes dorées, qui annonce, du haut de son usage pallié, le retour du baroque, à l'icône, signe de foi plus discret que le crucifix pour un intérieur. Côté mobilier, « l'heure est au dossier réversible, selon la maison Stella. Il permet de changer de sens sans changer la position du banc, ce qui est très pratique pour les concerts. » Les sièges tapissés velours ? « Trop chers. » Les prie-Dieu ? « On n'en vend plus, sauf pour les monastères. » Même l'agneauiller serait menacé. Chez Martineau, spécialiste du bijou religieux, qui propose porte-cierges et amants décoratifs à l'effigie de la Sainte Vierge, on note que les croix se font plus fines et plus dépourvées, que le chapelet vit une seconde jeunesse, et que sainte Rita, la sainte des causes désespérées, n'a jamais aussi bien marché. Ponsard et Dumas, spécialiste du costume ecclésiastique traditionnel, qui avait dû se rabattre un temps sur la robe de magistrature, vend 200 ou 300 soutanes l'an depuis quatre ans.

« C'est très joli, cette chasuble. Mais le col droit, ça ne fait pas un peu protestant ? » s'inquiète un prêtre, chez le Belge Slabbinck, selon lequel « aubes et étoles se vendent mieux que les chasubles, pour une question de prix ». A regret, l'on passera trop vite chez SIP Voyages et leur alléchante « croisière de l'Apocalypse » avec inscription en individuel ou par paroisse, les champagnes Mailland, qui lancent un vin de messe, les chauffages Deleste, pour qui « tout va bien puisque, avec les élections municipales, les paroissiens font pression sur les maires ». Et devant le stand du Crédit lyonnais, en attente d'un miracle.

Pascale Krémer

EN AVRIL CHEZ CITROËN

**SI VOTRE VOITURE NE VAUT PLUS RIEN, ELLE PEUT ENCORE VOUS RAPPORTER BEAUCOUP.**



**AVEC CITROËN GAGNEZ JUSQU'À 15 000 F**

Si vous bénéficiez de l'aide de l'Etat, Citroën ajoute jusqu'à 6 000 F pour l'achat d'une AX, jusqu'à 8 000 F pour une ZX, 10 000 F pour Xantia et Evasion.

du 1 au 15 avril, si vous ne bénéficiez pas de l'aide de l'Etat, Citroën vous offre une remise sur toutes les Xantia de :

**10 000 F**

CITROËN présente TOTAL

## Paris-Roubaix demeure un des fleurons de la Société du Tour de France

L'organisateur a multiplié les créations de courses cyclistes bien au-delà des frontières

Dimanche 9 avril, 186 coureurs vont s'élancer pour la 93<sup>e</sup> édition de Paris-Roubaix. Une « classique », comme disent les spécialistes, où les

53,7 kilomètres de secteurs pavés vont fournir leur lot d'émotions fortes et, sans doute, de chutes. La Société du Tour de France, organisa-

teur de l'épreuve, ne se contente pas de gérer des courses dans l'hexagone, elle utilise aussi son image pour exporter.

« **REINE des classiques** » pour les publicités, « **enfer** » pour le plus grand nombre, « **connée** » pour Bernard Hinault qui l'emporta en 1981, Paris-Roubaix fait partie des courses qui salissent un maillot mais enjolivent un palmarès. La quatre-vingt-troisième édition, dimanche 9 avril, nourrit le coup sûr le mythe. Il est possible que les pavés boussoiniers et mal équilibrés apportent leur lot de drames, de souffrances et d'anecdotes, et probable que les organisateurs se fassent à nouveau traiter de « **criminel** » par des coureurs à bout de force.

Ces « **criminel** » appartiennent à la Société du Tour de France. Un nom qui sonne comme un autre Brocéliande, un vivier de légendes plus riche encore, propre à nourrir l'imagination même des plus pâles émules d'Antoine Blondin. En 1903, lors du premier Tour, l'unique officiel, Géo Lefèvre, journaliste à « **L'Auto** », était tout à la fois directeur de course, commissaire, juge et chronométrateur : le Pygmalion se déplaçait au fil des étapes en train et à bicyclette. L'épopée était née. Aujourd'hui, la Société du Tour de France emploie quarante-cinq personnes à plein temps et de cent à deux cents intérimaires sur les compétitions. Elle réalise 170 millions de francs de chiffre d'affaires et un coquet bénéfice qu'elle ne « **communiqu** » pas.

Avoir dans son patrimoine un monument historique vous rend forcément respectable. Quand on est une société, il est également naturel de vouloir en tirer profit. « **Le Tour est pour nous un formidable levier, une locomotive** », admet Jean-Marie Leblanc, le directeur général. Fort d'une réputation et d'une logistique à nulle autre pareille,

l'entreprise-filiale d'ASO (Amaury Sport Organisation), qui dépend elle-même du groupe Amaury qui possède **L'Equipe** et **Le Parisien**, s'est lancée dans une politique de rachat et de création d'épreuves jusqu'à devenir le premier organisateur au monde. La Société contrôle aujourd'hui une dizaine de grandes compétitions sur route. Jean-Marie Leblanc jure ses grands dieux ne pas être attiré par le seul appât du gain. Les gens qui le fréquentent lui donnent aisément ce crédit. Nommé directeur des compétitions en 1988, puis directeur général en 1993, l'homme de confiance de Jean-Claude Killy, le président, vit depuis toujours par et pour le peloton. Il est de cette famille nomade, de ce grand cirque ambulatoire qui a bien du mal à vivre. « **Je suis un passionné de cyclisme, j'y ai passé toute ma vie, explique cet ancien coureur et journaliste sportif qui, pendant ses rares vacances, part à vélo avec des amis. Co me fait mal au ventre de voir des courses disparaître.** »

UNE MULTINATIONALE. Alors il rachète et, dans un milieu cycliste qui compte ses sous comme s'il s'agissait de pépites, affiche une santé insolente. Partout les organisateurs vivent. « **C'est de plus en plus difficile. On voit que c'est que d'économiser** », admet Josette Leulliot, dont la société, Monde Six, a peine 7 millions de francs de chiffre d'affaires, gère notamment Paris-Nice. « **Heureusement que nous avons la passion. Sinon, on peut dire qu'on s'embête pour pas grand-chose** », résume Jacques Durand, responsable des Quatre Jours de Dunkerque. Investissement après investissement, la Société du Tour de France,

entreprise par essence hexagonale, s'est muée en multinationale. En s'appropriant en 1990 les deux classiques ardennaises, la Flèche wallonne et Liège-Bastogne-Liège, elle a mis un pied en Belgique, « **un petit pays** » selon Arsène Van Haeren, président du Royal Pesant Club cycliste liégeois. « **Pour organiser une épreuve de la coupe du monde, nous devons un peu juste** », explique-t-il pas vraiment mécontent d'être épaulé par ce partenaire et « **tout son charroi** ».

Les acquisitions sont déficitaires, mais ne le restent pas forcément longtemps, toujours grâce au Tour, qui assure les trois quarts des revenus, et à ses rentrées publicitaires inépuisables. Les gros partenaires savent pertinemment que, pour voir flotter leur drapeau sur le Tour, il leur faut aussi afficher les pires coquilles de noix. Fiat, qui, grâce à une tergiversation de Peugeot, lui a arraché une exclusivité pourtant ancestrale sur le Tour, sait que la marque française ne s'est jamais pardonnée cette bêtise. Aussi les Italiens ne rechignent pas aux millions et sont présents sur toutes les manifestations organisées par la société. De même pour Coca-Cola, ou le Crédit lyonnais, qui jusqu'à une date récente se présentait comme « **la banque du Tour** ».

La publicité assure 53 % des recettes. Les contributions des municipalités en assurent encore 16 %. La aussi la concurrence est rude. Chaque année présentent leur candidature trois fois plus de communes qu'il n'y a d'étapes. Les droits de télévision assurent encore 30 % du chiffre d'affaires. Le service public achète au prix fort la retransmission du Tour de France,

car la ménagère de moins de cinquante ans et son mari en raffolent. Les cent dix heures de direct sont suivies, en moyenne, par près de quatre millions de téléspectateurs en France et sont revendus dans 150 pays. En échange, France 2 et France 3 consentent à payer la diffusion des autres épreuves cyclistes de la Société quand, ailleurs, elle le fait sans bourse délier.

Grâce en grande partie à la télévision, les exploits champêtres dans la douce France ont pris valeur universelle. A force d'être sollicité par les pays riverains et même lointains pour que la Grande Boucle fasse une incursion dans leurs terres, le directeur général a décidé de lancer, au sortir de l'épreuve, des critères dans de grandes villes étrangères, en y emmenant une partie du plateau. Moscou est prévue dès cette année. Lisbonne, Copenhague et bien d'autres capitales devraient suivre.

Le Tour de France a fait le tour du monde. Jusqu'en Chine, où, à la fin du mois de mars, Jean-Marie Leblanc accompagnait Daniel Baal, président de la Fédération française de cyclisme, à l'invitation des autorités locales. Dans ce pays de vélo mais point encore de cyclisme, les deux hommes ont réfléchi à un éventuel soutien logistique, et à une participation en 1996 à l'organisation d'une grande épreuve de masse avec la présence de champions mondiaux. « **Je suis fier que l'on s'adresse à nous, explique Jean-Marie Leblanc. Quand on s'appelle la Société du Tour de France, on a le devoir de conseiller, de former, d'aider. Nous avons une image de marque à défendre.** » De Roubaix à Pékin.

Benoît Hopquin

## Fabrice Santoro en demi-finales du tournoi de tennis d'Estoril

ESTORIL, tout près de Lisbonne, le soleil à midi, les courtiers du vieux court central façon cloître et la terre battue ramènent le tennisman Fabrice Santoro à ses sensations. « **Parce que c'est sur cette surface que son jeu s'exprime au maximum** », explique Laurent Raymond, son entraîneur depuis dix-huit mois. « **Parce que, grâce à la bienveillance du colonel Diaz, du bataillon de Joinville, je suis un soldat libre jusqu'à la fin de Roland-Garros** », rayonne le toulonnais. En février, à peine débarqué de l'Open d'Australie, il endossait l'uniforme de l'unité réservée aux sportifs de haut niveau et intégrait une chambre de bidasses. Des démaris du deuxième classe Santoro, Fabrice sourit désormais : « **Je vivais seul en gagnant ma vie depuis huit ans, j'ai pris des habitudes de confort et de liberté, alors les débuts étaient un peu durs** ».

Après six défaites au premier tour en huit tournois cette saison, Santoro a respiré enfin. C'est décidé, jusqu'à la fin de l'année, il se cramponne à la raquette de ses débuts. Même si son sponsor en arrête la fabrication, « **on essaiera d'en approvisionner une autre progressivement d'ici là** », assure Raymond. « **Je veux avoir l'esprit libre et gagner des matches** », renchérit Santoro. Vendredi 7 avril, il s'est qualifié pour les demi-finales du tournoi d'Estoril en battant l'Autrichien Schaller (6-4, 6-3). Fabrice fait sa mue. (Correspondance.)

■ L'équipe de France féminine pour le match du premier tour du groupe mondial de la Coupe de la Fédération contre l'Afrique du Sud, les 21 et 22 avril à Metz, a été désignée, vendredi 7 avril. Cette équipe, dont la capitaine sera Françoise Durr, comprendra Mary Pierce, Julie Halard, Nathalie Tauziat et Alexandra Dechaume-Balleret. Sandrine Testud a été retenue comme partenaire d'entraînement. (AFP)

■ BASKET-BALL : le joueur de Pau-Orthez Howard Carter a été libéré, vendredi 7 avril, à l'issue d'une garde à vue de 72 heures au Havre, mais passera en jugement le 25 avril pour usage et acquisition de stupéfiants. Le basketteur d'origine américaine avait reconnu ces délits au cours des interrogatoires, affirmant qu'il aurait pris contact par hasard avec les cinq revendeurs appréhendés avec lui, mardi 4 avril, au Havre. Le club a décidé « **sa mise à pied conservatoire à effet immédiat pour permettre de régulariser la procédure dans le respect du code du travail** ». (AFP)

■ HANDBALL : Jean-Claude Tapie, président de l'OM-Vitrolles, a été suspendu de fonctions officielles pendant un an, vendredi 7 avril, par la commission de discipline de la Fédération française de handball (FFHB). A cette interdiction d'un an de tribune officielle, vestiaire et terrain avec période probatoire de trois ans, s'ajoutent deux amendes de 46 000 francs et de 30 000 francs. Lors du match de championnat de France décisif pour le titre contre Montpellier, le 23 mars, le dirigeant a été jugé coupable de violences envers un arbitre ainsi que d'insultes, crachats et bousculade. (AFP)

■ VOILE : le navigateur italien Giovanni Soldini (Kodak), qui occupait, vendredi 7 avril, la tête dans la classe 2 de la quatrième et dernière étape du BOC Challenge, dont le départ avait été donné dimanche 2 avril à Punta del Este (Uruguay), prévoit de faire escale à Vitória (Brésil) à la suite d'une rupture de bas-étai. Le Français Christophe Augulo (Scota Calberson) est en tête de l'étape et du classement général dans la classe 1.

### RÉSULTATS

FOOTBALL  
CHAMPIONNAT DE FRANCE  
division 1  
22<sup>e</sup> journée  
(Match avancé)  
Lyon-Lens

HOCKEY SUR GLACE  
CHAMPIONNAT DE FRANCE  
Finale retour  
Rouen-Trouville  
(Match avancé)  
Rouen champion de France

4-3 (a.p.)  
3-3

### CARNET

#### AU CARNET DU MONDE

##### Naissances

- Jean-Louis MÉNARD et Pascale, née WENDLING, ont la joie d'annoncer avec Sophie, la naissance de leur fils.

##### Charles

Lyon, le 29 mars 1995.

##### Erratum

- Angélique et Jean-François PÉLISSIER DU RAUSAS auraient été heureux d'annoncer les naissances de

##### Marine

le 3 janvier 1995, chez

Matthieu et Sophie.

##### Frédérique

le 17 janvier 1995, chez

Etienné et Véronique.

##### Isabelle

le 20 mars, chez

Christophe et Inès.

Elles sont les amies-petites filles de

Georges et Nicole ROSTAND.

(Le Monde du 6 avril 1995.)

##### Décès

- M<sup>me</sup> Nina Namber, son épouse, le docteur Michel Namber et Madame, ses enfants, Les familles parentes et amies, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Eugène Gdalla NOMBER,

ingénieur chimiste ECB,

créateur de la section

Chimie-ORT Maroc.

survenu le 6 avril 1995, dans sa quatre-vingt-troisième année.

On se réunira le lundi 10 avril, à 15 heures, à l'entrée du cimetière parisien Montparnasse.

167, rue de la Convention, 75015 Paris.

- Dieu a rappelé à lui

##### Charlotte BORTHEYRE

le 5 avril 1995, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Marina Storage, sa fille.

Renaud, Valérie, Mirentchu, Aude, Axel, Ariane, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Véronique Marin La Meslée, Michel de Haro.

Les familles Storage, Marin La Meslée, De Haro, Delays, Félis, Piquet, la recommandent à vos prières.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Elle a rejoint dans la paix Florence et Thibaut.

3, avenue Pierre-Grenier, 92110 Boulogne.

Cet avis tient lieu de faire part.

- Landuneez, Barcelone, Brest.

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de

M. Michel CARVALLO

survenu à l'âge de soixante-neuf ans.

De la part de ses enfants, petits-enfants et de toute la famille.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en l'église de Landuneez.

P.F. Couvignier, Porpoeder, Tel. 98-88-10-74.

- Le temps de mon départ approche, j'ai combattu le bon combat, j'ai achevé ma course, j'ai parlé la foi.

Second épître de Paul apostre à Timothée, chapitre IV, verset 7.

Anno-Henriette CÉTINGER

s'est éteinte dans sa cent troisième année.

De la part des familles Marin du Gard et Cétinger.

Les obsèques auront lieu lundi 10 avril, à 15 heures, au cimetière d'Orion (Pyrénées-Atlantiques).

- On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Paris, le 5 avril, après une maladie supportée pendant de longues années avec discrétion et un grand courage de

Sheila Mary HAGGIS

née Hellewell,

épouse tant aimée de Bernard Murray HagGIS, décédée.

Elle était jusqu'à ses dernières années directrice chargée des services de l'enseignement des sciences à l'Unesco.

On se réunira au cimetière du Père-Lachaise le mercredi 12 avril, à 10 h 45.

Ni fleurs ni couronnes mais des donations pour la recherche contre le cancer peuvent être adressées en souvenir de Sheila à la SONOEF, 63, avenue Foch, 92150 La Garenne-Colombes, ou à CRAC, service d'oncologie médicale, hôpital Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital, 75005 Paris.

Un service à sa mémoire sera célébré à Paris ultérieurement.

- M<sup>me</sup> Christiane Pineau, son épouse,

Charles-Henry Pineau-Faure, son petit-fils,

M. Claude Pineau,

M. Alain Pineau,

M. Gilbert Pineau,

M<sup>me</sup> Danièle Dantillat, ses enfants,

Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M. Jean-Pierre Giraudoux, son frère,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian PINEAU,

ancien ministre,

grand officier de la Légion d'honneur,

compagnon de la Libération,

Croix de guerre 1939-1945,

survenu le 5 avril 1995, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 11 avril 1995, à 9 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris (7<sup>e</sup>).

- Le comité directeur, Et le bureau national du Mouvement de résistance (Libération Nord), font part, avec la plus vive peine, du décès de

M. Christian PINEAU,

compagnon de la Libération,

président du Mouvement dont il fut l'un des fondateurs en octobre 1940.

4 bis, avenue Hoche, 75008 Paris.

(Le Monde du 7 avril.)

- Jean Pierre-Bloch, président d'honneur, Pierre Aldenbaum, président national, Et les membres du comité directeur de la LICRA,

ont le regret de faire part du décès de

Christian PINEAU,

membre du comité directeur de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA).

- La Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes a la tristesse de faire part du décès de

Christian PINEAU,

ancien député de la FNDIRP, ancien député de la Résistance à Buchenwald,

grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération,

président du Comité des chefs de réseaux de la France combattante, président de Libération Nord, vice-président de la Fondation pour la mémoire de la déportation, ancien ministre des affaires étrangères,

survenu le 5 avril 1995 dans sa quatre-vingt-onzième année.

Un service religieux sera célébré le mardi 11 avril, à 9 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, et sera suivi d'une cérémonie militaire dans la cour d'honneur de l'hôtel des Invalides.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien du Père-Lachaise.

Présence souhaitée à 8 h 30.

FNDIRP, 10, rue Leroux, 75116 Paris.

- L'Académie diplomatique internationale a la tristesse de faire part du décès de

M. Christian PINEAU,

ancien ministre des affaires étrangères,

vice-président de l'Académie diplomatique internationale, grand officier de la Légion d'honneur,

compagnon de la Libération, Croix de guerre 1939-1945,

survenu le 5 avril 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 avril, à 9 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris (7<sup>e</sup>).

4 bis, avenue Hoche, 75008 Paris.

(Le Monde du 7 avril.)

#### Services religieux

- Une cérémonie à la mémoire de

Raymond D. PINTO

sera célébrée le 12 avril 1995, à 18 h 45, à la synagogue Union libérale israélite de France, 24, rue Copernic, Paris-16<sup>e</sup>.

#### Anniversaires

- Dans la nuit du 7 avril 1986, sur la route d'El Arrouch, Algérie, nous quittons accidentellement

Agoune CHÉRIFA,

née Bourzouma.

Pour ceux qui l'ont connue et aimée, elle reste extraordinairement présente.

Ses enfants et petits-enfants.

- Pour le quatrième anniversaire de la mort de

Jean-Michel DÉTROVAT,

rappelé à Dieu le 9 avril 1991, une pensée toute particulière est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

- Le 10 avril 1989,

Claire LISLE

s'endormait dans l'espérance de la Résurrection.

Ayez une pensée ou une prière pour elle, et pour ceux qu'elle aimait.

- Il y a cinquante ans, le 9 avril 1945, tombai, en Allemagne, au cours d'une mission volontaire, à l'âge de vingt et un ans.

André WEISMANN,

polytechnicien 1943,

Médaille militaire,

Légion d'honneur,

Croix de guerre.

D<sup>re</sup> Suzanne Weismann,

sa mère,

Claude et Florin Abélès,

sa sœur et son beau-frère,

leurs enfants et petits-enfants,

Sa famille,

Ses amis,

167, boulevard du Mourparnasse, 75006 Paris.

#### Souvenirs

- Le 18 juin 1993,

Emmanuel GAPIYISI,

ingénieur,

ancien secrétaire général du ministère de travaux publics du Rwanda,

cofondateur et directeur du bureau d'études Africonsult,

mourait assassiné à Kigali.

En avril 1994 :

Emmanuel BAHIKILI,

économiste,

ancien secrétaire général du ministère rwandais du Plan,

expert au bureau d'études Africonsult, Et sa famille.

Charles KALINJABO,

juriste,

doyen de la faculté de droit de Kigali, expert du PNUD,

Jean MUSONI,

architecte-urbaniste,

associé du bureau d'études Africonsult, Et sa famille.

Narcisse MUYAMBARAGA,

économiste,

ancien secrétaire général du ministère de la jeunesse du Rwanda.

Benoît MURAKAZANDEKWE,

directeur financier des Banques populaires du Rwanda.

Emmanuel NGANGO,

avocat,

président de l'Assemblée nationale du Rwanda,

Et sa famille.

Ignace RUATANA,

économiste, journaliste,







**HAUT RISQUE** Les conseils d'administration de la Compagnie générale des eaux et de la Compagnie immobilière Phénix, sa filiale, ont arrêté les conditions de l'offre

publique d'échange entre les titres CGE et CIR. Une opération justifiée par la débandade de l'immobilier, qui s'est traduite pour la filiale par un déficit de 2,29 milliards de francs

en 1994. ● LES ACTIONNAIRES qui y souscriront bénéficieront d'une prime de 20 % par rapport à la parité des cours des derniers jours. L'OPE devrait se dérouler entre le

26 avril et le 18 mai. Le capital de la CGE ne serait dilué que de 2 % et l'impact sur le bénéfice sera limité à 1 %. ● CETTE OFFRE, de nature technique, n'évitera pas à la Géné-

rale des eaux les complications judiciaires relatives aux affaires dans lesquelles sa filiale est impliquée. Ni une recapitalisation de la CGE de plus de 2 milliards de francs.

## La Générale des eaux absorbe Immobilière Phénix, en lourdes pertes

Pour assumer les conséquences financières de la stratégie aventureuse de sa filiale, la compagnie présidée par Guy Dejouany propose une offre publique d'échange sur la base d'une action CGE pour huit titres CIP

**SOUCI D'IMAGE** et de crédibilité... Secouée par les frasques de sa filiale la Compagnie immobilière Phénix (CIP), la Générale des eaux a décidé de boire le calice jusqu'à la lie. Et d'assumer seule le gros des conséquences d'une société emportée par la débandade de l'immobilier. Le déficit net consolidé 1994, part du groupe, annoncé vendredi 7 avril, ne dépasse-t-il pas 2,29 milliards de francs, loin du trou de 1,65 milliard « espéré » en janvier (Le Monde du 20 janvier)...

En proposant une OPE sur les actions de sa filiale, le groupe de Guy Dejouany ouvre donc une porte de sortie, généraleuse semble-t-il, aux actionnaires minoritaires de sa filiale qu'elle n'a pas su contrôler. « L'offre est attractive, elle honore la Générale des eaux », a lâché, satisfait, l'un des administrateurs réunis en conseil, pour arrêter les comptes et approuver les modalités de cette offre.

Les comptes de la CIP, dirigée directement depuis le limogeage de Jean-Marc Oury, en décembre, par le numéro deux de la Générale des eaux, Jean-Marie Messier, se récitent en effet comme une litane de mauvaises nouvelles : une perte économique réelle de plus de 3 milliards de francs (hors

plus-value), une situation nette négative de 300 millions et un endettement dépassant les 9 milliards, pour un chiffre d'affaires de 4,28 milliards de francs seulement, en baisse de 10 % sur 1993.

**OPACITÉ** Comment en est-on arrivé là ? Des maisons individuelles à la promotion immobilière, de l'hôtellerie à l'aménagement foncier, « les métiers de la CIP sont extrêmement difficiles », rappelle un proche du dossier. Et, sur ces métiers difficiles, la CIP s'est aventurée dans des opérations à haut risque ». Et d'ajouter, sibyllin : « Et il y a eu une opacité trop grande de

la filiale à l'égard de sa maison mère ». Haut risque ? Opacité ? Deux euphémismes, tant les mésaventures de la CIP paraissent extravagantes, comme cette Villa Scheffer, achetée 18 millions de francs, rénovée pour 8 autres millions et attribuée comme simple « logement de fonction » à Catherine Mamet, directrice générale aujourd'hui « débarquée ». Tant aussi ses incursions dans des métiers nouveaux, comme la formation avec Educinvest (Pigier, etc.), se terminent en capitulation.

Tant, enfin, certaines acrobaties financières comme les liens d'Al-

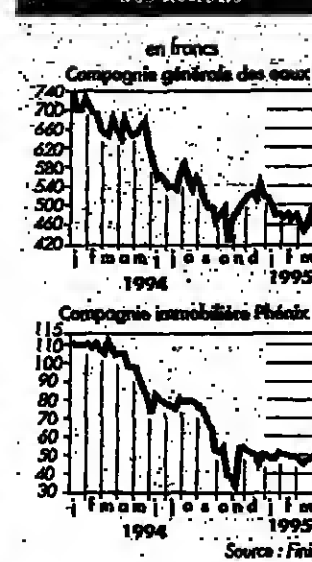
bertel épinglés par la Cour des comptes, ou encore le rachat en 1991 du prestigieux Palm Beach à Cannes, valent aujourd'hui à la CIP de se retrouver dans les prétoires. « Dans l'affaire du Palm Beach, les dix recours déposés par les copropriétaires viennent d'être rejetés sur le fond par le tribunal administratif », rétorque un responsable de la Compagnie, oubliant un peu vite une autre affaire parallèle et l'enquête ouverte autour de la société fermière du Casino municipal de Cannes. Les perquisitions se sont succédées cette semaine.

### PÈRE DE FAMILLE

« L'immobilier a so place dans le portefeuille de la Générale des eaux, assure pourtant un responsable de la Compagnie. Mais dans une optique patrimoniale prudente ». Retour, donc, à une gestion de père de famille et au serrage des boulons. Dès cette année, par exemple, les frais généraux devront être divisés par deux et ramenés de 240 à 110 millions de francs.

L'examen des actifs tangibles, immeuble par immeuble, qui s'est déjà soldé par 1,6 milliard de francs de provisions prises sur l'exercice 1994, sera méthodiquement étendu aux grandes opérations d'aménagement, comme

### L'évolution du cours des actions



L'action de la CIP a beaucoup souffert de l'effondrement de l'immobilier.

celles des studios de Babelsberg, à Berlin, et de Boulogne, près de Paris. Leur réalisation pourra être décalée dans le temps avec, peut-

être, de nouvelles évaluations de leurs conséquences financières », ajoute-t-on. Mais la volonté de réduire les pertes d'exploitation par trois - la diminution du déficit net - ne pourra donc être que « significative mais progressive ». Les signes d'amélioration de l'activité se font, en effet, rares. Les ventes de maisons individuelles sont victimes des taux d'intérêt et de l'épuisement de l'enveloppe des prêts à l'accession à la propriété (EAP). « De tous nos métiers, l'hôtellerie est le premier à connaître une logique de sortie de crise avec une hausse du prix par chambre et, dans le cas de notre chaîne de luxe Demeures, une amélioration du taux d'occupation », précise un dirigeant du groupe, qui espère voir ainsi divisée par trois la perte courante sur les activités.

Un léger mieux qui n'empêchera pas la Générale des eaux, dont le résultat net consolidé est estimé à 3,35 milliards de francs en 1994 pour un chiffre d'affaires consolidé de 156,2 milliards de francs, de devoir recapitaliser sa filiale, une fois l'OPE achevée. Une recapitalisation d'environ 2 milliards de francs, au bas mot. Chère, très chère CIR...

Pierre-Angel Gay

## Les créanciers de Montlaur réclament 4 milliards de francs à ses banquiers

**QUATRE-VINGT-DEUX** banquiers ont reçu fin février, avec effarement, une assignation de M. Olivier Fabre, l'administrateur judiciaire du groupe de distribution Montlaur, mis en faillite en mars 1991. Il leur réclame la bagatelle de 4 milliards de francs (3 989 millions de francs), pour avoir soutenu abusivement Montlaur avant qu'il ne dépose son bilan. Il estime que c'est parce que les banques ont financé trop longtemps leur client que celui-ci a laissé une ardoise de ce montant.

Le groupe Montlaur avait été fondé en 1959 par un épicer de Mazamet (Tarn), Michel Montlaur, qui avait construit au fil des ans un empire régional de distribution implanté dans le Sud-Ouest de la France. Lors de son dépôt de bilan en mars 1991, le groupe comptait

quinze hypermarchés, six supermarchés, cinq jardinerias et huit cafétérias. Il réalisait alors un chiffre d'affaires de 4,7 milliards et employait 2 840 salariés.

Pour éviter une débâcle sociale, Montlaur avait été repris moins de dix jours après sa mise en redressement judiciaire, le 23 mars 1991, par le groupe Carrefour. Celui-ci s'engageait à conserver la totalité des employés pendant quatre ans. En revanche, il ne payait qu'un milliard de francs pour reprendre le groupe, dont 400 millions de francs comptant, le solde étant constitué de loyers de crédit-bail.

Les banquiers et les sociétés de crédit-bail, obligées de mettre une croix sur une partie de leurs loyers, ont alors crié à la spoliation. « Dans ce dossier, les banques ont été victimes d'une des plus grandes

iniquités de l'histoire bancaire en France », explique un proche des banquiers. « Elles n'ont même pas été entendues par le tribunal. En plus, Carrefour a rendu une partie du groupe et 320 emplois ont été supprimés dans l'année qui a suivi. » Lorsque l'Association française des banques cherchait, en 1993, à exercer des pressions pour obtenir une modification de la loi de 1985 sur les faillites, elle citait régulièrement le « cas » Montlaur.

Aujourd'hui, tandis que Michel Montlaur a été mis en examen en 1994 pour banqueroute, faux et usage de faux, avec son épouse Colette, les établissements financiers sont de nouveau dans le collimateur du tribunal de commerce de Montpellier. Non seulement ils ont perdu leurs prêts, mais ils risquent de devoir rembourser les

autres créanciers du groupe. L'audience est fixée au 5 mai 1995.

Pour justifier sa demande, M. Olivier Fabre explique, schémas comparatifs avec les autres grands distributeurs français à l'appui, que dès 1984 « la dette financière pèse de manière insupportable sur l'exploitation » de Montlaur. « C'est pourtant sur cette situation précaire qu'un programme d'investissement démesuré, préparé dans les années 80, a été mis en œuvre, entièrement financé par les banques », poursuit l'administrateur. Il s'en prend ensuite aux banquiers qui ont assuré les investissements de Montlaur en crédit-bail, pour limiter leur risque. Cette technique de financement permet au banquier de récupérer les biens loués si la société qui les utilise fait faillite.

### 220 MILLIONS DE DÉCOUVERT

La situation du groupe étant irrémédiablement compromise, les banques, comme Paribas, le Crédit commercial de France ou les Banques populaires ont cherché à le vendre entre 1988 et 1991. En vain. Ce qui n'a pas empêché ces banquiers de consentir à Montlaur de nouveaux crédits : lors de son dépôt de bilan, la société avait 220 millions de francs de découvert et avait émis pour 450 millions de francs de billets à ordre. La conclusion est cinglante : « Les banques n'ont pas tiré les justes conséquences de l'analyse des documents dans lesquelles elles disposaient ou pouvaient disposer. Ces analyses imposaient, dès 1984, au minimum un arrêt de l'augmentation des sautiers. » Réponse d'un proche des banquiers : « Quel que fasse une banque, on considère qu'elle est toujours là pour payer. »

Ce rebondissement est aussi la suite logique de la mise en cause croissante des banquiers ou des administrateurs des entreprises : la responsabilité limitée des sociétés par actions devient illusoire. Dernière affaire en date : en 1991, les administrateurs de Nasa, la chaîne d'électronique grand public filiale de Fives Lille et Paribas, ont été condamnés personnellement à payer 400 millions de francs pour combler le passif de la société. Le prochain rendez-vous des faillites est le dossier Tapie : le Crédit lyonnais pourrait être contraint de payer les dettes de la galaxie du député de Marseille. Pour gestio de fait, cette fois-ci.

Arnaud Leparmentier

## Le statut de France Télécom serait un facteur de compétitivité

**C'EST UN BEAU SUJET** de réflexion pour les salariés et les dirigeants de France Télécom. Selon une étude que vient de publier l'Observatoire mondial sur les systèmes de communication (OMSYC), un institut de recherche créé par Jacques Dondoux, ancien directeur général des télécommunications, l'opérateur français tire une bonne partie de sa compétitivité actuelle... de son statut. En s'effaçant par rapport à certains de ses concurrents (les Américains, notamment), France Télécom parvient à faire bonne figure grâce à des salaires moins élevés, intégrés dans la grille fonction publique. Et clair, le statut de l'opérateur français l'a implicitement amené à privilégier l'emploi sur les salaires, à compétitivité égale. Et à instituer ainsi une sorte de « partage du travail ».

Calculées en chiffre d'affaires par agent ou en nombre de lignes principales par salarié - ce sont les deux ratios les plus communément utilisés pour mesurer la compétitivité des opérateurs de télécommunications -, les performances de France Télécom « apparaissent modestes », avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 150 milliards de dollars par agent. C'est mieux que sa concurrente britannique BT (ex-British Telecom), qui tourne autour de 130 milliards de dollars, mais nettement inférieur aux ratios affichés par la SIP italienne (175 milliards de dollars) ou par les sept Baby Bell américaines (en moyenne de 180 milliards). En terme de lignes

principales par agent, Deutsche Telekom, BT et France Télécom se tiennent dans une même fourchette, avec des ratios compris entre 165 pour l'allemand et 200 pour le français. La SIP et les compagnies régionales américaines sont là encore mieux placées, avec des « scores » de 280 et de 285.

Mais sur la base du chiffre d'affaires dégagé en 1993 pour 1 dollar de salaire versé, troisième indicateur retenu par l'OMSYC, l'opérateur français se situe en deuxième position (3,6 dollars de chiffre d'affaires par dollar versé) derrière la SIP (4,05), devant ses homologues américains (3,35), BT (3,4) et Deutsche Telekom (3,5). Qu'advient-il de cette particularité de France Télécom à l'occasion d'une transformation de l'exploitant public en société anonyme et de sa privatisation partielle ou totale ? Théoriquement rien, puisque comme s'y étaient engagés et les pouvoirs publics et les dirigeants, les agents pourront conserver leur statut fonction publique, s'ils le souhaitent. Tout en sachant que les nouveaux embauchés devraient avoir, eux, un statut de droit privé et pourront de fait prétendre à des rémunérations plus élevées. Les salaires ou le statut... Le « partage du travail » qu'a institué France Télécom sans le savoir aura du mal à résister à cet arbitrage, dans un environnement totalement ouvert à la concurrence et déréglementé.

Caroline Monnot

## Le Crédit lyonnais victime d'une escroquerie en Egypte

LA BANQUE PUBLIQUE, qui a annoncé une perte historique de 12,1 milliards de francs en 1994 (Le Monde du 7 avril), aurait été victime au cours des dernières années d'une fraude à grande échelle menée par un de ses cadres. Selon le Financial Times du 8 avril, le Crédit lyonnais aurait perdu 600 millions de francs à la suite de malversations conduites par l'ancien directeur général de sa succursale en Egypte, Jean-Louis Lagueny. M. Lagueny, démis de ses fonctions à la fin de l'année 1993, aurait disparu l'année dernière sans laisser de traces.

La banque française est loin d'être une exception. Le courtier Nick Leeson a coûté près de 7 milliards de francs au début de l'année à la banque d'affaires britannique Barings. La Deutsche Bank vient par ailleurs de révéler qu'un de ses collaborateurs est soupçonné d'avoir causé un préjudice de 28 millions de marks (98 millions de francs) à la suite d'opérations sur devises. Il a été écroué.

Présente en France depuis 35 ans,  
la Banque Franco-Allemande  
s'appelle désormais

# WestLB France

Filiale française  
d'un groupe bancaire allemand  
intervenant sur les principales  
places financières.

WestLB France bénéficie  
d'une notation AA+ pour sa dette long terme  
et A1+ pour sa dette court terme,  
attribuée par IBCA.

Westdeutsche Landesbank (France) SA  
15 avenue de Friedland, 75008 Paris  
Tél. : (1) 40 75 75 00 - Fax : (1) 45 63 80 91

مركز الأصول



# Revue des valeurs

Semaine du 3 au 7 avril 1995

PARIS	NEW YORK	TOKYO	LONDRES	FRANCFORT
↑	↑	↓	↑	↑
CAC 40	DOW JONES	NIKKEI	FT 100	DAX 30

## PARIS

Indice CAC 40 + 2,19 %

### Indifférente aux remous politiques et monétaires

POUR la quatrième semaine consécutive, la Bourse de Paris a encore regagné du terrain. L'indice CAC 40 s'ajuste à 2,19 % d'un vendredi à l'autre pour finir la semaine juste au-dessus du seuil des 1900 points, à 1900,36 points. Depuis un mois, le rebond est spectaculaire. La Bourse de Paris se trouvait alors au plus bas depuis deux ans. Puis, divine surprise, elle a petit à petit regagné du terrain au point de se retrouver aujourd'hui avec une performance positive. Le gain se chiffre à 11 % depuis le 13 mars.

Certes, il n'y a pas de quoi crier victoire. Le marché reste fragile et l'ampleur des secousses monétaires peut à tout moment faire basculer les marchés de taux et d'actions. Mais le climat et le sentiment des investisseurs changent. Il s'agit bien de la traduction de ce que la

banque d'affaires britannique Warburg appelle, dans sa dernière étude sur le marché français, « une révolution silencieuse masquée par la cacophonie électorale ». « Après des mois de sous-performances, les investisseurs étrangers reviennent sur le marché des actions... L'optimisme s'appuie sur des cours attractifs », écrit Warburg. Mais l'étude met en garde contre le fait que les conséquences d'un éventuel changement de politique économique à l'issue de l'élection présidentielle soient par trop négligées par le marché. L'étude insiste notamment sur le fait que l'éventuelle « réhabilitation des politiques » au détriment des technocrates que l'on retrouve à la tête des grandes entreprises pour

rait produire un choc comparable à celui du changement de politique économique de 1981.

En attendant, la Bourse de Paris « rend bien aux candidats à l'élection présidentielle le peu d'attention qu'ils lui témoignent », pour reprendre la formule de la dernière synthèse des études de la société de Bourse Meeschaert-Rousselle. Le marché des actions a les yeux rivés sur les marchés de taux et sur les bénéfices. Cette semaine, il a été soutenu à la fois par des révisions en hausse de prévisions de bénéfices pour 1995 ainsi que par l'amélioration des marchés obligataires, renforcée ces derniers jours par la diminution des taux allemands et par un petit geste de la Banque de

France jeudi. Les analystes considèrent dans l'ensemble que la compétitivité des entreprises françaises ne devrait pas être affectée par la faiblesse de certaines monnaies européennes et du dollar. Si la chute du dollar s'est encore accélérée cette semaine, elle n'a pas provoqué de trop grands désordres sur les marchés des changes européens, comme ce fut le cas quelques semaines auparavant. La baisse inattendue des taux d'intérêt allemands a même donné une bouffée d'oxygène au franc français. En outre, la Banque de France a fait, cette semaine, un petit geste symbolique en diminuant l'un de ses taux bien que la période électorale soit peu propice à des initiatives spectaculaires en matière monétaire. La taxe des prises en pension à vingt-quatre heures a été réduite d'un quart de point à 7,75 %. Le 8 mars dernier, les autorités monétaires avaient dû relever de 6,40 % à 8 % ce taux afin de protéger le franc.

Lundi, la cote était faible pendant une grande partie de la séance avant de terminer sur un gain de 0,24 %. Mardi, le mouvement prenait de l'ampleur, les valeurs progressant de 1,01 %. Mercredi, les prises de bénéfice entraînaient un recul de 0,52 %. Jeudi, le geste de la Banque de France amenait une reprise du marché, l'indice gagnant 0,92 %. Vendredi, la séance s'achevait sur une hausse de 0,54 %.

E. L.

### VALEURS LE PLUS ACTIVES

TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres échangés	Valeur en RF
LYMHE Mot Mot	1 225 750	1 150 090
EIF Aquitaine	2 776 689	1 049 394
Carrefour	429 065	1 047 643
Alcatel Alsthom	2 158 917	949 182
Dynarec	986 690	798 346
Total	2 443 041	726 305
Asa	2 968 635	722 391
L'Oréal	512 740	659 675
Saint-Gobain	1 039 000	626 830
Société Générale	1 831 375	573 300
Eaux (Gie des)	974 335	481 307
Peugeot	699 625	469 812
Pineuil-Pin	414 600	462 401
Air Liquide	535 725	423 833

### LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RÈGLEMENT MENSUEL)

Valeurs en hausse	%
Finet-Lille	+14,97
Imetel	+13,96
DMC (Dofus MI)	+13,37
Marine Wende	+12,43
Ingenico	+10,81
Bolloré Techno.	+10
Sph Commuic.	+9,62
Jean Lefebvre	+9,38
SITA	+9,24
Clapar	+8,67
ACF-Ass. Gen. France	+8,17
ECF	+8,10
Strafor Facom	+8,09
CEP Communication	+7,99

Valeurs en baisse	%
Finetel	-17,17
Raditechnique	-13,54
Asa	-6,63
Union-Assur. Fdal	-6,47
Eurotunnel	-6,45
Z. G. Zimmerli	-6,32
Dev. R.N.E. Catali	-6,26
Credit Lyonn. CIP	-5,05
Bonair	-5
Groupe Andre S.A.	-4,67
Effage	-4,48
Société Gale A	-4,19
Fromagerie Bel	-3,62
Sommer-Aillbert	-3,58

### LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

AGROALIMENTAIRE	7-4-95	DIF.
Bonagrain	2 774	- 5
Danone	809	- 2,29
Eridania Béghin-Say	762	- 2,68
Promagres Bel	4 300	- 3,84
LYMHE	934	- 1,16
Permot-Ricard	348,20	- 1,61
Rémy-Cointreau	161,10	+ 0,06
Saint-Louis	1 504	- 0,39

ASSURANCES	07-04-95	DIF.
AGF	172	+ 8,17
AXA	240,50	+ 6,63
CAH	157	- 5,72
SCOR SA	113	+ 2,63
UAP	129,50	+ 0,77

BÂTIMENT ET MATÉRIAUX	7-4-95	DIF.
Bouygues	354	+ 2,21
Ciments Français	233,30	+ 5,60
Colas	846	+ 5,26
EBM	131,10	+ 4,96
Eurochem	16,83	+ 6,85
CTM Entrepôts	360	+ 2,77
Imetel	514	+ 13,96
Imetel Phénix	50,25	+ 1,27
Jean Lefebvre	338	+ 9,38
Lafarge-Coppée	375	+ 1,35
Poliet	421,80	+ 1,10
Saint-Gobain	606	+ 1,48
SGE	162,30	- 2,22
Splé-Batignolles	230,50	+ 0,86

CHIMIE	7-4-95	DIF.
Air Liquide (L)	790	- 1
Casopine	493	+ 1,64
Michelin	213,20	+ 2,50
Plastic-Omnium	522	+ 6,53
Rhône-Poulenc A	116,10	+ 1,04
Rhône-Uclaf	725	+ 1,54
Sanofi	280,50	+ 0,97
Synthelabo	248,60	+ 1,63

CONSUMMATION NON ALIMENTAIRE	7-4-95	DIF.
BIC	800	+ 4,43
Charqueurs	938	+ 2,05
Christian Dior	445,60	+ 0,13
Chiris	446	+ 7,46
DMC	262	+ 13,37
EBF	946	- 0,10
Exceller Int.	847	+ 2,04
Gr. André	438,50	- 4,67
Moulinex	115,30	- 2,28
Oréal (L)	1 312	+ 1,07
Salomon	1 956	+ 1,87
SEB	511	- 0,77
Sis Rossmore	1 380	+ 4,15
Sommer-Alibert	1 776	- 3,58
Zadac	575	- 0,51

CRÉDIT ET BANQUES	07-04-95	DIF.
Banque (Cie)	520	- 2,80
BNP	348,20	+ 1,20
CCF	226,60	+ 2,77
Cetisem	1 018	- 3,13
Comptoir entrepr.	352,70	+ 5,47
CPR	352,70	+ 5,47

CRÉD. INT. FRANCE	580	+ 5,83
Crédit local Cie	422	+ 3,94
Créd. Int. CIP	219,80	- 5,05
Crédit national	386,80	+ 2,87
Société générale	548	- 4,19
SOFAC	353	+ 4,87
UFB Localali	340	- 1,24
UIC	92	- 0,54
Via Banque	300	- 1,57

DISTRIBUTION	7-4-95	DIF.
Carrefour	2 474	+ 1,43
Casino	148	- 2,11
Castorama Dubois	773	- 0,76
Carrefour Modems	1 483	- 1,04
Danone	4 790	- 0,20
Docks France	756	+ 2,16
Galleries Lafayette	2 320	+ 1,35
Galeries	469	+ 2,85
Guyenne Casopine	1 355	- 0,36
Pinault-Print. Red.	1 109	- 2,86
Primopac	910	- 1,51
Primopac	1 139	+ 5,36
Renel	756	+ 2,30

ÉLECTRICITÉ ET ÉLECTRONIQUE	7-4-95	DIF.
Alcatel-Alsthom	450,50	+ 3,99
Alcatel-Cie	350	+ 0,43
CS (ex-CESE)	314	- 0,63
Industriale	-	-
Labinal	798	+ 2,30
Leclercq	7 000	+ 0,14

MATR-HACHETTE	115	+ 3,97
Raditechnique	498	- 13,54
Sagem	2 870	+ 5,49
Schneider	364,70	+ 2,44
Thomson-CSF	131,80	+ 1,38

IMMOBILIER ET FONCIER	7-04-95	DIF.
CFC	370	+ 5,11
CEPAR	640	+ 8,47
Rue Impériale	3 500	- 0,02
Sefimes	294	+ 2,08
Simco	420	+ 3,70
UIF	440	+ 4,76
Silic	679	+ 1,79
Soparac	605	+ 0,89

INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE	7-4-95	DIF.
Bolloré Techno.	539	+ 10
Cerus	80,50	- 1,58
CCIP	1 137	+ 4,40
Eurafrance	1 492	+ 4,04
Gaz et Eaux	1 840	+ 2,79
Lagarrière	119,10	+ 1,79
Marine-Wendel	387,50	+ 12,43
Navigation mixte	985	+ 1,44
Nord-Est	138,20	+ 1,31
Paribas	305	+ 2,69
Suez	248,50	+ 2,26
Waters & C	242,80	- 0,08
Orion-Dewoivre	-	-
Parifrance	174,90	+ 1,09
Arnault Ass.	-	-

MÉTALLURGIE, MÉCANIQUE	7-4-95	DIF.
Carnaud-Metabon	177,10	- 2,69
Dassault Aviation	414,50	+ 6,01
De Dietrich	2 680	- 0,74
Fives-Lille	469,90	+ 14,97
Lévis Industrie	357,50	- 2,68
Mécatrup	59	- 2,15
Pechiney CIP	337	+ 5,31
Pechiney Int.	124	+ 5,82
Peugeot SA	669	- 0,88
Strafor Facom	686	+ 8,03
Valco	275,40	+ 7,62
Valbours	223,50	+ 4,43

MINES D'OR, DIAMANT	7-4-95	DIF.
Anglo-American	272,10	+ 4,65
Buffet-Fontaine	35,50	- 1,11
De Beers	125	+ 1,62
Driefontein	68,30	+ 5,72
Gencor Limited	15,90	+ 1,07
Houssier Gold	10,20	+ 10,29
Randfontein	30,10	- 3,83
Saint-Helena	46	+ 1,63
Western Deep	172,10	+ 16,04

PÉTROLE	07-04-95	DIF.
EIF Aquitaine	381,30	- 1,47
Esso	591	+ 0,16
Géophysique	295	+ 7,27
Total	305,10	+ 1,20
BP France	135	+ 0,74
Erap-EH	341	- 2,01

SICOMI OU EX-SICOMI	7-04-95	DIF.
Bail Investiss.	804	+ 0,49

INTERBAIL	343	+ 0,43
Klépierre	570	-
Locindus	815	+ 0,74
Selectionbanque	138,70	- 0,92
Unibail	465	+ 1,08
Genefim	160	-
Immobail	-	-

TRANSPORTS, LOISIRS, SERVICES	7-4-95	DIF.
Accor	562	- 2,24
BIS	364,10	+ 1,13
Canal Plus	590	- 0,33
Cap Gemini Societ	175	+ 0,57
CEP Comm.	527	+ 7,99
Club Méditerranée	475,20	- 3,75
Euro (Cie des)	404,90	- 1,41
Euro	640	+ 8,10
Euro Disney	12,90	- 1,14
Filipacchi Médias	728	- 3,70
Havas	392,70	+ 7,97
Lyonnais des eaux	478	+ 6,35
Publicis	404	+ 3,85
SITA	662	+ 9,24
Sifas	403	+ 1,49
Sodexho	813	+ 3,70
SCAC Delta	638	- 2,28
Dauphin OTM	235	- 3,68
OCF Omni Gesl.	-	-
Fin.	700	+ 7,69

VALEURS A REVENU FIXE OU INDEXÉ	7-4-95	DIF.
6 % 1993-1997	98,13	0,76
EDF-GDF 3 %	7 040	-150
CNS 5 000 F	100,65	0,05
CNS Par. 5 000 F	100,01	-
CNS Suez 5 000 F	100,01	-
CNI 5 000 F	100,6	Inchagné

## TOKYO

Indice Nikkei - 2,61 %

### Rechute

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la semaine en baisse, après un répit à mi-parcours, en réponse à la montée irrésistible du yen face au dollar, celle-ci découvrant les investisseurs. Le Nikkei a reculé de 420,45 points, soit 2,61 % par rapport à la semaine précédente, clôturant à 15 719,50 points. Les transactions ont été plus limitées, la moyenne quotidienne tombant à 241,2 millions de titres contre 282,7 millions la semaine précédente.

On s'attend à ce que le gouver-

nement se réunisse d'urgence la semaine prochaine pour préparer des mesures qui pourraient inclure une baisse des taux d'escompte destinée à stopper la hausse du yen. On a reproché à la Banque du Japon de n'avoir pas baissé son taux de crédit aux banques commerciales et d'avoir laissé le dollar plonger malgré l'intervention commune de la Bundesbank et de la Réserve fédérale américaine (Fed). Le dollar est tombé à un record en baisse de 83,65 yens à Tokyo vendredi, assombrissant l'horizon des exportateurs de produits industriels, y compris des constructeurs automobiles et des firmes électroniques high-tech.

Indices du 7 avril : Nikkei, 15 719,50 (contre 16 139,95) ; Toxip, 1 268,84 (contre 1 307,89).

## L'INDICE

Indice FT 100 + 2,33 %

### Au plus haut depuis huit mois

LA BOURSE DE LONDRES a progressé tout au long de la semaine, atteignant vendredi son plus haut niveau depuis le début du mois de septembre, grâce notamment au recul des craintes d'un relèvement des taux d'intérêt britanniques et à l'attraction du marché pour les grands groupes. L'indice Footsie des cent plus grandes valeurs a terminé vendredi à 3 210,9 points, soit un gain hebdomadaire de 73 points (2,33 %). Il n'avait pas dépassé les 3 200 points

depuis le début du mois de septembre.

Le marché a été notamment soutenu par les baisses en France, en Belgique et au Danemark des taux d'intérêt à la suite de la réduction surprise du taux d'escompte de la Bundesbank la semaine précédente. Les opérateurs ont par ailleurs prévu que la banque d'Angleterre ne devrait pas relever ses taux dans un avenir proche. Ces craintes ont notamment diminué après l'annonce d'une hausse plus faible que prévu de la production manufacturière, qui a augmenté de 0,5 % en février.

De plus, dans son rapport mensuel, le Trésor fait état d'un « modeste » ralentissement de la croissance économique en Grande-Bretagne, à un rythme « plus soutenable ».

Indice FT 100 du 7 avril : 3 210,90 (contre 3 137,90).

## FRANCFORT

Indice DAX 30 + 3,08 %

### Reprise

LA BOURSE DE FRANCFORT s'est inscrite continuellement à la hausse pendant la première semaine du mois d'avril, essentiellement pour des raisons techniques, les investisseurs institutionnels et privés restant prudents en raison des turbulences continues sur les marchés des changes. L'indice Dax a néanmoins gagné 3,08 % en cinq séances, terminant vendredi à 1 981,88 points.

Les secteurs les plus malmenés récemment sont devenus le point de mire des acheteurs, a noté la

WestLB dans son rapport mensuel. Les valeurs des compagnies d'assurances ont progressé de 4,5 %. Allianz, qui a clôturé en baisse de 17 deptschmarks à 2 466 deptschmarks vendredi, a néanmoins enregistré des hausses tout au long de la semaine, gagnant au total 88 deptschmarks par rapport à la fin de la semaine dernière. Les secteurs peu dépendants des exportations (distribution, distributeurs d'énergie) et choqués par les investisseurs en raison de la force du deptschmark ont été délaissés cette semaine.

Dans son rapport hebdomadaire, la Commerzbank souligne que l'influence négative de la faiblesse du dollar, qu'elle considère comme temporaire, jouera sur les cours.

Indice DAX du 7 avril : 1 981,88 (contre 1 922,59).

## NEW YORK

Indice Dow Jones + 0,48 %

### A bout de souffle

WALL STREET a établi deux nouveaux records la semaine passée, qui lui ont permis de conquérir le sommet des 4 200 points, mais la grande Bourse new-yorkaise semble être à bout de souffle, alors que les différents secteurs succombent tour à tour à des prises de bénéfices. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'est inscrit en clôture vendredi à 4 192,62 points en hausse de 20,06 points (+ 0,48 %) sur la semaine. Le dernier record a été établi jeudi à 4 205,41.

Wall Street continue à être soutenue par la conviction croissante que la Réserve fédérale a réussi à obtenir un « atterrissage en douceur » de l'économie. Cette conviction a été alimentée cette

semaine notamment par le recul plus fort que prévu de l'indice d'activité des directeurs d'achats américains en mars, la seconde baisse mensuelle consécutive, pour la première fois en un an, des dépenses de construction en février, et les chiffres moins bons qu'attendu de l'emploi pour mars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, reculait à 7,38 % vendredi en fin d'après-midi contre 7,43 % une semaine plus tôt. Il était tombé à 7,35 % jeudi, et il avait glissé à 7,31 % vendredi matin après la publication des chiffres de l'emploi. Mais le sentiment que le marché boursier commence à être nettement surchauffé et la faiblesse du dollar, qui est facteur d'inflation, mettent un frein à la progression. Les opérateurs commencent par ailleurs à s'interroger sur les effets à plus long terme du ralentissement de l'économie américaine.

Indice Dow Jones du 7 avril : 4 192,62 (c. 4 172,56).

NEW YORK	Les valeurs du Dow Jones
En dollars	74 318
Alcoa	47,88
Allied Signal	40
American Express	55,25
AT & T	51,88
Bethlehem	15,25
Boeing Co	53,90
Caterpillar Inc.	35,68
Chevron Corp.	45,50
Coca-Cola Co	58,88
Disney Corp.	55
Du Pont Nemours & Co	62,13
Eastman Kodak Co	51,30
Exxon Corp.	66,88
Gen. Electric Co	54,88
Gen. Motors Corp.	49,75
Goodyear T & Rubber	38,25
IBM	64,13
Intl Paper	75,75
J.R. Morgan Co	62,88
Mc Donnell Douglas	56,38
Merck & Co. Inc.	58,88
Philips Morris	58
Millers Bros. Mtn. & Mfg	67,50
Procter & Gamble C	62,75
Sears Roebuck & Co	52,38
Tosaco	65







هكذا من الأهل



## CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 9 - LUNDI 10 AVRIL 1995

**ROCK** Prince est l'un des créateurs les plus originaux de la musique noire américaine. Il est aussi l'enfant intrépide du commerce discographique. En conflit larve avec

sa maison de disques, Warner Bros Records, dont il est le vice-président, il a changé d'identité, en partie pour retrouver les coudees franches, et adopté un sigle herma-

phrodite imprononçable, baptisé Love Symbol. Dans son studio de Paisley Park, il a enregistré en masse. Son nouvel album, sorti sur son propre label NPG, mais distri-

bué aux États-Unis par Warner, est inégal. En tournée, le chanteur déploie une énergie singulière, ternie de-ci de-là par des tics de mauvais goût. UN CONCERT prévu à la mi-

juin à Paris est toujours en suspens : la mise en concurrence de plusieurs producteurs de spectacles a provoqué une montée en flèche du prix des places.

## Le « symbole de l'amour » poursuit son combat contre sa maison de disques

Celui que l'on appelait Prince est toujours en conflit avec Warner Bros Records dont il est vice-président. Affublé d'un signe imprononçable pour patronyme, il a entamé une nouvelle tournée et sort un nouveau disque, inégal

SUR L'ÉCRAN immense défilent, en trente secondes, quinze ans de carrière. Un montage d'images vidéo quasi subliminales décline en accéléré une litane de succès : *Let's Go Crazy*, *Kiss, Sign O' The Times*, 1992, *Raspberry Beret*, *Sexy M. F. Soudain*, une plaque funéraire, un nom, deux dates : Prince, 1958-1993. Une voix aux aigus reconnaissables entre tous retentit. « *Cela n'est pas la fête de Prince. Prince est mort. Longue vie à la New Power Generation.* » Un funk torride embrase instantanément. Le rideau blanc se lève et découvre le rutilant Prince, à l'âge de cinquante-huit ans, l'état civil appelle encore Prince Roger Nelson, que les tickets d'entrée des seize mille spectateurs du Wembley Arena - équivalent londonien de Bercy - annoncent comme « *the Artist Formerly Known as Prince* » (« l'artiste connu auparavant sous le nom de Prince »), mais qui ne se désigne plus lui-même que par un sigle hermaphrodite imprononçable, baptisé « Love Symbol », faute de mieux.

Ce changement de patronyme n'a rien d'un caprice de star. En 1994, l'artiste entraînait en conflit ouvert avec sa maison de disques, Warner Music. Origine, trouble, de la discorde, le refus de la multinationale de distribuer, après avril 1994, le catalogue Paisley Park constitué des productions de chanteurs que Prince réalisait lui-même dans son immense studio



de Minneapolis. Les échecs commerciaux des disques de Mavis Staples, George Clinton ou Tyler Collins avaient provoqué la décision de la « major », mais contrarié la vedette, malgré un apparent accord à l'amiable. Quelques semaines plus tard, Prince faisait mine de constater que le mirifique contrat renouvelé en 1992 avec le groupe Warner, ne lui laissait pas toute liberté artistique. Selon cet accord, le chanteur était promu vice-président de Warner Bros Records et devait li-

vrer six albums à la compagnie, en échange de 10 millions de dollars d'avance par album. Loin de peiner devant ces obligations, Roger Nelson eut le sentiment que son inspiration prolifique était muséifiée. Disposant, selon la rumeur, d'un stock de trois à cinq cents inédits, capable, dans son atout de Paisley Park, de composer l'équivalent de quatre ou cinq albums par an, celui qu'on surnomma le « main pourpre », se heurtait à des impératifs de marketing nettement plus trépidants. Pour contour-

ner ces obligations contractuelles, il décida alors de publier des disques sur son propre label - NPG remplaçant Paisley Park - et sous un autre nom. Signe récurrent de l'imagerie princière, le sigle mêlant le miroir de Vénus à la flèche de Mars, fut adopté comme nouveau pseudonyme.

En septembre 1994 paraissait ainsi simultanément un album, *Come*, signé Prince pour Warner et un autre, *1-800 New Funk*, frappé du glyphe mystérieux, réunissant quelques-uns de ses nouveaux titres et des artistes produits par NPG Records. Voulant éviter les chocs frontaux, la multinationale laissait passer. Malheureusement pour elle, le simple, *The Most Beautiful Girl*, sorti par le « love symbol » se révélait un tube planétaire.

Six mois plus tard, la querelle connaît une nouvelle escalade. Alors qu'on annonce *The Gold Experience*, nouvel album - double - de son altesse de retour au bercail, l'objet est soudain repoussé sine die par la maison de disques. Riposte instantanée du petit génie de Minneapolis : un album *Love Symbol/NPG* pertinemment baptisé *Exodus* et une tournée au goût de révolte. Le 20 février dernier, lors des récents Brit Awards, équivalent britannique des Victoires de la musique, alors qu'il recevait sa récompense de meilleur artiste masculin international, celui qui refuse désormais qu'on l'appelle Prince déclarait de manière elliptique : « En concert, parfaitement

libre. Sur disque, esclave. Paix ». Sur sa joue droite était écrit le mot *slave* (esclave en anglais). Entouré du New Power Generation, son groupe depuis quatre ans, le chanteur a donné, début mars, en Angleterre, les premiers concerts de sa tournée. Si une certitude se dégage effectivement, c'est que sur scène « Prince » est un homme heureux.

**Le chanteur disposerait selon la rumeur d'un stock de trois cents à cinq cents inédits**

Dans un étrange décors de huttes futuristes qu'on dirait construites par un Gaudi de Beverly Hills (il s'agit, d'après le maître, de « machines à endormir »), on l'a vu enchaîner avec l'audace qui lui est propre deux heures de morceaux inédits. Revêtu d'un funk organique, très marqué par des claviers rythmés blues et un groove hypnotique hérité des années 70, réminiscence du psyché-funk de George Clinton en particulier, le chanteur a compté ses fidèles comme un général rassemble ses divisions. Avec une facilité n'excluant pas un certain malaise, il prit plaisir à faire scander à son public :

« *Prince is dead, Prince is dead.* » Si ces périodes révèlent l'absurdité d'un « star-system » qui emprisonne la création dans les pesanteurs de la logique marchande, on ne peut aussi que constater l'ambivalence du « martyr ». Prince, grand pourvoyeur d'images médiatiques, est la victime des liens par essence inextricables entre industrie et musique populaire moderne. Il n'est bien sûr pas le dernier à les avoir tissés et exploités. Lui, autant que sa maison de disques, a initié de multiples artefacts commerciaux, poussés souvent par sa mégamégalomanie. Qu'ils s'agissent de films, de boîtes de nuit, de magasins comme les NPG Store de Minneapolis ou de Londres consacrés à sa propre gloire (on y trouve des disques, des lignes de vêtements, des bijoux, des produits de beauté et même une espèce de mausolée en forme d'anneau filmé à ne regarder qu'en 2095, l'effet en étant un peu étonnant, le monsieur redonnant depuis peu des interviews).

Sa musique en a aussi souffert. S'il a été dans les années 80, une des figures essentielles des musiques américaines, mêlant, à la manière fulgurante d'un Jimi Hendrix ou d'un Sly Stone digital, rock, soul, pop, funk et rap, il a écorné son image de surdoué en écrasant la qualité de ses inventions formelles sous une production boulimique.

Stéphane Davet

### « Exodus », le nouvel album de NPG

ROGER NELSON sort des disques comme d'autres des lapins de leur chapeau. La musique coule en lui au défilé d'un torrent. Mais, depuis quelques années, quantité ne rime plus avec qualité. Au point de ne plus savoir si ses disques, quel que soit le pseudonyme, sont constitués de nouveaux titres ou d'innombrables fonds de tiroir. *Exodus* échappe pas à la règle. Remplaçant à la dernière minute un double-album, *The Gold Experience*, dont on disait des merveilles (et dont des éditions pirates circulent déjà sous le manteau), ce disque signé NPG - comme New Power Generation - souffre de quelques passages à vide, et de longueurs qu'on qualifiera de remplissage. Prince a trente-six ans. Certains traits, autrefois trouvaillés saillants (son fétichisme, ses rythmiques givrées, ses provocations sexy, son mauvais goût sublime) sont devenus des tics.

Mais, comme souvent et peut-être plus que dans ses œuvres récentes, *Exodus* recèle des moments réjouis-

sants. Les petits personnages griffonnés sur la pochette, ne rappellent pas par hasard les colorages psychédéliques des albums de Parliament et Funkadelic. Le funk noir et hypnotique qui anime des morceaux comme *Get Wild* ou *New Power Soul* témoigne de sa passion pour les jam festives organisées dans les années 70 par George Clinton et Bootsy Collins. Ces moments de danse sudatoires orchestrés par les basses, pulsés par les cuivres, se jouent au détriment parfois de son savoir-faire pop. Une ballade comme *Count The Days* n'approche que de très loin les mélodies qui firent la force de *Purple Rain* ou *Around The World In A Day*. C'est sans doute parce qu'il marie un groove irrésistible à des harmonies colorées que *The Good Life* s'impose comme le sommet de ce disque inégal.

S. D.

★ NPG, *Exodus*, 1 CD NPG, 4710-2. Distribué par Edel.

### A Nancy, la peinture espagnole au creux de la vague

DE FORTUNY A PICASSO, MUSÉE DES BEAUX-ARTS, Place Stanislas, 54000 Nancy ; tél. : 83-32-86-16. Jusqu'au 27 juin.

Que faire d'un chef-d'œuvre dans une exposition qui réunit des toiles oscillant entre l'honorable et le franchement mauvais ? La question s'est posée au Musée des beaux-arts de Nancy quand il a fallu accrocher « De Fortuny à Picasso », panorama de la peinture espagnole durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. La question ne s'est pas posée à propos de Fortuny, aimable virtuose de la touche en panache, mais à propos de Picasso, le Musée de Liège ayant prêté pour l'occasion *La Famille Soler*, grand tableau de 1903 dont l'autre titre est *Le Déjeuner sur l'herbe*.

Or cette *Famille Soler*, dont le format seul forcerait l'attention -

elle mesure deux mètres de long et un mètre et demi de haut -, a toutes les vertus, bizarrerie de sujet, énigmes de l'exécution, étrangeté du destin. Elle fut commencée en 1903 à Barcelone, où Benet Soler exerçait la profession de tailleur et habillait Picasso, costumes contre peintures. Elle relève donc de la période dite « bleue », tout en multipliant les allusions au *Déjeuner sur l'herbe* de Manet, de la nature morte sur une nappe au premier plan à la fixité des figures et la froideur des regards. Mais, en 1903, Picasso n'exécute que les portraits du tailleur, de sa femme et de leurs quatre enfants, esquissant à peine un lièvre mort, un fusil, sa cartouchière et une bouteille. Il laisse le fond vide. Dix ans plus tard, en 1913, l'œuvre fut achetée par Kahnweiler. Picasso, au plus fort de son cubisme le plus inventif, imagina alors de peindre le fond et y plaça des plans géométriques, tentant l'alliance du cubisme et du réalisme. Puis, mé-

content, il la recouvrit de frottis bleus intenses et fut selon toute vraisemblance contraint de reprendre silhouettes et chevelures, mais dans sa manière de 1903. Ainsi se trouve-t-on en présence d'une toile puissante, mais composite, peinte à demi d'après nature, à demi en pastiche, le tout à partir d'un Manet dont Picasso fit une longue « série » près de cinquante ans plus tard.

#### UNE VISITE POUR PICASSO

Comme *La Famille Soler* fut, de surcroît, acquise par le Musée Wallraf-Richardz de Cologne dès 1913, à une date où aucun musée français ne se souciait de Picasso, confisquée par les nazis en 1937, vendue aux enchères à Lucerne en 1939 et achetée alors par le Musée de Liège - lequel songea à la revendre il y a quelques années, afin de renflouer ses caisses -, sa présence à Nancy suffirait évidemment à justifier une visite. Du fond de la salle où elle est accrochée, elle exerce son magnétisme - et d'autant plus fortement que les toiles alentour ne sont pas de taille à résister.

Il y a là cependant tout ce que l'Espagne compte de célébrités entre 1860 et le début de ce siècle, des paysagistes épris de pittoresque, des portraitistes ambigus, des praticiens consciencieux et bien informés, habiles à imiter Courbet et l'impressionnisme, Fantin-Latour et Gauguin, Boudin et Lautrec. Parmi eux se distinguent pour leur éclectisme infatigable, deux caméléons, Rusinol et Regoyos. Ce dernier virevolta de Signac à Bonnard, de Whistler à Sisley. Aucun de ses exercices n'est raté, l'exécution ne manque pas d'adresse et les procédés sont réduits à bon escient - mais il s'agit cependant de réemploi. Rusinol, moins changeant, balança lui entre post-impressionnisme ensoléillé et scènes de genre à la Degas, mais d'un Degas triste et timide. Ses vues de Grenade semblent avoir été conçues à l'usage des agences touristiques.

Dans ce genre, la concurrence est dure : Degrain vanta les charmes de l'Andalousie grâce à de suaves harmonies mauves, Beuere alma Tolède avec ardeur et

d'autres - Casas, Sunyer - s'en virent à Paris afin de reprendre à leur compte les sujets de leurs inspirateurs français. Les portraitistes, exception faite de Sorolla, furent rarement mieux inspirés, quand ils ne sombrèrent pas dans le ridicule. Dans ce comique involontaire, les *Toreros* de Zuloaga ne sont vaincus que par l'innommable *Portrait d'un philosophe* de Valle. On se demandera longtemps pourquoi cet enfant de Gijón crut op-

#### Agrandir le Musée des beaux-arts

Le Musée des beaux-arts est trop petit. Mais comment l'agrandir, alors qu'il se situe place Stanislas, chef-d'œuvre du XVIII<sup>e</sup> siècle français ? En construisant une aile en retrait, dans le jardin, derrière les fers forgés, la fontaine et les arbres. L'idée avait été avancée dans les années 30, puis abandonnée. Remise à l'ordre du jour, elle a donné lieu à un concours, qui a choisi le projet de l'architecte nancéen Laurent Beaudouin. Ce dernier a imaginé des réserves et un auditorium en sous-sol. Mais en creusant sous les pelouses sont apparus une zone marécageuse et les vestiges d'un bastion médiéval. Ces restes ont, semble-t-il, une valeur historique et symbolique et l'auditorium sera donc logé dans les fondations du bastion. En surface, un parallélépipède de pierre et de verre abritera une partie de la collection nancéenne. Il en couvrira une certaine de millions de francs - partagés entre État, région et ville -, et les travaux devraient durer trois ans.

portun, pour représenter la sagesse, de camper dans un paysage orageux un personnage renfrogné et myope, de le coiffer d'un béret basque et de parer son visage d'une paire de lunettes d'autonobiliste et des barchantes de Friedrich Nietzsche.

Philippe Dagen

## LE RENDEZ-VOUS DES ARTS....

**ESPACE EIFFEL-BRANLY**  
20-55, QUAI BRANLY, 75007 PARIS

### COMPARAISONS

TOUT L'ART ACTUEL

du 7 au 23 avril

NOCTURNE LES MERCREDIS JUSQU'À 22 H.

**GALERIE TRIFF**

KILIMS ANCIENS ET CONTEMPORAINS

Authentiques tapis GABBEHS  
noués par les nomades des tribus.

QASHQAÏS et LOURIS - Modèles exclusifs

35, rue Jacob - 75006 PARIS - 42.60.22.60  
(Fond de cour)

**3615 CURIOSITEL**

antiquités musées presse

Particulier,  
achète prix maximum  
maubles, bronzes, objets,  
tables orientalistes.

Commission à tout intermédiaire,  
marchands inclus

Tél : 44.00.07.84

**Vos contacts pour passer  
une annonce dans cette rubrique**

LE MONDE Publicité : • GALERIES - 44.43.76.20  
• ANTIQUAIRES - 44.43.76.23

هنا اصل



## Les ventes de peintures anciennes subissent de fortes variations

En France comme en Grande-Bretagne, les enchères sont prudentes

La crise qui touche l'art moderne et contemporain n'épargne pas la peinture des siècles précédents. Moins concernée par la spéculation, elle n'est pas à l'abri des surprises, bonnes ou mauvaises. Ce fut le cas cette semaine, à Londres comme à Paris. Ce pourrait

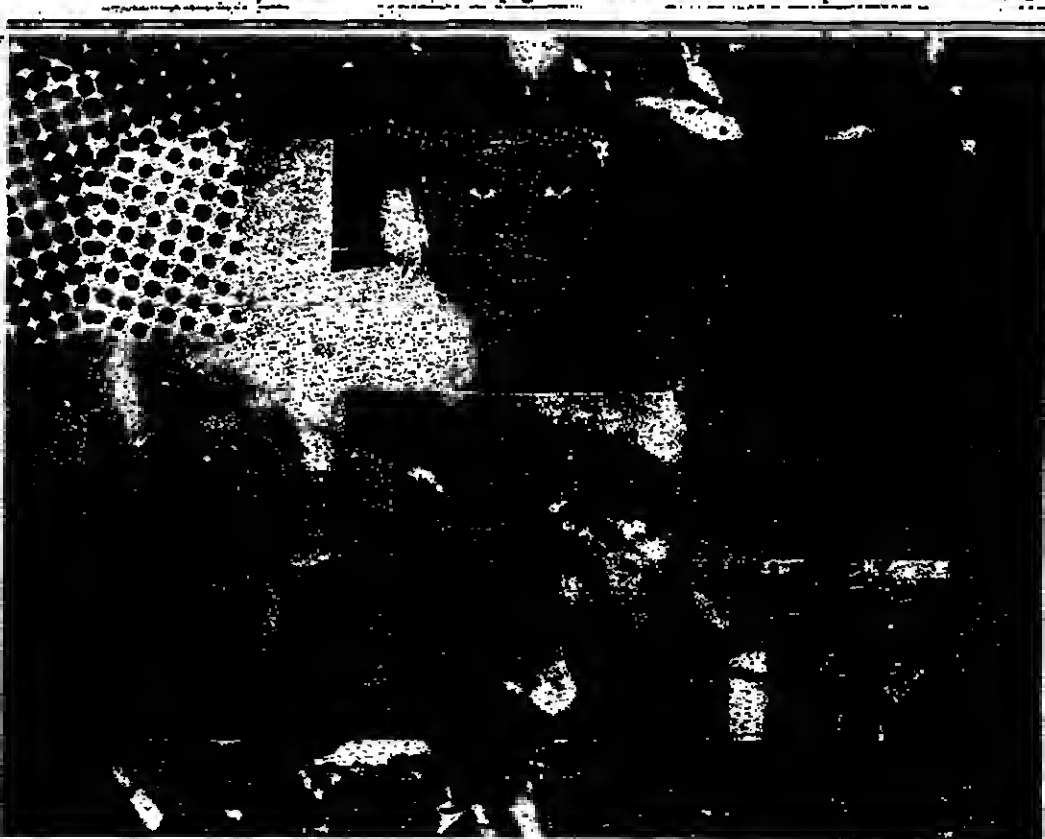
l'être également la semaine prochaine où s'annoncent dans plusieurs salles quelques belles dispersions.

sortie de la même collection depuis le début du siècle. Et comme dessert, un flamboyant portrait de Languet de la Rivière dont on dit qu'il n'a pas quitté sa cimaise depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Le premier est estimé entre 1,2 et 1,5 million de francs, ce qui est beaucoup. Le second a un peu plus de la moitié, ce qui n'est pas mal non plus, même si depuis une mémorable enchère londonienne à plus de 4 millions de francs, en décembre 1993, sa cote joue au yoyo.

### GRANDS NOMS D'OUTRE-MANCHE

Le plus intéressant reste à venir, d'outre-Manche. Le 12 avril, Sotheby's met en vente quelques grands noms : Turner, Gainsborough, Hogarth et Constable. De Turner, quatre aquarelles exceptionnelles, dont on attend au bas mot 230 000 livres (environ 1,8 million de francs) : l'une, célèbre, représente le Christ Church College d'Oxford ; une autre, une petite vue du Rhin, était présumée perdue. Un amateur perspicace l'a retrouvée dans une vente publique en Nouvelle-Zélande. Il l'apporta pour 600 livres (un peu moins de 5 000 francs). Elle est proposée aujourd'hui pour environ dix fois plus. Parmi les autres découvertes de cette vente, le portrait d'une jeune fille par William Hogarth, inconnu jusqu'à aujourd'hui. On l'un des tout premiers tableaux de Constable. Mais le lot vedette est un joli portrait par Gainsborough. Il est estimé de 600 000 à 800 000 livres, au même prix que les *Barques de Derain*. Il représente deux petits garçons jouant aux cartes. Il pourrait bien s'agir d'une partie de poker.

### Harry Bellet



## L'actualité sous un autre jour.

Le dimanche, c'est le jour du Journal du Dimanche. Un journal qui saisit l'actualité à pleines pages avec ses reportages en France et à l'étranger. Avec ses enquêtes, ses interviews, ses analyses sur l'actualité politique, économique, sociale, internationale. Avec l'éditorial d'Alain Genestier. Avec Wojcinski, Pivot, Stouvenot qui viennent vous changer les idées.

Les pages centrales, elles, vous emmènent sur le terrain du sport et dans ses coulisses. Avec l'émotion des grands événements, les réactions à chaud, le regard de nos chroniqueurs : Hémery, Alési, Thévenet, Peyron. Et tous les résultats du samedi.

Enfin, pour vous détendre, lisez la rubrique Voir. C'est la partie magazine du journal qui vous dit tout ce qu'il faut savoir sur le cinéma, la musique, la mode, la cuisine du soleil avec Alain Ducasse, le théâtre, les expositions, le tourisme, la télévision, les médias avec Jean-Claude Maurice et les livres avec la chronique de Jorge Samprun. Vivement dimanche !

**Le Journal du Dimanche**  
L'actualité sous un autre jour.

J. Walker Thompson

LES RÉCENTS RÉSULTATS des ventes d'art du XIX<sup>e</sup> siècle n'ont rien de rassurant. Même un tableau bénéficiant de tous les avantages, comme les *Barques échouées à Collioure*, de Derain (Le Monde du 1<sup>er</sup> avril 1995) n'a pas atteint les sommets espérés : il s'est vendu 5,7 millions de francs, un peu au-dessous d'une estimation basse pourtant bien raisonnable. Mais l'art ancien ne se porte guère mieux, du moins pour ce qui concerne les vacations courantes. Sotheby's dispersait le 5 avril un peu plus de 240 peintures anciennes. La moitié d'entre elles sont restées invendues. Certes, sans être de troisième ordre, elles n'avaient rien d'exceptionnel. Des copies anciennes, œuvres de sympathiques suiveurs ou élèves de plus ou moins grands maîtres, anonymes des écoles allemande, espagnole ou

hollandaise. Peint par Michel Garnier en 1789, un petit tableau représentant une jeune fille épiant deux amants par une porte entrebâillée, a tout de même plus que doublé son estimation haute, pour atteindre 76 300 livres (environ 602 770 francs), le prix d'une jolie polissoirerie, dans le goût d'un autre siècle. Mais rares ont été les enchères dépassant d'aussi haut des prévisions par ailleurs modestes. C'est dire si les prochaines ventes inspirent quelques inquiétudes. Même si certaines offres sont alléchantes, comme ces dessins que proposait M<sup>r</sup> Tajan à Drouot le 7 avril : qui pouvait résister à un Fuseli lancé à 8 000 francs ? On a cette copie d'une Sainte Catherine du Sodoma, par Ingres, estimée de 20 000 à 30 000 francs. Ils n'ont pourtant pas trouvé preneur, pas plus que ce mercurie androgyne par Jacob Jordans, dont on demandait 120 000 francs. En revanche un anonyme florentin du XVII<sup>e</sup> siècle a presque doublé son estimation pour partir à 130 000 francs. Mêmes

coups de foudre sur les bords de la Tamise, comme celui qui a entouré la toile de Lorenzo Lippi (1606-1664), découverte dans une collection britannique, et inconnue jusqu'alors, que Christie's proposait le 7 avril. Estimée 40 000 à 60 000 livres (entre 300 000 et 500 000 francs), *Daphné poursuivie par Apollon* a été adjugée 80 000 livres (632 000 francs) à un amateur de laurier. Une nature morte de Jean Baptiste Momoyer (1636-1699), dont on espérait 70 000 à 100 000 livres, s'est envolée à 175 000 livres (1,38 million de francs).

Mais emportera-t-on la jeune Polyzène de Giovanni Battista Pittoni (Venise 1687-1767) ? La demoiselle est estimée 250 000 francs. Réponse à Drouot le 10 avril. Et quel sort réserveront les amateurs à la très belle vente organisée par M<sup>r</sup> Picard, à Drouot, le lendemain ? Avec, comme plet de résistance, une somptueuse *Nature morte aux trophées de chasse* d'Alexandre-François Desportes (1661-1743), jamais

l'enseignement : création d'un diplôme d'Etat de formation musicale option danse et d'accompagnement musical option danse. Les épreuves techniques et pédagogiques du diplôme d'Etat de professeur de danse seront réformées devant l'afflux d'une population de plus en plus jeune, qui choisit, par crainte du chômage, le professorat plutôt qu'une carrière de danseur.

Des mesures sont engagées également pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes danseurs : cellules d'insertion professionnelle mises en place auprès du Ballet d'Opéra de Paris, du Ballet de la Rochelle, et auprès du Ballet du Rhin, à Mulhouse. Enfin, en partenariat avec l'Éducation nationale, « le Groupe de spécialité danse » est chargé de la réforme du bac Fili et de la création d'un bac littéraire option danse.

A Paris, une Maison du danseur sera créée cette année sur le site de La Villette afin d'assurer la formation pédagogique, l'entraînement, l'information et la documentation. La délégation marque son souci concernant la recherche et le patrimoine. Elle a créé la Librairie de la danse, en collaboration avec le Centre national du livre, pour favoriser l'édition - trois titres sont déjà parus : *Loie Fuller* de Giovanni Lista, un autre dans la collection « Mémoire vivante », et les *Cahiers de Nijinski* - ainsi que l'attribution de bourses d'écriture et de recherche. La librairie de la danse sera présentée à Avignon : elle organise le 21 juillet un colloque intitulé « La danse, quelle histoire à raconter ? ». Il sera animé par la journaliste Chantal Aubry.

Dominique Frétiard

## Une confrontation Philippe Hersant-Heinrich Schütz au Festival d'art sacré de la Ville de Paris

FESTIVAL D'ART SACRÉ de la Ville de Paris, du 8 mars au 12 avril. Prochain concert : le *Misérabilisme* de Pierre Calmelet (direction), Sainte-Chapelle, boulevard du Palais, 75001 Paris. Œuvres de Poulenc, Durand et Martin, chant grégorien. Places : 130 et 90 F. Réservations : 45-61-54-99.

Après une saison de Noël peu attrayante, le Festival d'art sacré de Paris, dont l'organisateur Jacques Taddéi a pris la direction artistique en 1994, propose une programmation pascale plus intéressante : une intégrale de la musique d'orgue d'Olivier Messiaen sur l'instrument du maître, à la Sainte-Trinité, des cérémonies pluriculturelles, quelques concerts mêlant l'ancien et le moderne (Beethoven-Florentz, Caplet-Pärt, Mozart-Landowski). Parmi ceux-ci, celui du 6 avril, donné au Temple réformé de l'Oratoire du Louvre par l'Ensemble Sagittarius de Michel Laplénie, confrontant Heinrich Schütz à Philippe Hersant (né en 1948).

L'Ensemble Sagittarius est un chœur de chambre professionnel de douze à vingt jeunes chanteurs qui n'a pas toujours convaincu. Mais la justesse d'ensemble est en net pro-

grès : les accords finaux sont souvent impeccables. On peut cependant regretter l'absence de fermés des sopranos et l'acidité de certains timbres dans l'aigu. Les deux contre-ténors manquent aussi de substance. Les autres pupitres sont satisfaisants, notamment les seconds ténors. Dans la sérénade et mystère *Passion selon saint Jean*, les divers solos révèlent des chanteurs un peu « bruts », même si Samuel Husser s'acquitte avec talent du redoutable rôle de *cappella* de l'évangéliste.

### UNE CODA IMPLORANTE

Philippe Hersant est l'une des valeurs les plus sûres de la musique française actuelle. *Aus tiefer Not* (psaume CXIX), commande du Festival d'art sacré, est écrit pour douze voix, viole de gambe (Anne-Marie Lasla) et orgue positif (Emmanuel Mandrin). L'effectif même des motifs avec basse continue de Schütz. Depuis longtemps, Hersant aime la musique ancienne, notamment le répertoire de basse de viole française. Sa *Pavane* pour alto ou les différentes pièces écrites pour Esther Lamandier (avec orgue positif ou harpe) laissent déjà entendre ce goût pour un univers sonore « décalé ».

Dans la plupart de ses œuvres (quatuors à cordes, Messe, Mouve-

ment, une pièce pour piano articulé autour d'une note bloquée par la troisième pédale), Hersant met en jeu de longs déroulements harmoniques : la presque totalité d'*Aus tiefer Not* est fondée sur une « teneur », une harmonie fixe et constamment consonnante autour de laquelle s'agencent des commentaires de la viole (discours ornemental, à mi-chemin d'un jeu oriental et des volées de petites notes des suites de Marin Marais), de l'orgue (figures brisées, répétitions de doubles croches, comme un souvenir africain via Jean Alain) et du choeur : beaux accords hiératiques en quarts et quintes, avec de savoureux frottements, effets de double chœur plus rythmiques, souvent allusifs (le choral *Aus tiefer Not* harmonisé par Bach).

A la manière des belles *Liturgies de la Vierge* de Francis Poulenc, Hersant termine sa pièce sur une coda implorante d'où se détache un chant de soprano solo dans l'aigu, hélas gâché par la voix mal assurée et la diction incompréhensible de la soliste de l'Ensemble Sagittarius. *Aus tiefer Not* s'intègre parfaitement aux programmes de cet ensemble : nul doute qu'elle sera prochainement reprise et mieux interprétée encore.

Renaud Machart

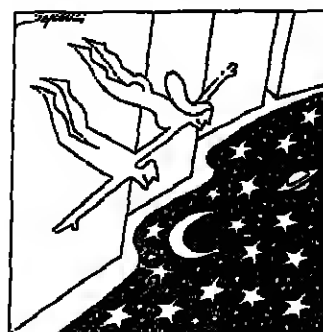
هكذا من الأهل



## Lille, carrefour de la danse francophone

Rendez-vous d'avril pour le Canada, la Belgique et la France

UNE MANIFESTATION sympathique qui grimpe. Ne pas manquer Danielle Desnoyers qui ne danse qu'un soir. Cette chorégraphe canadienne possède le goût du mystère et des formes élégantes : c'est elle qui ouvre Danse à Lille. Le Belge José Besprovan, attaché à l'Atelier Sainte-Anne, haut lieu de la danse à Bruxelles, a terminé son *Hombre Alado* préparé en résidence à Lille. La pièce est



inspirée du mythe de Prométhée, sur la musique de Peter Swinnen. Deux jeunes chorégraphes totalement inconnues, Marie-Hélène Desmaris et Martine Bordinale, dont à découvrir, précéderont la venue d'Anne Teresa De Keersmaecker qui, à la fin du mois, clôturera le programme avec Kinok.

★ Danse à Lille. Opéra de Lille, 20 h 30, les 8 et 10. Grand Bleu, 20 h 30, le 12. Colisée de Roubaix, 20 h 30, le 26 avril. Tél. : 20-78-12-02. De 60 F à 110 F.

## UNE SOIRÉE A PARIS

La République des arts, pour quoi, pour qui ?

« Pourquoi une politique culturelle patiemment construite en cinquante ans pour développer le service public, le décentraliser et le démocratiser (...) est-elle remise en cause ? » Telle est la question que pose le Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYN-DEAC), au cours d'un débat qui réunit une trentaine de metteurs en scène, directeurs, auteurs, philosophes, universitaires. Centre Georges-Pompidou (grande salle, premier sous-sol, rue Roubineau, 2). AP Châtelet-Halles ou Roubineau. Samedi 8, de 14 heures à 19 heures. Entrée libre.

Musiques françaises

Les œuvres de salon, produites dans notre pays entre 1850 et 1950 : le sujet a été choisi pour quatre soirées coproduites par la Cité de la musique et le Conservatoire national supérieur de Paris. L'avant-dernier concert, celui de samedi, est placé sous le signe de Mallarmé et Debussy à Varèse et Caplet. La soirée du dimanche réunit, sous le titre *Le Salon dans tous ses états*, des œuvres de chambre ou des transcriptions

de la fin du XIX.

Salle des concerts du Conservatoire, 221 avenue Jean-Jourès, 75019 Paris, M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin, les 8 et 9 avril, 20 heures. Tél. : 44-84-45-00, 100 et 100 F.

Susan Linke dialogue avec la MDRT

Gerhard Bohner, spécialiste de la reconstitution des danses du Bauhaus, spécialement celles d'Oskar Schlemmer, est mort en 1992 des suites du sida. Susan Linke rend hommage à l'homme et à son travail dans des sculptures de Robert Schad. *Femme au Puits, le 3 avril, 21 heures. Allee de la femme, 77 Noisiel, RER Noisiel. Tél. : 64-02-70-77. De 70 à 110 F.*

Act Up-Paris

Dans le cadre de sa série de représentations au Théâtre national de Chaillot (jusqu'au 30 avril), Mireille et Jérôme Savary ont voulu offrir une soirée au profit de la lutte contre le sida avec, en première partie, « Les Bouchons ». Tous les fonds récoltés seront entièrement reversés à Act Up-Paris. *Théâtre national de Chaillot, place du Tricard, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Trocadero, 20 h 30, le 9. Tél. : 47-27-51-15. 150 F.*

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

LA CAMPAGNE

Film français de Manuel Poirier  
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23);  
Racine Odéon, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Le Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81); 36-68-69-27; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).  
ASTÉRIX ET LES INDIGÈNES  
Film allemand de Gerhard Hahn  
VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23); 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); 36-68-68-12; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40-30-20-10; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (36-68-49-56); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 40-30-20-10; UGC Lyonnais, 13<sup>e</sup> (36-68-22-71); Miramar, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 36-68-69-23; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-19-65); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; 40



**SAMEDI 8 AVRIL**

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
<b>20.45 Divertissement :</b> <b>Les Grosses Têtes.</b> Philippe Bouvard et ses invités habituels.	<b>20.50 Divertissement :</b> <b>Éclats de rire.</b>	<b>20.58 Téléfilm : La Vérité en face.</b> D'Étienne Périer.	<b>20.45 Téléfilm : V.</b> De Kenneth Johnson et Richard I. Heffron, avec Marc Singer, Jenny Sudrén. (3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> parties).	<b>20.30 Téléfilm :</b> <b>Démence maternelle.</b> De Jorge Montesi.	<b>20.40 Téléfilm :</b> <b>L'Hôpital et ses fantômes.</b> De Lars von Trier, avec Ernst-Hugo Järegård, Kirsten Roffles [5/5]. Un mort vivant.
<b>22.45 Magazine : Ushualia.</b> Mont-Saint-Michel, une bulle au gré du Mont. La Réserve de l'Isf. - Wabou : Le Langage des bois ; Le Crabe au sang bleu.	<b>23.00 Magazine :</b> <b>Les Enfants de la télé.</b> <b>0.30 Les Films Lumière.</b> <b>0.35 Journal, Météo.</b> <b>Journal des courses.</b> ► Magazine : La 25 <sup>e</sup> Heure. Présenté par Jacques Perrin. Jésus-Christ star de cinéma, de Martin Goodman.	<b>22.20 Magazine : Ah ! Quels titres !</b> Présenté par Philippe Leson et Patricia Martin. Actualité littéraire. Débat : La multimédia, enfer ou paradis ? <b>23.20 Météo, Journal.</b> <b>Musique et compagnie.</b> Les musiques de l'étrange, de Valérie Exposito.	<b>1.10 Sport : Rallye Tunisie.</b> <b>1.15 Musique :</b> Boulevard des clips (et 6.05). <b>2.30 Rediffusions.</b> La Tête de l'emploi ; 2.55, Culture pub ; 3.20, Venice, cité des doges ; 4.15, 5.10, 5.10, Fréquentar.	<b>21.55 Flash d'informations.</b> <b>22.00 Surprises.</b> <b>22.15 Magazine :</b> <b>Jour de foot.</b>	<b>21.35 ► Documentaire :</b> <b>Main Kampf.</b> D'Erwin Lesser. <b>23.20 Magazine : Velvet Jungle.</b> Présenté par Valtti Jeff Buckley, Nanits en rades.
<b>23.50 3 000 scénarios</b> contre un virus (et 1.05).	<b>1.45 Programmes de nuit.</b> L'Heure du golf (rediff.) ; 1.50, L'arabe (rediff.) ; 2.00, Diamé ; 3.50, Bouillon de culture ; 5.00, Revue de presse ; 5.40, Dessin animé.	<b>0.50 Musique : Musique Graffiti.</b> Fantasie op. 17, de Schumann, par Michel Dalberto, piano (20 min).		<b>23.00 Cinéma : Simetierre 2. □</b> Film américain de Mary Lambert (1992). Avec Edward Furlong.	<b>0.35 Série : Johnny Staccato.</b> 14. Le Retour, de James Hogan, avec John Cassavetes (vo.).
<b>23.55 Magazine : Formule P1.</b> Grand Prix d'Argentine, à Buenos Aires. Analyse des essais.				<b>0.34 Pin-up.</b> <b>0.35 Documentaire :</b> <b>Retrouvaille à Ouled Moumen.</b> D'Izza Gentil.	<b>1.00 Téléfilm :</b> <b>Trois jours en avril.</b> D'Oliver Storz. (Rediff., 104 min).
<b>0.30 Magazine : Formule foot.</b> <b>1.10 Journal et Météo.</b> <b>1.20 Programmes de nuit.</b> Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 1.40, Histoires naturelles (et 5.05) ; 2.30, TF1 nuit (et 3.40, 4.45) ; 2.40, Ernest Laundrie ou le Roman de la biguine ; 3.50, Histoire de la vie ; 4.55 Musique.				<b>1.25 Sport : Golf.</b> En direct. Troisième journée des Masters d'Augusta (Georgie). <b>3.00 Sport : Boxe.</b>	

## RADIO

gles, in der Frühe, Erinnerung an Eichendorff und Schumann, An die Hoffnung, Andenken, Elégie 1943, d'Esler; Das Lied von der Erde: der Einsame im Herbst, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Leonard Bernstein, 20.05 Soirée lyrique. En direct du Théâtre royal de la Monnaie, à Bruxelles. Ermonie, de Rossini: par le chœur et l'Orchestre du Théâtre royal de la Monnaie, dir. Marcello Viotti, sol. Nelly Milcicliou (Ermonie), Bernadette Plancha (Soirée lyrique), 20.05 Soirée lyrique (Pirre Bruce Ford (Oreste), Rachelle Stantal (Cleonice/Céris), 23.02 Musique pluriel. Concerts donnés les 22 et 24 janvier, au Centre Pompidou, à Paris (extraïr): Envoi pour piano MIDI et ensemble d'Ingholfon (creation), par l'Ensemble intertemporal, dir. Markus Stenz; Carpe diem pour clarinète et orchestre de chambre, de Kalpalnen, par l'Orchestre de chambre Avanti, dir. Niklas Willen, Kar Krüzik, clarinète. 0.05 Auto-portrait. Olivier Beaumont, clarinète. 1.00 Les Nuits de France.

## LA CINQUIÈME

**12.00** Pose ton cartable.  
Résumé : La Vie devant moi : cascades Grimm : Qui a peur du méchant loup, Le Léon de piano : Minimoto : La Perte de Cléopâtre (rediff.).

**13.00** Jeu : Ça déminitange.

**13.30** Les Grandes Sidérales.  
Greta Garbo.

**14.30** Magazine : L'Esprit du sport.  
Invité : Maurice Levy.

**15.30** Magazine : Jeux d'encre.

**16.00** Magazine : Détours de France.  
Le châteaen. Invités : Richard Hurbin, Jean Le Mague, typographe ; Yann Queffelec, écrivain.

**17.00** Le Sens de l'Histoire.  
Pearl Harbor.

**18.30** Magazine : Va savoir.  
Longueuil-Québec.

**18.55** Le Journal du temps.

---

## ARTE

**19.00** Série : Max Linder.  
Duel de M. Myope : Mariage imprévu : Coiffeur par amour.

**19.30** Magazine :  
Métropolis (et 0.30).  
Proposé par Pierre-André Bourlang et Peter Wien. Hloah Noun sur réseau, de Bernhard von Dadesen et Hans-Jörg Hammerling ; John Berger, à propos de l'art de la reconnaissance, de Benedikt Gondolf et Matthias von Harzig ; Les Romans historiques, de Scharif Aust.

**20.30** 8 1/2 Journal.

## RADIO

Film français d'André Berthomieu  
(1948, N.).

**22.20 Documentaire :**  
*Balades en accords.*  
De Jean-Pierre Baurenaut et Claude  
Coffier.

**22.40 Documentaire :**  
*Second Souffle.*  
De Jean-Pierre Baurenaut.

**23.35 Documentaire :**  
*Paris-musette.*  
De Jean-Pierre Baurenaut.

**1.30 Magazine : Archimède.**  
Requies (rediff., 56 min).

---

**ons à la radio.**

a),

Jospin (« Grand Débat, spécial élection

(vu)

## Les interventions à la radio

Radio J, 14 h 30 : Edouard Balladur (« Forum »).  
Radio Shalom 94.8 FM, 18 h 30 : Lionel Jospin (« Grand Débat, spécial élections présidentielles »).  
RTL, 18 h 30 : Jean-Marie Le Pen (« Grand Jury »).

هكذا من الأسفل

## Les Pays-Bas achèteront trente hélicoptères Apache américains

Le Tigre franco-allemand est écarté de la compétition.

## Téléontologie

par Alain Rollat

LE TÉLÉONTOLOGUE Bernard Pivot recevait, vendredi soir, le paléontologue Philippe Taquet et cette rencontre au sommet de la science culturelle a permis aux téléphages d'apprendre qu'il n'est pas plus difficile de traquer les dinosaures que de chercher des chaperons. Preuve à l'appui, Philippe Taquet, à qui l'on doit notamment la découverte de l'oronsaure, l'a dit sans ambages à son hôte, qui semblait en douter : de la même façon qu'un bon chercheur de champignons sait où flâner pour trouver des chaperons ou des cèpes, un bon chasseur de dinosaures sait où farfouiller pour cueillir des diplodocus ou des brontosaurus. Il a même précisé qu'on en trouve beaucoup, en ce moment, dans le désert de Gobi.

En revanche, cette passionnante confrontation n'a pas fait progresser les recherches sur la mystérieuse disparition des sauriens géants. Bernard Pivot et Philippe Taquet ne se sont pas mouillés. Et c'est dommage. Ils se sont contentés de rappeler les deux thèses en présence : celle des « catastrophistes », qui soutiennent que les dinosaures ont disparu brutalement à la suite d'un cataclysme naturel, et celle des « progressivistes », selon lesquels cette disparition s'est produite lentement, sous l'effet de plusieurs facteurs climatiques. C'est dommage et même étrange, de la part de deux savants si réputés, parce que le moindre téléontologue amateur sait qu'il n'est plus besoin d'aller jusqu'en Mongolie pour trouver de sérieux éléments de réponse à cette énig-

me. On en trouvait, la semaine écoulée, sur le plateau de « Casse discute », le magazine binaire de France 2 qui répond « oui » à toutes les questions le lundi et « non » le mardi. Il y avait là, en effet, l'une de ces authentiques ménagères de moins de soixante-dix ans dont raffolent les mercantologues. Une certaine Suzanne. Une paysanne qui vit dans une cabane cathodique si isolée qu'elle croit que tout ce qu'elle voit à la télévision est la vérité vraie. Elle voue un culte à Mac Gyver, « le gars le plus intelligent d'Amérique », dont elle a la photo au-dessus de la cheminée, à côté du Sacré-Cœur de Jésus. Elle vénère également « l'Homme de l'Atlantide », l'acteur Patrick Duffy, qu'elle plaint beaucoup parce qu'elle le voit « moitié homme-moitie poisson », donc obligé, en bon saurien terrestre, de « vivre dans un aquarium ».

Bref, cette créature contemporaine présentait toutes les apparences d'un télécephale atteint de boulimie, et cela ne prêtait pas à rire comme l'ont fait les iconoclastes réunis par l'apprenti docteur Jean-Luc Delarue. Tous les dinosaures n'ont peut-être pas disparu. Le hasard faisant bien les choses, les sceptiques sont priés de se pencher sur l'Inépuisable gisement de Dallas, où s'activent à nouveau les chercheurs de TFI. Ils y constateront que l'histoire fossilisée de la tribu Ewing, connue pour son amoralisme, conserve une étonnante fraîcheur dans son actualité. Elle tend à prouver, en tout cas, que les téléseurs, eux, se partent bien.

LES PAYS-BAS ont annoncé, vendredi 7 avril, leur décision d'acquiescer trente hélicoptères de combat Apache aux États-Unis, pour équiper une brigade mobile, de préférence au Tigre franco-allemand. Le contrat s'élève à l'équivalent de 4 milliards de francs. Pour expliquer son choix en faveur de l'Apache du groupe McDonnell Douglas, qui doit remplacer des Alouette anciens, le premier ministre néerlandais, Wim Kok, a indiqué que deux facteurs avaient été déterminants : « Les délais de livraison » plus rapides et « la qualité » de l'hélicoptère américain. M. Kok a ajouté qu'il était conscient du fait que ce choix « allait décevoir ses partenaires français et allemands », d'autant plus que les autorités allemandes et françaises s'étaient beaucoup impliquées.

Depuis plusieurs mois, La Haye reculait sans cesse sa décision. Le ministre de la défense avait choisi l'Apache. Son collègue de l'économie et celui des finances avaient opté pour le Tigre, en raison des compensations jugées plus inté-

ressantes du consortium franco-allemand Eurocopter. Dans son communiqué final, le gouvernement néerlandais indique que ces compensations, au bout du compte, s'étaient rapprochées et qu'il convenait de donner la priorité à l'argument militaire. « Ce n'est ni un choix contre l'Europe ni un choix pour l'Amérique », a ajouté M. Kok. Les relations de bon voisinage passent après la sécurité et il faut, lorsque les Pays-Bas doivent utiliser leur brigade mobile dans des opérations internationales, que nous ayons le meilleur matériel ».

### PRESSIONS POLITIQUES

Le ministre néerlandais de la défense a, d'autre part, expliqué que McDonnell Douglas avait promis de livrer les douze premiers Apache dès 1996. Eurocopter, qui vient de lancer l'industrialisation de son hélicoptère avec l'accord des deux gouvernements concernés, était en mesure de proposer son produit en 1999 et, dans l'attente, le groupe franco-allemand offrait de céder des Gazelle et des BO-105 pour entraîner les équi-

pages néerlandais au maniement de leurs futurs Tigres.

Ce marché a donné lieu à des pressions politiques des États fournisseurs potentiels sur La Haye. Lors d'un passage récent à Washington, M. Kok s'était vu inviter par Bill Clinton à ne pas oublier l'appartenance des Pays-Bas à l'OTAN et, donc, à ne pas négliger la nécessité entre alliés de standardiser leurs matériels. Du côté du groupe Eurocopter, ce sont Helmut Kohl et Edouard Balladur qui avaient adressé des messages au gouvernement néerlandais pour lui rappeler que l'Allemagne et la France, en ayant décidé de commander respectivement deux cent quinze et deux cent douze Tigres, avaient manifesté leur confiance dans ce programme.

Sans se faire directement l'écho des pressions dont il a pu être la cible et sans préciser de quelle manière les Américains sont parvenus à faire jeu égal avec les Français et les Allemands sur la nature et le volume des compensations promises, M. Kok a expliqué que

« les Pays-Bas ne doivent pas avoir honte de leur décision s'ils ont de bons arguments » et que, dans ces conditions, « les Néerlandais ne comprendraient pas que leur gouvernement ne s'attache pas, avant tout, à la qualité ».

A propos des avantages procurés à McDonnell Douglas par la faiblesse actuelle du dollar, le premier ministre néerlandais a souligné, en substance, que cet argument financier passait après le fait que l'Apache était déjà en service et livrable rapidement. « C'est pourtant vrai, a-t-il admis, que l'effort dollar a compté », des fois que La Haye « peut jouer, comme le fait tout le monde, sur le marché du dollar à terme ».

L'ambition militaire des Pays-Bas est de pouvoir déployer, lorsque les trente hélicoptères Apache seront disponibles, une brigade mobile opérationnelle dans quatre ans au service de l'Alliance atlantique. « Tout le monde en profitera », a conclu M. Kok, y compris les voisins. »

Jacques Lemaire

## M. Jospin entend faire « gagner la vérité »

Selon le candidat socialiste, les deux candidats RPR « mentent au pays »

### AVIGNON

Après le grand rassemblement enflammé de Montpellier, Lionel Jospin a choisi, vendredi 7 avril, de défendre à Avignon son programme de façon plus paisible, avec des créateurs et des artistes au Palais des papes puis devant ses partisans dans la salle des fêtes roccoco de la mairie, enfin lors d'une escapade champêtre sur les hauteurs de Cadenet, dans le Vaucluse, au pied du Luberon. Mais s'il avait sa tentation de se laisser porter par la douceur du printemps provençal, c'était pour mieux retrouver, l'instinct d'après, le ton de plus en plus mordant d'un candidat dopé par l'écho qu'il rencontre sur le terrain.

Parti en retard et profil bas dans cette campagne, M. Jospin a en effet désormais trouvé son rythme. C'est avec une jubilation moqueuse, par exemple, qu'il a dénoncé à Avignon ce « face-à-face stérile », « ce scénario de boulevard », « cette dispute médiocromotique » entre les deux candidats du RPR, quand il ne s'agit, au fond, que de « l'histoire d'une trahison politique et personnelle entre deux hommes ». Puis, cognant sur les mots, il a assené ce qui devrait être le principal thème de sa campagne pendant les deux pro-

chaines semaines : « MM. Chirac et Balladur disent la vérité l'un sur l'autre, mais ils ne disent pas la vérité au peuple ».

Ils disent la vérité l'un sur l'autre, insiste Lionel Jospin en invitant les Français à y prêter davantage l'oreille, « parce qu'ils se connaissent bien. Quand M. Chirac dénonce l'état Balladur, c'est vrai et il le sait de quoi il parle. Et quand M. Balladur s'inquiète du retour de l'état-RPR, il sait aussi de quoi il parle. Pour que les accusations fassent mal, il faut qu'elles soient vraies ».

### « MOUVEMENT IRRÉSISTIBLE »

Mais cette franchise réciproque de ses deux principaux adversaires, estime M. Jospin, s'accompagne de contre-évidences sur la politique qu'ils ont conduit au gouvernement comme sur celle qu'ils mèneraient demain. Sur ce chapitre, martèle-t-il, « ils mentent au pays ». « Et je réçois, jour après jour, sur le terrain, le démenti concret de leurs déclarations ». Ainsi de la culture : « Quand M. Chirac déclare avec aplomb qu'il veut consacrer 1 % du budget national à la culture, il oublie tout simplement de dire que ce niveau était atteint quand nous avons quitté le gouvernement et que s'il est aujourd'hui inférieur, c'est parce que

M. Toubon, l'un de ses principaux lieutenants, a laissé depuis deux ans l'état se désengager dans ce domaine ».

Ainsi encore de l'égalité des chances, dont MM. Chirac et Balladur semblent faire grand cas. Et pourtant, note le candidat socialiste, « je n'ai entendu ni M. Chirac ni M. Balladur dénoncer l'université créée par M. Pasqua dans les Hauts-de-Seine, cette université privée, sélective et payante, financée sur les fonds publics du département. Je leur demande donc de dire clairement s'ils condamnent l'université Pasqua et s'ils sont prêts à prapasser sa réintégration dans l'université publique ». Quant à l'emploi, dit-il, comment prétendre qu'on veut le développer quand la politique menée depuis deux ans ne vise qu'à accroître la « flexibilité » et la « précarité » et à remettre en cause les droits syndicaux ?

Devant ces faux-semblants, Lionel Jospin entend donc faire « gagner la vérité, au premier, puis au second tour ». Pour cela, a-t-il lancé aux Avignonnais, « il faut absolument que nous créions dans les quinze jours qui restent ce mouvement irrésistible que nous sentons frémir ».

Gérard Courtot

## Une ville tchétchène rayée de la carte

Semachki, une localité à l'ouest de la Tchétchénie qui comptait plus de dix mille habitants avant la guerre, a été « rayée de la carte », vendredi 7 avril, par des bombardements russes qui ont duré près de 24 heures, a déclaré au Monde le conseiller de la présidence tchétchène, Piotr Kossow. Les tirs d'artillerie russes ont commencé dans la nuit de jeudi à vendredi, avant l'expiration d'un ultimatum donné pour le lendemain matin aux habitants du village, a-t-il précisé. Une partie des habitants, dont des femmes et des enfants, ont été arrêtés et conduits dans des centres de tri alors qu'ils fuyaient les bombardements en direction des postes russes. Ce bombardement aurait fait « des dizaines si ce n'est des centaines de victimes », selon Piotr Kossow. (Corresp.)

## Une société d'économie mixte pour l'OM

de notre correspondant régional  
Le tribunal de commerce de Marseille a décidé d'ouvrir, vendredi 7 avril, une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de l'OM. Cette mesure était attendue depuis le rapport remis au tribunal le 20 mars, qui concluait à l'état de cessation de paiement de l'OM, avec une insuffisance d'actif d'au moins 250 millions de francs. La trésorerie du club ne permettait plus d'assurer le paiement des salaires des joueurs (Le Monde du 8 avril). Noël Le Graet, président de la Ligue nationale de football, a estimé que l'OM payait « les erreurs de gestion du cycle Triple ».

Pendant une période d'observation de six mois renouvelable, le club de Marseille sera géré par un administrateur qui aura pour mission d'élaborer un plan de redressement par cession. Le jugement rendu par le tribunal efface les dettes accumulées par l'OM. Le maire de Marseille, Robert Vigouroux, a annoncé qu'il allait proposer à son conseil municipal, mercredi 12 avril, la constitution d'une société d'économie mixte (SEM) à objet sportif qui se portera candidate à la reprise de l'OM. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional, a confirmé la participation à cette SEM de l'Assemblée. Lucien Weygand, président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, s'est rallié, sans enthousiasme, à la proposition. Le capital de la société devrait être de 40 millions de francs, dont 51 % détenus par les trois collectivités.

G. P.

### SOMMAIRE

#### INTERNATIONAL

Environnement : la conférence de Berlin sur le climat débouche sur un compromis visant à limiter l'effet de serre 2  
Japon : les élections locales ont lieu dans un climat de désillusion 3  
Zimbabwe : élections législatives sur mesure pour un parti et un président tout-puissants 4

#### FRANCE

Présidentielle : les chiraquiens tentent de contrecarrer l'effritement régulier des positions du maire de Paris : Valéry Giscard d'Estaing a boudé le dîner républicain d'Edouard Balladur à Clermont-Ferrand 5-6  
Régions : le duel Chirac-Balladur trouble la préparation des élections municipales en Ile-de-France 7

#### SOCIÉTÉ

Société : plus de cent associations manifestent contre l'exclusion 8  
Éducation : les syndicats de la PSU s'interrogent sur l'évolution du métier d'enseignant 9  
Sports : Paris-Roubaix demeure un des fleurons de la Société du Tour de France 10

#### HORIZONS

Histoire : naissances d'un système métrique 11  
Débats : un entretien avec Harvey C. Mansfield 12  
Éditoriaux : Cavalier seul néerlandais ; La France et Schengen 13  
Courrier : l'avis du médiateur ; les lettres de nos lecteurs 13

#### ENTREPRISES

Fusion : la Générale des eaux absorbe sa filiale Immobilière Phénix 14

#### CULTURE

Musique : Prince en conflit avec sa maison de disques 18  
Enchères : les ventes de peintures anciennes subissent de fortes variations 19

### SERVICES

Abonnements 17  
Agenda 17  
Carte 10  
Finances et marchés 15-16  
Météorologie 17  
Radio-Télévision 21

### DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

LIONEL JOSPIN LE SOLITAIRE : personnage contrasté, secret et convivial, orgueilleux et pudique, le candidat socialiste a organisé son isolement pour en tirer profit. La campagne électorale projette sa solitude face aux Français.

Tirage du Monde daté samedi 8 avril 1995 : 488 435 exemplaires

Le catalogue complet des ventes d'art est sur minitel 3617 VAE

MUSÉES NATIONAUX : le mouvement de grève qui affecte, depuis le 5 avril, la plupart des trente-quatre musées nationaux était en voie d'achèvement, après que le Louvre eut rouvert ses portes vendredi 7 avril à 16 heures pour la nuit, et le musée d'Orsay samedi matin. En revanche, les personnels du Caran (Archives nationales) se réuniront en assemblée générale lundi. L'inter-syndicale des musées nationaux a lancé ce mouvement contre la précarité d'un millier d'emplois.

## M. Cheminade a été condamné pour vol en 1992

JACQUES CHEMINADE, ancien secrétaire général du Parti ouvrier européen (POE), candidat à l'élection présidentielle, a été condamné pour vol à quinze mois d'emprisonnement avec sursis en juin 1992. Il était accusé d'avoir reçu, entre 1984 et 1986, par le biais de trois associations satellites du POE, 1 197 000 francs de M. Pazyry, une femme âgée atteinte de la maladie d'Alzheimer. Les enfants de M. Pazyry ont porté plainte après son décès, en 1986, estimant qu'elle n'avait pu remettre volontairement de telles sommes d'argent à M. Cheminade. Ce dernier a fait appel de cette condamnation. La date de l'audience sera fixée le 9 mai, deux jours après le second tour de l'élection présidentielle. L'entourage de M. Cheminade nous a indiqué, samedi 8 avril, que dans cette affaire il fait « confiance à la justice ». « Je trouve sordide qu'on livre au public le mémoire d'un être humain dont j'appréciais le courage et la bonté. J'ai moi-même mis une grande partie de ce que je possédais au service de la cause à laquelle je crois », ajoute M. Cheminade.

« ON FAIT CROIRE AUX GENS QU'IL S'AGIT DE PROTÉGER LEUR CULTURE, MAIS EN RÉALITÉ LE PUBLIC A UNE IMMENSE ENVIE DE CINÉMA AMÉRICAIN ».

« ARNOLD SCHWARZENEGGER »

10 5 avril 1995

« AU PETIT MARGUERY »

de LAURENT BENEJUI

sortie le 6 novembre 1995

« LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ »

de ETIENNE CHATILIEZ

sortie le 8 décembre 1995

« BEAUMARCHAIS »

de EDOUARD MOLINARO

sortie le 20 mars 1996

« UN AIR DE FAMILLE »

de CEDRIC KLARISCH

sortie le 10 avril 1996

CAUSE TOUJOURS SCHWARZY !

CHARLES GASSOT

PRODUCTEUR INDÉPENDANT

MEMBRE DE L'UNION DES PRODUCTEURS DE FILMS

مكتبة الأصل